

PROCÈS-VERBAL
des DÉLIBÉRATIONS
du COMITÉ SYNDICAL
en date du 8 DÉCEMBRE 2022





Syndicat
des Eaux de
Basse-Vigneulles
et Faulquemont

RÉUNION du COMITÉ

en date du Jeudi 8 Décembre 2022

N/Réf. : COM/6156/2022/FP/NP/AT

V/Réf. :

Objet :

Faulquemont, le 01.12.2022

ORDRE DU JOUR

I – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

POINT N° 1.1 – Changement de Délégué de la Communauté de Communes
du District Urbain de Faulquemont
Commune de LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD

POINT N° 1.2 – Nomination de Délégués de la Communauté de Communes
du District Urbain de Faulquemont
Communes de LAUDREFANG et TÉTING-sur-NIED

II – FINANCES

POINT N° 2.1 – Débat d’Orientation Budgétaire 2023

POINT N° 2.2 – Prix de l’eau 2023

POINT N° 2.3 – Bordereau de prix syndical

POINT N° 2.4 – Affectation du Résultat d’Exploitation 2021 (Délibération modificative)

POINT N° 2.5 – Décision Modificative N° 1/2022

POINT N° 2.6 – Engagement des investissements pour 2023

POINT N° 2.7 – Convention d’achat d’eau à la CASAS pour l’alimentation en eau
des Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied

POINT N° 2.8 – Convention portant sur les conditions de recouvrement des produits
locaux

POINT N° 2.9 – Synthèse sur les impayés

III – POINTS ADOPTÉS au BUREAU du 04.10.2022

IV – POINTS ADOPTÉS au BUREAU du 22.11.2022

V – DIVERS

Direction et Services Administratifs

13, rue du Moulin - 57380 FAULQUEMONT - Tél : 03 87 29 30 31
Site Internet : www.sebv.com - Courriel : contact@sebv.com

PROCÈS-VERBAL RÉUNION du COMITÉ

en date du Jeudi 8 Décembre 2022

qui s'est déroulée à FAULQUEMONT

Salle du Herrenwald

N/Réf. : COM./6583/2022/HS/FP/NP/AT

Convocation du : 14.11.2022
Membres en exercice : 214
Membres présents : 108
Procurations : 17

Président : Monsieur Pierre BLANCHARD

Etaient présents :

Mesdames Nicole KAHL, Francine FRANCOIS, Christelle PILLEUX, Rachel NEIS, Virginie GEIS, Sylvie WEISBECKER, Patricia FAGNONI, Nathalie DUBOST, Carole VOYER, Evelyne GEORGES, Graziella FROHWERK, Martine KIRCHNER, Violette COMBAS, Cassandra RIBU, Nicole KLOCK, Danièle STAUB, Dominique THILL, Myriam RESLINGER, Marie-Claire HORY, Nathalie DREXLER,

Messieurs Bernard DOYEN, Patrick ANGELAUD, Angel MIDENET, Damien BARBA, Jean-Marie BOY-LOUSTAU, Emile DUCAMIN, Alain VIEL, Serge GALLET, Gilles DROUIN, Eric ANDRE, Marc LUTAT, Romain DEPIERREUX, Jean-François HESSE, Didier THESE, Alain RIBARD, Grégory ASSELBORN, Hervé SENSER, Alban GRANDIDIER, Bernard JULLIER, Maurice JACQUEMIN, Robert JACQUEMIN, Jean-Marie LEROY, Didier MICHEL, Frédéric CATTAI, François DIDOT, Rémy RESLINGER, Cyril CHERY, Patrice THIEBAUD, Jean-Nicolas LIEB, Gilbert BACH, Rémy THIS, Richard GAMBALONGA, Pascal NOEL, Jonathan APPEL, Daniel JOUANOTTE, Michel HENRI, Lionel JOST, Pascal BETTINGER, Jean-Claude BAIXAS, Michel LEGENDRE, Patrick GRELOT, Guillaume BERNEZ, Luc GIAMBERINI, Bruno FREUDL, Jean-Marc CHAMPREUX, Jean-Paul GRANDJEAN, Bernard KREBS, Michel POIRIER, Jean-Marc FULLER, Armand ARNOULD, Paul BOYARD, Jonathan LEIDNER, Francis MARTINEZ, Frédéric RAPP, Lionel BELVOIX, Georges KIRCHNER, Etienne HOFFERT, Pascal PAPINUTTI, Jean-Daniel ZIMMERMANN, Bruno BIANCHIN, Hervé BOULLEE, Alain KOPPERS, Marcel MILAZZO, Félix PEZZA, Philippe WILDENHAIN, Luc BALLASSE, Sylvain KLEIN, Jean-Luc KREIS, Jean BRACCO, René PHILIPPE, Bernard GRIMMER, Clément LEBLEU, Daniel HAHN, Etienne LAURENT, Sébastien RICHARD, Daniel HINSCHBERGER, Nicolas HINZ, Gérard KREMETTER, Bernard ALBERTUS, Pascal SPITZ, René FORET, Jean MORYS, Didier GRIMMER, Pierre THILL, Gilbert THONNON, Eric COLLIGNON, Daniel ROTH.

Ont donné procuration :

| | | |
|--------------------------------|---|------------------------------|
| Madame Elisabeth CHABEAUX | à | Madame Francine FRANCOIS |
| Monsieur Vincent LAUNAY | à | Madame Rachel NEIS |
| Madame Evelyne LAMPERT | à | Monsieur Rémy RESLINGER |
| Madame Marie-Laurence CORNET | à | Monsieur Pascal NOEL |
| Monsieur Jean-Paul LARISCH | à | Monsieur Luc GIAMBERINI |
| Monsieur Etienne LOGNON | à | Monsieur Patrick GRELOT |
| Madame Patricia CANTERI | à | Madame Patricia FAGNONI |
| Monsieur Roland CHLOUP | à | Monsieur Jean-Paul GRANDJEAN |
| Monsieur Jean-Marie MULLER | à | Monsieur Guillaume BERNEZ |
| Monsieur Georges STEINMETZ | à | Monsieur Paul BOYARD |
| Monsieur François LAVERGNE | à | Monsieur Jonathan LEIDNER |
| Monsieur Stéphane CHAPPELLIER | à | Monsieur Marcel MILAZZO |
| Madame Béatrice KEMPENICH | à | Monsieur Pierre BLANCHARD |
| Monsieur Alain LABRE | à | Monsieur Bruno BIANCHIN |
| Monsieur Daniel BECKER | à | Monsieur Sébastien RICHARD |
| Madame Corinne GEORGES HAMAN | à | Monsieur Etienne LAURENT |
| à Monsieur Daniel HINSCHBERGER | | Madame Michaëla COLLURA |

Excusés :

Madame Joëlle DE SANTIS, Chef de Service Comptable,

Mesdames Fanny BMMES, Alice COURTE, Martine SALZMANN, Camille MANTZER, Sophie ROLLIN, Chantal PICCOLI, Christelle KIEFFER, Viviane HAEGENAUER,

Messieurs Jean-Marc DOSDAT, Jean-Christophe GAZIN, Eric SOMMIER, Sylvain KURTZ, Francis TARRILLION, Jean-Luc ETIENNE, Jean-Luc PERRIN, Nicolas RUEFF, Philippe POGGESI, Stéphane DIERICK, Laurent SCHIRATO, Stéphane WELKER, Marcel RICATTE, Joël PIERRARD, Michel POMMIER, Laurent GELIS, Jean-Yves OUDIN, Vincent MORTIER, Alain PIERRARD, Cédric CATHELIN, Loïc BELLOT, Patrick GRIVEL, Simon LORIN, Gilbert HILLEN, Christian MEYER, Denis SCHLOUPT, Egidio GABRIELE, Alain CORNIER, Thomas MARTINEZ, Stéphane BECKER, Joël HENRION, Damien THILL, Alain GERARDIN, Raphaël FERRAND, Yann AZAMBRE, Laurent PETITJEAN, Hubert LORRAIN.

Etaient également présents :

Monsieur Hervé SIAT, Directeur Général des Services
Madame Francine PICH, Adjointe au Directeur
Monsieur Stéphane ROEMER, Ingénieur

Direction et Services Administratifs

13, rue du Moulin - 57380 FAULQUEMONT - Tél : 03 87 29 30 31

Site Internet : www.sebv.com - Courriel : contact@sebv.com

I – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Rapporteur : Monsieur Pierre BLANCHARD, Président du SEBVF

POINT N° 1.1 – Changement de Délégué de la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont Commune de LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD

Suite au décès de Madame Astrid GROSMANGIN, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont a procédé à l'élection d'un nouveau Délégué.

Par délibération du 21.09.2022, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont a nommé Madame Corinne GEORGES HAMAN, Conseillère Municipale de la Commune de LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD, en tant que représentante du DUF au sein du SEBVF.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Ce nouveau Délégué est installé officiellement dans ses fonctions.

POINT N° 1.2 – Nomination de Délégués de la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont Communes de LAUDREFANG et TÉTING-sur-NIED

Suite à l'extension du périmètre syndical du SEBVF aux Communes de Laudrefang et Tétting-sur-Nied, extension autorisée par arrêté préfectoral du 13.10.2022, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont par délibération du 23.11.2022 a nommé des Conseillers Municipaux et Maire :

Commune de LAUDREFANG :

- Monsieur René PHILIPPE
- Monsieur Bernard GRIMMER

Commune de TÉTING-sur-NIED :

- Monsieur Bernard ALBERTUS
- Monsieur Guy JACQUES
- Madame Chantal PICCOLI
- Monsieur Olivier ZIRN

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Ces nouveaux Délégués sont installés officiellement dans leurs fonctions.

II- FINANCES

Rapporteur : Monsieur Pierre BLANCHARD, Président du SEBVF

POINT N° 2.1 – Débat d’Orientation Budgétaire 2023

Conformément à la loi du 6 février 1992 et à l’article 107 de la loi NOTRé, je vous présente le Rapport d’Orientation Budgétaire préalable au Débat du même nom qui donne les grandes lignes prévisionnelles des actions à mener par le Syndicat avec les investissements qu’il est envisagé de proposer au titre du Budget Primitif 2023. Ce dernier est voté dans un délai de deux mois après l’adoption du présent Débat d’Orientation Budgétaire (DOB). Le rapport doit dorénavant comporter une présentation de la structure, de l’évolution des dépenses, des effectifs, de la dette et des engagements pluriannuels.

Le Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) est obligatoire dans les Communes de plus de 3 500 habitants, ainsi que dans les Collectivités Territoriales ayant au moins une Commune de plus de 3 500 habitants, ce qui est le cas pour notre Syndicat. Il s’effectue à partir du rapport ci-après, support aux débats et qui dorénavant donne lieu à une délibération.

Le SEBVF comprenait au 31.10.2022, 83 Communes pour 20 458 abonnés.

Le 1^{er} novembre 2022, le SEBVF compte dorénavant 85 Communes suite à l’extension du périmètre, à la demande de la Communauté de Communes du DUF dans un souci de cohérence territoriale, aux Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied.

L’échéance de 2026 de la Loi Notré est encore lointaine pour les équipes municipales élues ou renouvelées en 2020, alors que cette loi est très contraignante pour les Communes dites « isolées ».

Les études de gouvernance n’ont débouché sur aucune proposition concrète, et aucune n’a depuis été relancée. Des modifications interviendront, mais dans des délais plus lointains. Trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à Fiscalité Propre (Communauté de Communes du Sud Messin, Communauté de Communes du Saulnois, et la Communauté de Communes de la Houve et du Pays Boulageois) sur les sept, ont différé à 2026 la prise de compétence AEP.

Deux l’exercent déjà depuis mars 2018 (Communauté de Communes du Haut Chemin Pays de Pange, et EUROMÉTROPOLE de Metz qui s’est substituée à Metz Métropole) et deux supplémentaires en janvier 2020 (Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont et la Communauté d’Agglomération de Saint-Avold Synergie).

A – PRÉSENTATION DU SEBVF

En raison de la prise de compétence « eau potable » par Eurométropole de Metz qui s'est substituée à « Metz Métropole » lors de sa transformation de Communauté d'Agglomération en Métropole, et la Communauté de Communes du Haut Chemin Pays de Pange début 2018, le Préfet de la Moselle par arrêté préfectoral et en application de la Loi NOTRÉ a transformé le 5 mars 2018, le SEBVF de « Syndicat Intercommunal » en « Syndicat Mixte Fermé ». Ce changement est intervenu au titre du principe de substitution. Le nombre de délégués est modifié au 1^{er} novembre 2022, il est dorénavant de 214 (208 + 2 pour Laudrefang et 4 pour Téting-sur-Nied).

Un arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2020 a été pris pour la Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont et la Communauté d'Agglomération de Saint-Avold Synergie.

L'adhésion des Communes de Laufrefang et Téting-sur-Nied est intervenue au 1^{er} novembre 2022 suite à l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2022 qui porte dissolution du Syndicat Mixte des Eaux de Folschviller.

Le SEBVF comprend au 1^{er} novembre 2022, 33 Communes membres à titre propre, et 4 EPCI représentant au total 52 Communes.

En 2021, le SEBVF a distribué de l'eau potable à 44 974 habitants (population légale en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021 - date de référence statutaire : 1^{er} janvier 2018) en régie directe, soit à 20 253 abonnés, sur le territoire des 83 Communes qui constituaient le SEBVF (sans les Communes de Laufrefang et Téting-sur-Nied).

| Année | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------------|
| Nombre d'abonnés | 18 888 | 19 042 | 19 225 | 19 322 | 19 451 | 19 639 | 19 741 | 19 957 | 20 105 | 20 253 | 20 458 (*) |

(Nombre d'abonnés au 31.12 de l'année qui s'achève)

(*) au 31.10.2022

Le Syndicat des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont (SEBVF) dispose toujours de 8 forages en nappe profonde (grès vosgien) sur 3 sites et pour 3 Unités de Distribution (UD). Pour les deux nouvelles Communes de Laufrefang et Téting-sur-Nied, le SEBVF achètera de l'eau en gros à la CASAS au tarif de 0,40 centimes du m³ en 2023.

Il s'agit des sites de production d'eau situés sur le territoire des Communes de Créhange (pour les Forages 602 et 605), de Basse-Vigneulles (pour cinq Forages F1 à F5) et d'un Forage à Holacourt.

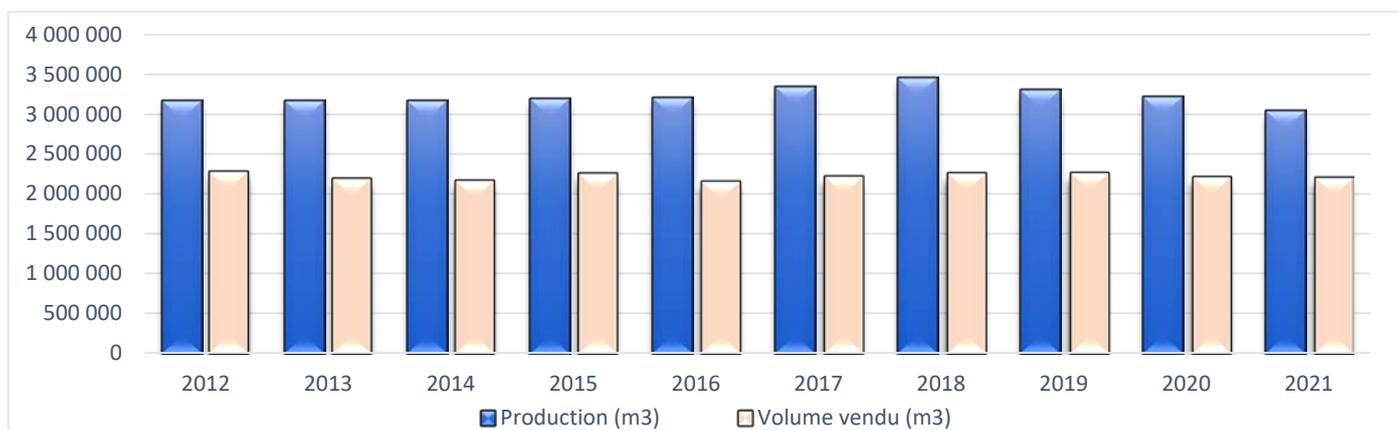
L'eau est pompée à une profondeur de 200 à 300 mètres, puis passe sur des filtres afin d'enlever les éléments qui ont été dissous lors de son passage dans les différentes couches de roches. Ces éléments sont le fer, le manganèse, des sels de calcium tels que les carbonates et les bicarbonates. Ces derniers proviennent de la dissolution des roches calcaires. La concentration importante en bicarbonate de calcium caractérise l'eau produite par notre Syndicat, qui est qualifiée d'eau "dure" (de l'ordre de 42°F).

L'eau distribuée par le SEBVF est parfaitement conforme aux exigences fixées par les normes européennes. Cependant, la concentration importante en carbonate de calcium (appelé plus communément calcaire) a poussé les élus à compléter la filtration par un adoucissement (suppression du calcaire), réalisé en 1999 par la nouvelle usine de décarbonatation, située à Basse-Vigneulles qui ne traite que les Forages F1 à F5. Les travaux de mise aux normes de la Station de Traitement de Basse-Vigneulles engagés afin d'améliorer la protection du milieu naturel et la sécurité du personnel ont été achevés début 2020.

Le volume d'eau facturé aux particuliers en régie directe a été de **2 196 977 m³ en 2021**.

| Année | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|
| Production (m ³) | 3 216 621 | 3 165 148 | 3 161 372 | 3 162 911 | 3 194 587 | 3 207 447 | 3 342 726 | 3 454 263 | 3 299 274 | 3 220 309 | 3 043 583 |
| Volume vendu (m ³) | 2 335 557 | 2 271 952 | 2 186 107 | 2 158 896 | 2 205 642 | 2 147 587 | 2 212 454 | 2 253 567 | 2 255 480 | 2 203 518 | 2 196 977 |
| Rendement Brut (*) | 72,61 % | 71,78 % | 69,15 % | 68,26 % | 69,04 % | 67,28 % | 66,93 % | 66,01 % | 68,88 % | 68,99 % | 72,26 % |

(*) Le rendement brut prend en compte le volume vendu et le volume non facturé au titre de l'application du décret fuites.



Concernant la consommation en 2021, nous notons une stabilisation de la consommation par rapport à 2020. La recherche active de fuites a également permis de faire baisser la production en 2021, et cela en raison des équipements acquis à cette fin. Les premiers éléments de 2022 laissent augurer d'une dégradation du rendement.

| | | |
|--|---|------------------------------------|
| Nombre de communes adhérentes ⁽¹⁾ | 01.11.2022 | 85 (33 + 52 sur 4 EPCI) |
| Population desservie | Population au 01.01.2018 publiée au 01.01.2021 | 44 974 habitants |
| Nombre d'abonnés | 31.12.2021 | 20 253 abonnés |
| Effectif du personnel | 01.11.2022 | 26 agents ^(*) |
| Rendement brut du réseau | En 2021 | 72,26 % |
| Rendement net du réseau | En 2021 | 73,82 % |
| Coefficient de pertes ⁽²⁾ | En 2021 | 27,74 % |
| Volume d'eau vendu aux particuliers (en m ³) | En 2021 | 2 196 977 m³ |
| Production d'eau par forage (en m³) | | |
| • Forage 602 CRÉHANGE | En 2021 | 39 226 m³ |
| • Forage 605 CRÉHANGE | En 2021 | 329 047 m³ |
| • Forage BASSE-VIGNEULLES 1 | En 2021 | 291 779 m³ |
| • Forage BASSE-VIGNEULLES 2 | En 2021 | 445 900 m³ |
| • Forage BASSE-VIGNEULLES 3 | En 2021 | 452 571 m³ |
| • Forage BASSE-VIGNEULLES 4 | En 2021 | 578 038 m³ |
| • Forage BASSE-VIGNEULLES 5 | En 2021 | 736 624 m³ |
| • Forage HOLACOURT | En 2021 | 170 398 m³ |
| Production d'eau totale | | 3 043 583 m³ |

(1) Transformation en Syndicat Mixte Fermé par la substitution de la Métropole « Eurométropole de Metz », de la CCHCPP « Communauté de Communes Haut Chemin Pays de Pange », de la CCDUF « Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont », et de la CASAS « Communauté d'Agglomération de Saint-Avold Synergie » aux Communes qui en sont membres.

Intégration au 1^{er} novembre 2022 des Communes de Laudrefang et Tétting-sur-Nied.

(2) Fuites, prélèvements sauvages, compteurs bloqués, lavage des filtres, désinfection des châteaux d'eau, prises d'eau sur les poteaux d'incendie, essais des hydrants,...

(*) Plus 3 apprenti(e)s.

Les données sont celles du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable 2021 (RPQS 2021) et n'intègrent donc pas les Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied. La mise à jour des plans et données sera effectuée début 2023 pour le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de 2022 qui est présenté au Comité du mois de juin 2023 habituellement.

Le linéaire total de réseau, pour les conduites considérées principales est de près 696 km :

- 691 km pour un diamètre ≥ 60 mm
- 639 km pour un diamètre ≥ 80 mm

Figure 1 : Répartition des linéaires de réseaux en fonction de la classe de diamètre extérieur

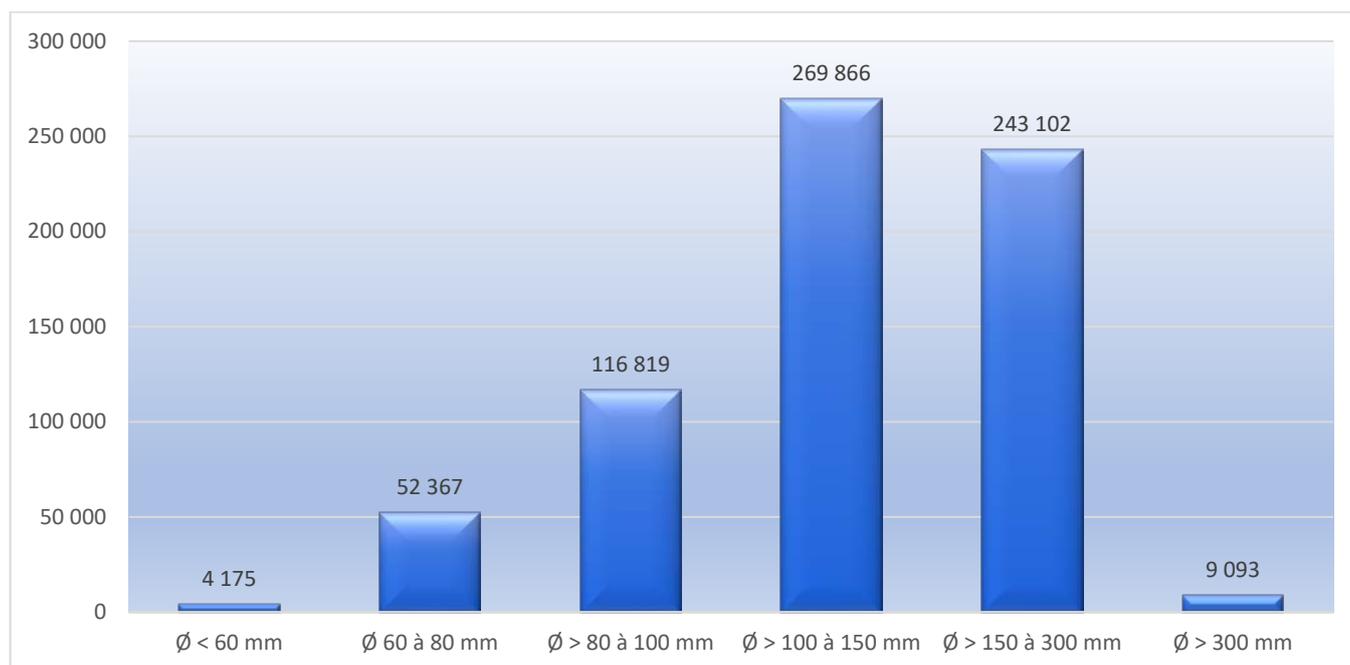
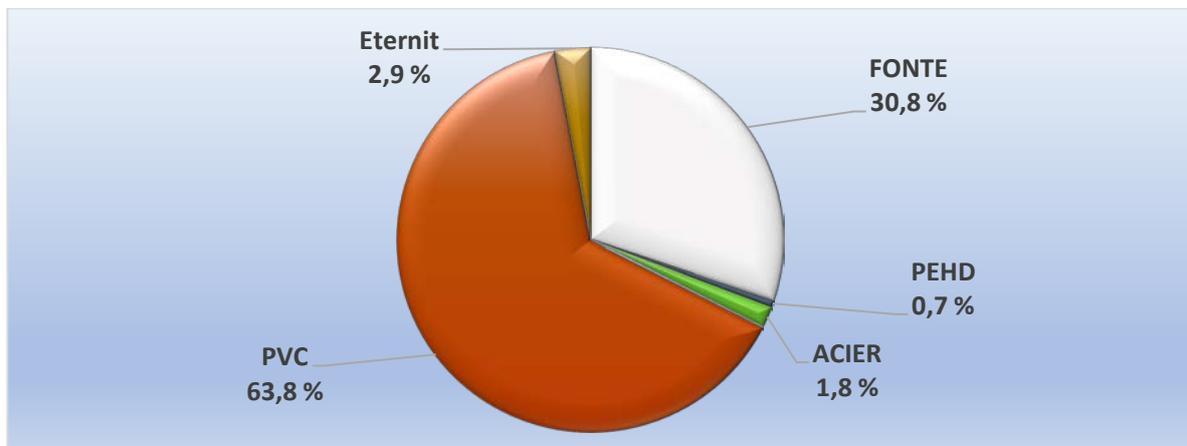


Tableau 1 : Répartition des linéaires, pour les conduites considérées principales, en fonction de la classe de diamètre extérieur

| Diamètre extérieur | Linéaire (ml) | Part (%) |
|---------------------|----------------|--------------|
| Inférieur à 60 mm | 4 175 | 0,6 |
| De 60 à < à 80 mm | 52 367 | 7,5 |
| De > 80 m à 100 mm | 116 819 | 16,8 |
| De > à 100 à 150 mm | 269 866 | 38,8 |
| De > 150 à 300 mm | 243 102 | 35 |
| > 300 mm | 9 093 | 1,3 |
| Total | 695 422 | 100,0 |

Les rendus suivants illustrent que le réseau de distribution est majoritairement composé de matériaux plastiques (Près de 65 % du linéaire). Au niveau national cette valeur est proche de 45 %.

Figure 2 : Répartition des linéaires de réseaux en fonction des matériaux (en ml)



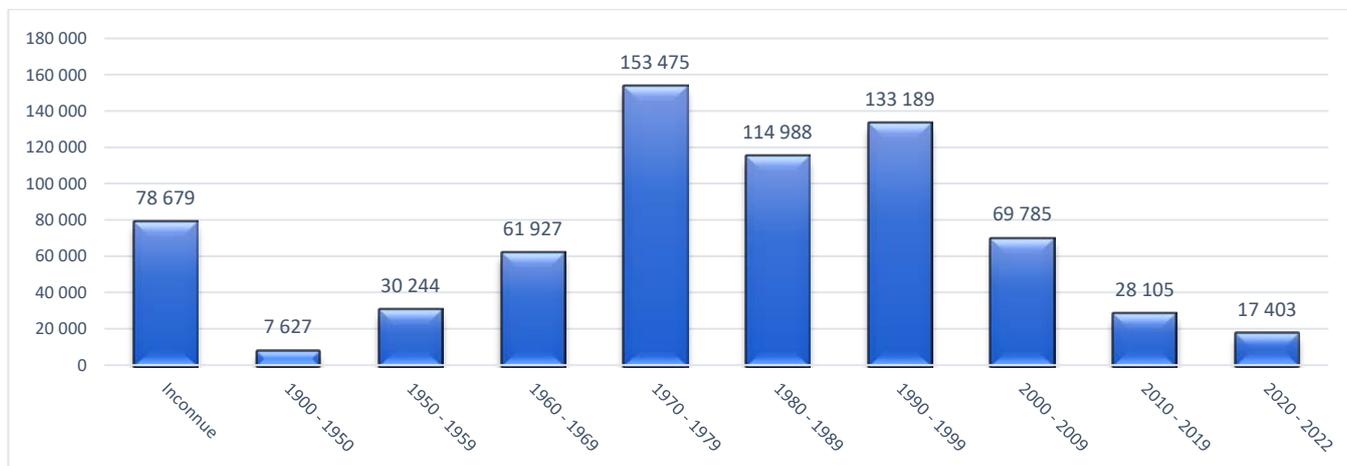
Il est à noter la prédominance des réseaux en PVC (64,9 %) dont la majorité a été posée après 1980, contre 51 % au niveau national en 2017.

Tableau 2 : Répartition des linéaires de réseau, pour les conduites considérées principales, en fonction des matériaux

| Matériaux | Linéaire (ml) | Part (%) |
|--------------|----------------|--------------|
| FONTE | 214 157 | 30,8 |
| PEHD | 4 711 | 0,7 |
| ACIER | 12 303 | 1,8 |
| PVC | 443 777 | 63,8 |
| Eternit | 20 474 | 2,9 |
| Total | 695 422 | 100,0 |

Près de 50 % du réseau de distribution à moins de 40 ans. A ce jour, l'âge des réseaux est inconnu pour plus de 10 % du linéaire (22 % au niveau national).

Figure 3 : Répartition des linéaires de réseaux en fonction l'âge des conduites principales



Sur l'échantillon de l'analyse comparative de la FNCCR la majorité des réseaux au niveau national, a été posée entre 1945 et 1985.

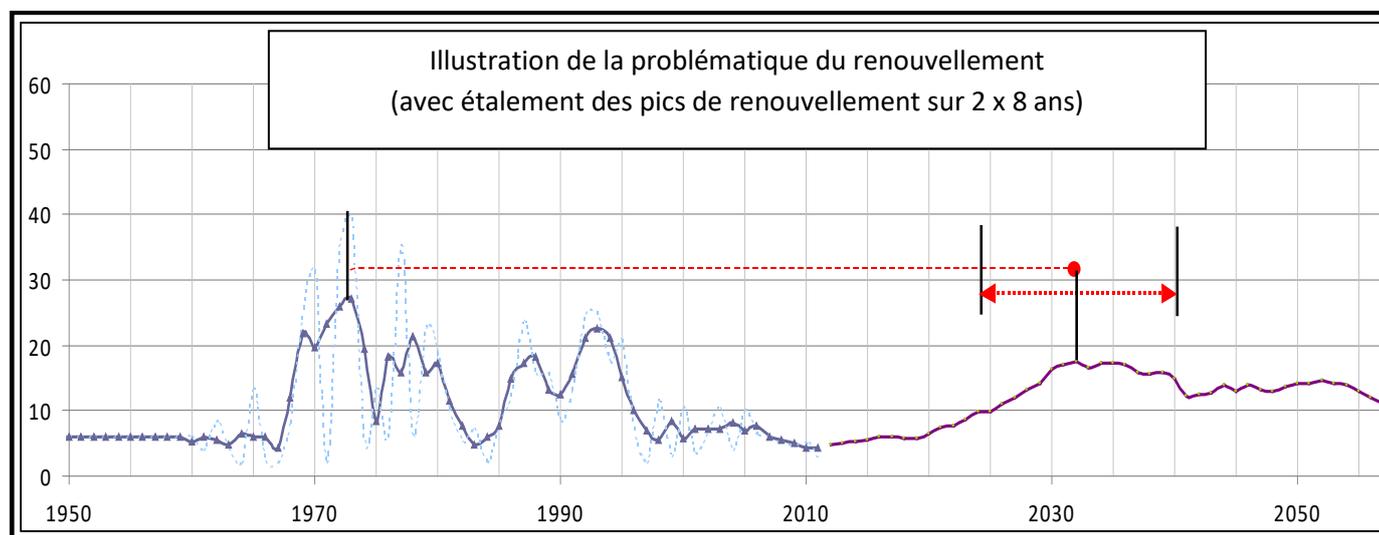
Le tableau ci-dessous présente le nombre de reprise de raccordements et le linéaire de conduites renouvelées depuis 2013.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------|
| Reprise de raccordements individuels | 115 | 110 | 57 | 107 | 160 | 238 | 186 | 274 | 248 | 185 |
| Linéaire de conduites renouvelées (km) | 0,83 | 1,065 | 0,63 | 0,48 | 0,877 | 0,175 | 0,265 | 8,509 | 6,845 | 6,570 |
| Taux de renouvellement des conduites | 0,12 % | 0,16 % | 0,09 % | 0,07 % | 0,12 % | 0,03 % | 0,03 % | 1,23 % | 0,98 % | 0,94 % |

(*) Mise à jour du 15.10.2022 en intégrant les conduites principales supérieures à 60 mm.

L'année 2020 constitue une inflexion nette de notre politique d'investissement par l'atteinte d'un taux de renouvellement très proche de l'objectif fixé de 1,25 % (renouvellement tous les 80 ans), et en 2021 ce taux a été de 0,98 %.

En 2022, les travaux en cours devraient permettre de maintenir un taux de renouvellement élevé de 0,94 %.



Le linéaire total du réseau, pour les conduites considérées principales est de près de 696 km.

- Réseau qui se concrétise par la prédominance des diamètres 100 à 200 mm. On retiendra que les conduites PVC 140 mm et 160 mm représentent 35 % du linéaire du réseau de distribution du SEBVF.
- Un matériau principalement en PVC 64 %, contre 30 % en Fonte. La Fonte est dorénavant le matériau retenu pour les conduites principales.
- Réseau récent, 50 % à moins de 40 ans.

B – ENJEUX POUR LES 10 A 20 ANS

Au-delà des travaux de mise en sécurité des réservoirs mais qui se sont poursuivis en 2020 et 2021 (dont les clôtures) et de sectorisation (pose de compteurs divisionnaires) qui ont été quasi achevés en 2019, l'âge du réseau mobilise considérablement les équipes de travaux par l'obligation faite d'une performance minimale (rendement) et donc par la nécessité de rechercher toutes les fuites et de les traiter au plus vite et en fonction des moyens disponibles (humains). Une réflexion est engagée sur la création d'un troisième attelage afin d'améliorer la réactivité notamment par le traitement rapide des fuites sur raccordements.

En effet, on peut noter que les fuites sur raccordement constituent les trois quarts de nos interventions pour fuites et que celles-ci, au 30.10.2022, s'élèvent pour 2022 à 308 dont 231 sur les raccordements (contre 245 en 2021, dont 196 sur les raccordements).

La réalisation en 2017 d'une Étude de Vulnérabilité est suivie de travaux afin de donner suite aux préconisations de l'étude. Le plan d'action est aujourd'hui achevé. De même, l'audit de l'unité de décarbonation s'est achevé en 2017 pour déboucher en 2019 sur les travaux nécessaires à une meilleure protection du cours d'eau récepteur mais aussi à la sécurité du personnel. Ceux-ci se sont achevés début 2020 et donnent entière satisfaction.

Nous continuerons aussi comme les quatre années précédentes à poser en 2023 des compteurs supplémentaires de secteur et de les rapatrier sur la télégestion (TOPKAPI). Ces investissements se poursuivront durant encore a minima 4 ans afin d'augmenter la réactivité des équipes au maintien de la performance du réseau et à son amélioration et de retrouver de la souplesse pour mettre en place une gestion préventive du réseau.

Fin 2022, l'obligation est faite au SEBVF d'avoir procédé au remplacement de l'ensemble des compteurs antérieurs à 2007 (règle des 15 ans). Ceci a nécessité de consacrer jusqu'à 2018 une somme de 200 000 € annuels et même 240 000 € en 2018. Des moyens financiers d'environ 130 000 € ont été investis en 2021 et 2022 afin de remplacer les compteurs défectueux équipés d'un dispositif de relève à distance, ainsi que ceux de plus de 15 ans. Un effort similaire devra être poursuivi en 2023 (130 à 150 K€HT).

En parallèle à ces travaux, nous poursuivrons durant cette décennie, les travaux de mise en sécurité des sites mais aussi la rénovation des réservoirs au rythme de 1 à 2 par an. En 2021 et 2022, les réservoirs de Aube, Sorbey, Malaucourt-sur-Seille et Chenois ont été rénovés.

Nous continuerons aussi en 2023 les investissements en faveur de la performance du réseau (regards de sectorisation, matériel de recherche de fuites) à raison de 2 à 3 regards de sectorisation chaque année afin d'augmenter notre réactivité et faciliter la recherche des fuites.

En 2023, les travaux relatifs au réservoir de Donjeux sont prévus. L'amélioration de la performance du réseau au travers du renouvellement des infrastructures les plus défectueuses a aussi été étudiée en confrontant les fréquences des fuites, l'expérience des agents techniques, et l'âge des réseaux. Cette démarche était exigée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse dans le cadre des demandes d'aide financière.

Nous avons engagé depuis 2020 de lourds travaux de renouvellement des réseaux soutenus par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. D'abord sur le secteur de Lesse-Chenois avec une première tranche en 2020 d'un montant de 1 544 000 € HT consistant au renouvellement de 7 kilomètres de conduites principales avec la reprise de 80 branchements ; complétée en 2021 par une deuxième tranche où nous avons investi 1 830 000 € HT pour achever dans les Communes de Lucy et Frémery le renouvellement du réseau desservi par le réservoir de Chenois (6,6 km de conduites et 200 branchements individuels).

Un document définissant les secteurs qui nécessitent en priorité une intervention de renouvellement à l'identique de celles réalisées sur les Communes de Chenois et Lesse a été présenté au DOB 2021. Les travaux projetés de 2021 à 2026 voire 2027, décrits dans le détail à la fin de ce document, avaient pour cible les réseaux des communes fondatrices du Syndicat (secteur de Basse-Vigneulles dit « Rural »).

En effet, ce réseau majoritairement en PVC collé est devenu avec le temps très fragile. Les interventions se multiplient, avec les désagréments que ceux-ci occasionnent aux abonnés ainsi que la baisse évidente de performance.

Une troisième tranche sur le secteur de Marange-Zondrange et Hallering, bénéficiant toujours du concours de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse a ainsi été engagée en 2022 et s'achèvera en 2023. Cette tranche d'un coût total de 3 217 000 € HT (dont 1 400 000 € HT inscrit au BP 2023) verra le renouvellement de 9,5 km de conduites principales et la reprise de 197 branchements.

Les études de Maîtrise d'Œuvre sont en cours pour la quatrième tranche sur Herny et Arriance pour des travaux qui sont prévus de 2025 à 2027.

Le dépôt de la demande de subvention interviendra courant 2023. Le chiffrage est donc remis à l'année prochaine (2023) dans le contexte actuel de hausses considérables des matériaux et de l'énergie, l'électricité notamment. L'aide attendue de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse est d'un taux de 20 % (hors ZRR).

A terme fin 2026 ou 2027, les travaux qui concernent a minima deux des trois départs à partir du Réservoir rénové de Basse-Vigneulles (sur Tour de 550 m³) devraient correspondre à 8,7 millions d'€uros HT de travaux sur 6 ans. Cela concerne près de 36 km de canalisations, soit plus de 5 % du linéaire et 1 300 raccordements, soit 6,5 % du nombre de raccordements.

En 2026 ou 2027, nous confronterons à nouveau les données du réseau pour redéfinir alors nos priorités afin de poursuivre l'amélioration de la performance du réseau. Le contexte du marché de l'Énergie impactera sans doute fortement nos investissements sur le long terme si la situation venait à perdurer. Il obligera un étalement des dépenses des gros investissements.

C – LA DETTE ACTUELLE ET FUTURE :

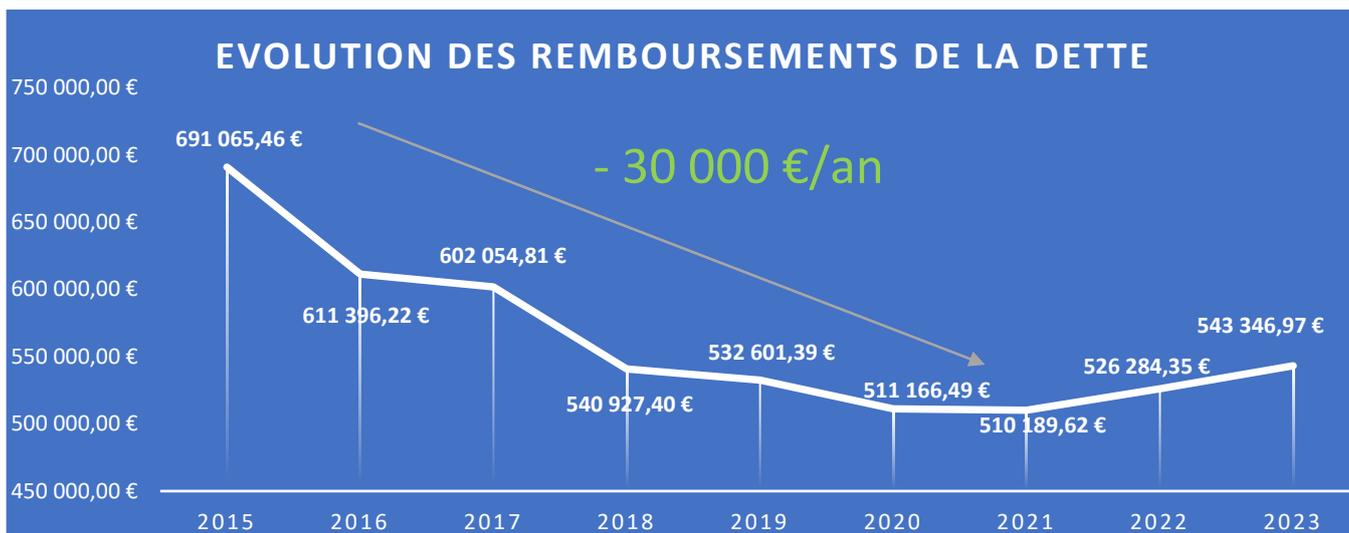
La durée d'extinction de la dette est la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la Collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service. La dernière annuité a pour échéance le 20.12.2034 (le 01.01.2072 pour l'Aquaprêt E33).

Données nécessaires au calcul :

- Encours total de la dette au 31/12/2021 (c'est-à-dire montant du capital restant dû au titre des emprunts contractés) : **5 098 151,58 €**
- Épargne brute annuelle (c'est-à-dire recettes réelles – dépenses réelles incluant notamment le montant des intérêts des emprunts à l'exclusion du capital remboursé) :
10 608 699,19 € - (8 958 383,80 € - 420 317,38 €) = 2 070 632,77 €

En 2021, la durée d'extinction de la dette du SEBVF est de 2,46 ans (5 098 151,58 € / 2 070 632,77 €). En 2020, elle s'élevait à 2,35 ans.

Suite à son étude comparative des services d'eau potable, la FNCCR donne, pour l'exercice 2018, une extinction moyenne de la dette de 2,4 ans et une moyenne nationale de 3,3 ans.



L'encours total prévisionnel au 31.12.2022 de la dette du Syndicat sera de 5 831 307,85 €

La valeur en 2011 était de 6 836 734,85 €, soit une baisse prévisionnelle fin 2022 de 1 005 427,00 € (au 31.12.2022) en onze ans.

En 2023, il conviendra comme en 2022 de prévoir au budget les moyens financiers nécessaires au paiement de la dette prévisionnelle soit 543 346,97 € (au 10.11.2022 – en attente des tableaux d'amortissement des Aquaprêts pour 2023 (taux variables), et sous réserve du versement du solde du dernier Aquaprêt demandé le 10.11.2022) dont 449 601,64 € en capital et 93 745,33 € pour les intérêts, pour un capital restant dû au 01.01.2023 de 5 831 307,85 €

La baisse de l'endettement du SEBVF jusqu'en 2018 et son niveau actuel permettent de poursuivre le recours à l'emprunt pour financer le nécessaire renouvellement des réseaux AEP débuté en 2019 par le recours à des prêts sur 50 ans (long terme), produit proposé par la Banque des Territoires (Aquaprêt).

La trésorerie conditionne aussi le recours à l'emprunt, et notamment celui aux Lignes de Trésorerie. En 2022, la trésorerie était toujours tendue, mais maîtrisée depuis l'augmentation de la Ligne de Trésorerie à 500 000 € en 2019. Il convient aussi de souligner que le montant total des impayés est toujours voisin de la somme de 800 K€

Les travaux restant de 2022 et ceux prévus en 2023 aboutiront à une mobilisation importante des crédits comme justifiant la Ligne de Trésorerie et le recours à l'emprunt (1 200 000 € contracté en 2022).

Aussi à l'identique de 2022, et pour les mêmes raisons, il convient de prévoir en 2023 une Ligne de Trésorerie de 500 000 €

Les travaux en 2023 nécessiteront bien évidemment de procéder à un emprunt. Le recours aux prêts à long terme (50 ans) sera bien sûr privilégié comme en 2021 et 2022 pour le financement du renouvellement des réseaux. Seule la Banque des Territoires propose ce type de produit (Aquaprêt).

Par contre, des prêts complémentaires sur 15/20 ans pourraient être contractés pour financer des opérations de gros entretien comme la rénovation des réservoirs.

D – RECETTES – ORIENTATIONS 2023 :

Dans l'attente du Compte Administratif 2022, il convient de dresser un premier bilan provisoire de l'exercice 2022 (état au 10.11.2022) dans le domaine budgétaire afin de nous guider au mieux dans les propositions du Débat d'Orientation Budgétaire.

La réalisation s'établit comme suit :

| | | Exploitation | Investissement |
|----------|--------------|----------------|----------------|
| Dépenses | Prévisionnel | 7 669 300,00 € | 5 548 279,75 € |
| | Réalisé (*) | 5 231 405,10 € | 4 743 661,06 € |
| Recettes | Prévisionnel | 7 669 300,00 € | 5 548 279,75 € |
| | Réalisé (*) | 5 292 650,11 € | 2 841 446,22 € |

(*) Données indicatives selon situation budgétaire du 10.11.2022 (avec les engagements et avec les opérations d'ordre)

L'élément principal du Budget 2023 à venir dans le prévisionnel est la nécessité d'augmenter les recettes afin de faire face aux hausses actuelles des prix (inflation de 6 %) de l'Energie (plus de 200 K€an en 2022 et 2023) et des matériaux et produits divers de plus de 15 %. Le surcoût de 2022 s'établit à plus de 205 000 €et en prévisionnel à 305 000 €en 2023. Le niveau actuel des prix de l'Energie si celui-ci se maintenait, aboutirait en 2024 et 2025 à des hausses de près de 0,50 €par mètre cube.

Pour les raccordements neufs on note une stabilité du nombre de raccordements depuis 10 ans, tel qu'en atteste le tableau ci-dessous. La pose des compteurs en lotissement devrait baisser en 2023 en raison du volume de parcelles restant à commercialiser.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Nouveaux raccordements (hors lotissements) | 83 | 82 | 97 | 89 | 94 | 82 | 101 | 98 | 81 | 104 | 72 |
| Raccordements en lotissements (pose de compteurs) | 85 | 91 | 61 | 40 | 79 | 75 | 86 | 93 | 82 | 83 | 71 |

(*) Etat au 31.10.2022

Aucun élément ne permet d'attendre en 2023 une amélioration par rapport à 2020, 2021 et 2022. Il est important que l'an prochain les recettes soient augmentées par rapport à celles des années précédentes (2020, 2021 et 2022) ce d'autant dans la période actuelle d'inflation.

Fin 2022, la commercialisation de parcelles des nouveaux lotissements se poursuit à un rythme normal sans perspective d'améliorations dans le futur à moyen terme.

E – GRANDS PRINCIPES 2023 :

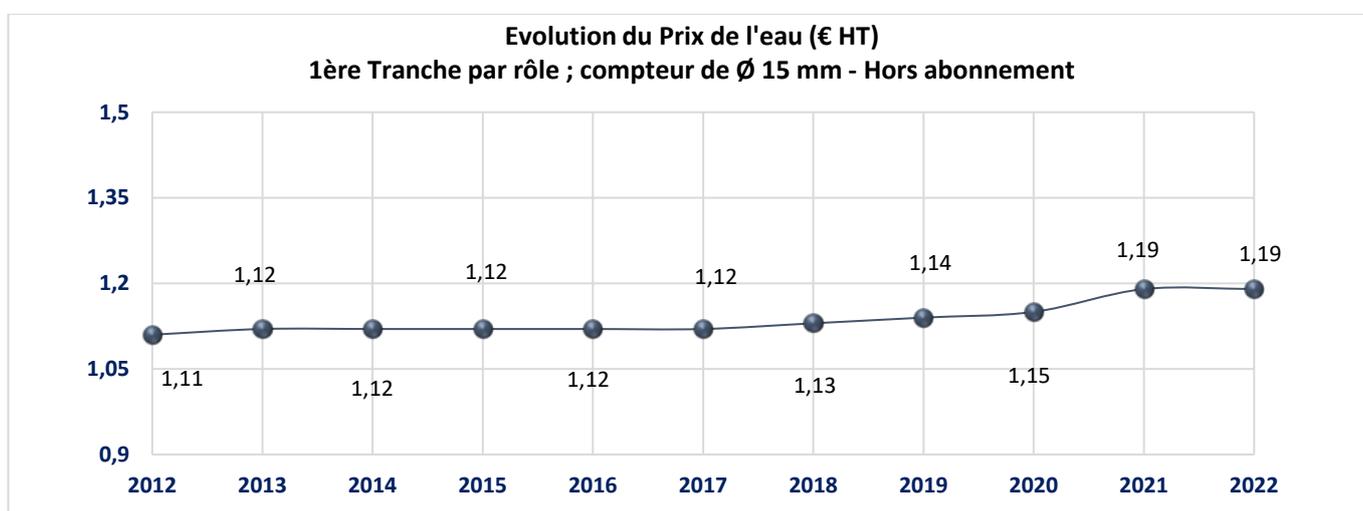
I – RECETTES :

1 – Eau et Abonnement 2023

a) Prix de l'Eau en 2023

La volonté de ménager nos abonnés dans cette période économique peu favorable a abouti en 2015 à la suppression de 2 tranches de facturation et à un tarif bloqué pour la première tranche (0 à 20 m³) dorénavant à 1,12 € HT/m³ entre 2012 et 2017. En 2018, la première tranche comme les deux suivantes ont été augmentées de 1 centime. En 2019, la première et la troisième tranche ont été augmentées de 1 centime, et la deuxième tranche a été augmentée de 2 centimes. En 2020, 1 centime a été appliqué à la première et deuxième tranche et 2 centimes à la troisième.

En 2021, et pour faire face aux investissements importants prévus en 2021 et 2022, il a été retenu le choix d'augmenter le tarif de 4 centimes sur les trois tranches avec l'engagement de son maintien en 2022, engagement respecté en 2022, et cela malgré la hausse conséquente en 2022 du coût de l'Énergie.



L'augmentation proposée au Comité (14 cts sur les tranches 1 et 2, et 9 cts sur la tranche 3) a pour objectif de générer une recette de 445 000 €HT avec l'abonnement augmenté de 11,26 %.

b) Tarifs des abonnements en 2023

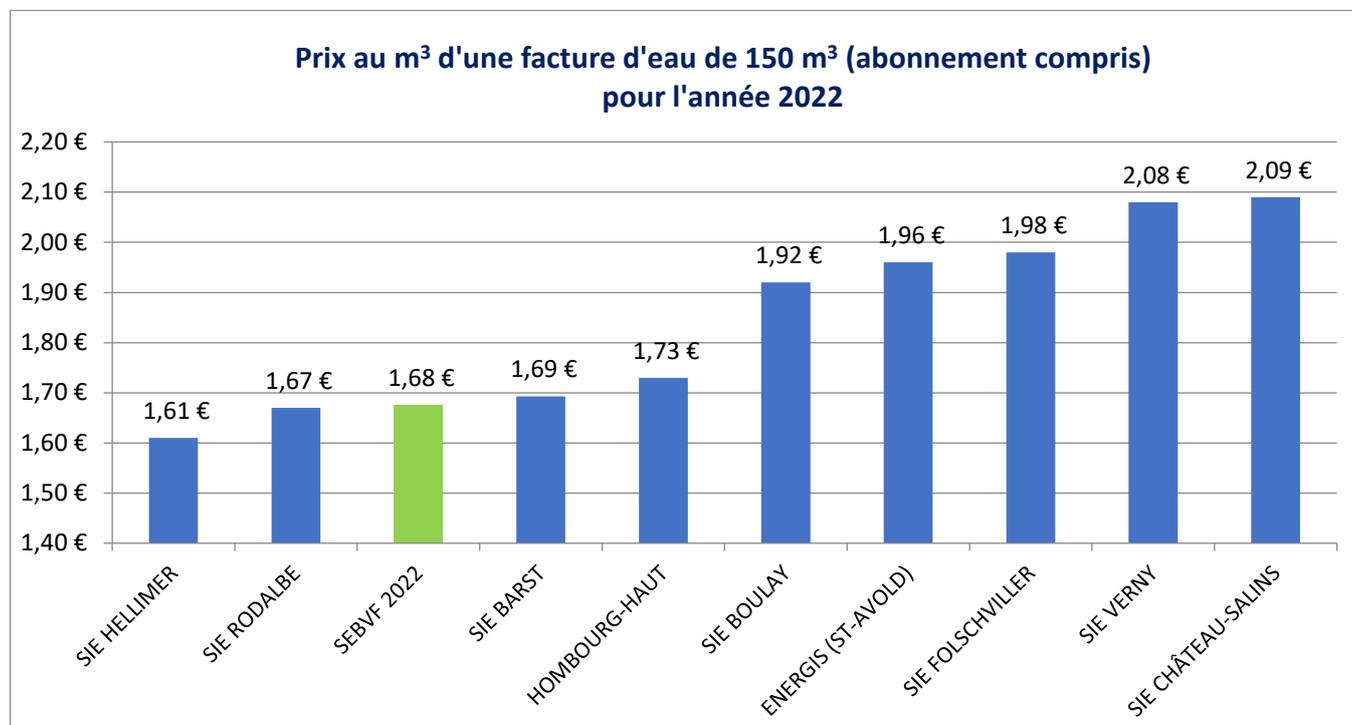
Il est rappelé que la part fixe comprend les frais d'entretien du compteur, y compris le renouvellement du raccordement, opération prise en charge par le SEBVF dans le cadre des opérations de réfection des raccordements en accompagnement des travaux communaux notamment mais aussi des fuites.

Compte-tenu de la décision d'ajuster le tarif de l'abonnement vers le taux maximal autorisé de 40 % de la valeur d'une facture de 120 m³, et de la hausse pratiquée en 2017 (0,50 centimes de l'abonnement mensuel suivi de 1 % en 2018 et 2019), il a été proposé de relever en 2021 de 2 % soit le double de la hausse appliquée en 2019 et 2020 et de maintenir inchangé l'abonnement en 2022.

En 2022, le prix de l'eau est demeuré inchangé par rapport à 2021 conformément aux engagements pris lors du vote du prix de l'eau 2021 en décembre 2020.

Cependant, le contexte des hausses des prix de l'Énergie (+ 220 000 €), des matériaux (+ 15 %), de la masse salariale (indice + 3,5 %), impose une hausse conséquente du Prix de l'Eau, déjà débattue en Bureau Syndical le 04.10.2022 et le 22.11.2022. L'hypothèse retenue est d'augmenter l'abonnement de 11,26 % et de le porter de 64,80 €HT à 72,09 €HT.

A titre informatif, je vous communique un histogramme qui indique les tarifs de différentes collectivités voisines du SEBVF :



2 – Prévisions 2023

Vu les tendances enregistrées depuis 2013, nous établissons les prévisions de recettes 2023 sur les volumes consommés en 2021 en vente d'eau en prenant en compte les consommations des deux nouvelles Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied.

Le périmètre syndical n'est pas appelé à être modifié en 2023, à l'exception des Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied au 01.11.2022, et cela suite aux décisions gouvernementales qui ont repoussé à 2026 les échéances de la Loi NOTRé.

Les recettes nécessaires au fonctionnement de la collectivité devraient être augmentées par rapport à 2022, et cela compte tenu de la hausse des prix de l'Énergie et des matériaux et de la masse salariale, il conviendra d'être vigilant dans la maîtrise générale des dépenses afin de limiter ou contenir la hausse des prix de l'eau. Le montant généré par la hausse retenue doit augmenter les recettes d'une somme d'environ 445 000 €HT selon la grille tarifaire qui sera soumise au Comité du 8 décembre 2022.

II – DÉPENSES :

- **Fonctionnement :**

En 2023 et comme les cinq années précédentes, la maîtrise des dépenses de fonctionnement constitue toujours une priorité, afin de dégager les ressources financières nécessaires au financement, en sus du recours à l'emprunt pour les travaux prévus.

Cependant l'examen de l'exercice 2022 fait apparaître la nécessité d'adaptations du budget de fonctionnement :

* **Carburants** : le contexte actuel d'incertitude des prix nous impose d'augmenter ce poste par rapport à son niveau de 2022.

* **Dépenses consacrées à la rémunération de nos prestataires des marchés de travaux** : le niveau actuel au 10.11.2022 des dépenses, y compris les sommes engagées, s'établit à 309 721,94 €(sous réserve des engagements non soldés) pour une prévision budgétaire 2022 de 287 000 €. Le niveau actuel des fuites, en hausse par rapport à 2021, a nécessité le recours à nos prestataires en sus des équipes du SEBVF. De plus, la réfection des enrobés, conséquence immédiate des fuites, mobilise d'importantes sommes financières. Le niveau de ces dépenses à prévoir en 2023 est donc à maintenir au niveau de 2022.

* **Le parc des véhicules et du matériel** est vieillissant. En 2022, l'acquisition d'un véhicule léger a été réalisée et un autre reste à acquérir. En 2023, une camionnette est à prévoir en sus du véhicule léger commandé en 2022 mais non livré. L'achat d'un troisième attelage de type léger (camionnette de 3,5 tonnes avec remorque + minipelle de 1,9 tonne) est privilégié pour augmenter notre capacité de réponse aux fuites.

* * * * *

Les importants investissements prévus en 2023, dans la continuité de 2022, solliciteront la trésorerie et, au-delà des emprunts, nécessiteront un recours identique à la Ligne de Trésorerie (500 000 €).

En conclusion, le Budget de fonctionnement prochain intégrera les enseignements des Budgets précédents, et nécessitera la poursuite du contrôle accru des dépenses.

- **Investissements (Travaux) :**

Au-delà des travaux votés en 2022 réalisés ou en cours en 2022 et non achevés, nous vous prions de trouver ci-après le recensement des opérations en accompagnement des travaux communaux et à notre initiative pour répondre aux urgences et priorités (poursuite de Marange-Zondrange et Hallering).

En 2022, nous avons achevé la deuxième tranche de renouvellement du secteur « Lesse-Chenois », avec les Communes de Frémery et Lucy, et avons débuté au premier trimestre 2022 la nouvelle tranche de 3 000 000 € HT sur le secteur de Basse-Vigneulles dit « Rural » (Marange-Zondrange et Hallering), mais aussi la rénovation de deux réservoirs (Sorbey et Chenois) en sus des deux achevés en 2021 (Aube et Malaucourt-sur-Seille). Des travaux divers ont été réalisés sur d'autres ouvrages. En 2023, est prévu le Réservoir de Donjeux, ainsi que des étanchéités de couverture notamment de Frécourt 1 et 2 et du Réservoir « Rue de Strasbourg » à Créhange.

L'octroi d'une subvention de 501 500 € par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse pour la deuxième tranche du renouvellement des réseaux du secteur de Lesse-Chenois, et de 1 070 856 € pour les travaux de renouvellement des réseaux de Basse-Vigneulles secteur dit « rural » première tranche, constituent un encouragement à ces travaux qui concourent à une meilleure performance du réseau. Nous continuerons à solliciter nos partenaires. La demande de subvention (taux 20 % a priori) pour les travaux à Arriance et Herny sera déposée en 2023 pour des travaux de 2025 à 2027.

III – INVESTISSEMENTS :

1/ Renforcement des réseaux AEP et travaux en cours en 2022 avec poursuite en 2023 à l'initiative du SEBVF (OPÉRATIONS EXISTANTES INSCRITES au BP 2022), au 17 octobre 2022 :

| Commune | Zone de travaux | Maître d'Œuvre/ Entreprise | Mètres Linéaires (ml) | Raccordements | Montant prévu au BP 2022 (HT) |
|----------------|--|---|--|---------------|---|
| Opération 1001 | <p>Réhabilitation des réservoirs</p> <p><u>En 2022 (travaux achevés) :</u> - TO n°2 : Sorbey : 230 000,00 € - Chenois : 170 000 € - Crépis Courcelles-Chaussy : 7 640 € - Crépis LGV : 3 000 € - Crépis Tritteling 30m3 : 1 100 € - Étanchéité toiture Courcelles-Chaussy : 4 100 € - Étanchéité toiture Arriance, Vatimont Bas, et Vaucremont : 7 700 € - Crépis intérieur station de Créhange : 17 000 € - Étanchéité Villers-Stoncourt : 12 000 €</p> <p><u>En 2022 (travaux engagés) :</u> - Étanchéité Saint-Epvre : 15 500 €</p> <p><u>En 2023 (besoins estimés à 641 000 €) :</u> - TO n° 3 : Donjeux : 200 000 € - Crépis Frecourt 1 + 2 : 12 000 € - Étanchéité toiture Frecourt 1 : 31 000 € - Retrait terre Frecourt 1 : 7 500 € - Étanchéité toiture Frecourt 2 : 33 000 € - Étanchéité Réservoir Créhange Rue de Strasbourg : 11 000 € - Crépis réservoir Rue de Strasbourg : 6 500 € - Étanchéité Réservoir de Laudrefang : 3 600 € - Étanchéité Réservoir de Téting-sur-Nied : 6 400 € - Étanchéité toiture station de pompage Créhange : 53 000 €</p> <p><u>En 2024 :</u> - Réservoir de Les Etangs : 260 000 € - Crépis extérieur station de pompage Créhange : 17 000 €</p> <p><u>En 2025/26 (à l'étude) :</u> - Guesling : 177 000 €(2024) - Arriance : 105 000 €(2025)</p> | SEBVF / RESINA/ 6'TEM | / | / | <p>583 853,03 € <i>Aide AERM de 20 728 € pour Malaucourt. Solde versé au 1^{er} semestre 2022</i></p> <p>Aide AERM de 38 128 € pour Chenois <i>(reste solde à verser de 19 064 €)</i></p> <p><i>Travaux achevés pour pour Sorbey.</i> <i>Travaux engagés pour Chenois</i></p> <p>Demande d'aide faite à l'AERM pour étanchéité Réservoir Les Etangs et Frecourt 1 et 2 <i>(en attente décision de l'AERM)</i></p> <p>En sus des travaux engagés en 2022, le besoin est de 641 000 € pour les travaux prévus en 2023</p> |
| Opération 1010 | Places Foch et Saint-Martin à RÉMILLY | COMMUNE/ TECHNI- CONSEIL/ LINGENHELD | 142 ml en Fonte 125 mm + 123 ml en Fonte 80 mm + 140 ml en Fonte 60 mm | 30 | <p>29 397,12 € <i>Travaux achevés en 2020</i></p> <p><i>Solde payé à la commune en 2022</i></p> <p><i>A clôturer</i></p> |

| Commune | Zone de travaux | Maître d'Œuvre/ Entreprise | Mètres Linéaires (ml) | Raccordements | Montant prévu au BP 2022 (HT) |
|----------------|---|--------------------------------|-----------------------------|---------------|--|
| Opération 1012 | Rue des Tilleuls Rue Saint-Michel à ANCERVILLE | LVRD / JEAN LEFEBVRE | 256 ml en Fonte 125 mm | 15 | 20 301,33 € Convention de mandat à 40 232,66 € Travaux achevés Reste les 50% de la convention de mandat à Payer en 2022 (soit 19 526,33 €) |
| Opération 1016 | Rue Saint-Hubert à BAMBIDERSTROFF | COMMUNE/ BEREST/ EUROVIA | 680 ml en Fonte 125 mm | 56 | 61 995,88 € Convention de mandat à 123 991,76 €(50 % de la convention payé en avril 2021 pour 61 995,88 €) Travaux achevés (partie AEP) A laisser ouvert 50 % Solde de 57 607,48 € à payer Travaux de voirie en cours |
| Opération 1017 | Mise en sécurité des Sites (Lot 3) Travaux de mise en sécurité des sites (suite étude de vulnérabilité / plan Vigipirate) : Clôtures des réservoirs <u>2022</u> (travaux achevés) : - Landonvillers : 11 614 €(achevé) - Vatimont Bas : 7 118 €(achevé) <u>2023</u> (Prioritaire : besoins estimés à 91 000 €) : - 1 porte station d'Holacourt : 2 500 € - 4 fenêtres à la station de Créhange : 5 000 € - 1 porte et 8 fenêtres station de Basse-Vigneulles : 10 000 € - 5 fenêtres atelier au siège du SEBVF : 7 000 € - 1 portail de 4 m au réservoir « Strasbourg » de Créhange : 2 500 € - 1 porte d'accès au local pompe de Forage : 7 500 € - Échelle d'accès à la cuve de Frécourt 1 : 1 500 € - Échelle de cheminée réservoir de Basse-Vigneulles : 2 500 € - Serrurerie réservoir de Landremont : 2 000 € - Trappe d'accès à la toiture du réservoir de Laquenexy + garde-corps périphérique : 12 000 € - Échelle d'accès à la cuve du réservoir de Courcelles- Chaussy : 7 000 € - Garde-corps périphérique au réservoir de Saint-Epvre + serrureries : 11 000 € - 1 portail au réservoir 1 000 m3 de Faulquemont : 3 500 € - 2 portes (réservoir Téting et Laudrefang) : 5 000,00 € - Cloison cuve/local réservoir Zimming/Lelling/Laudrefang : 16 000 € | SAS BERTRAND / FMB | | | 38 732,00 € Travaux achevés Rajouter 91 000 € |

| Commune | Zone de travaux | Maître d'Œuvre/ Entreprise | Mètres Linéaires (ml) | Raccordements | Montant prévu au BP 2022 (HT) |
|----------------|--|----------------------------|---|---|--|
| Opération 1018 | <p>Renouvellement des réseaux AEP – 2^{ème} tranche – Lucy / Frémery et la fin de Lesse</p> <p>6,620 km de conduites de distribution et 198 reprises de raccordements individuels Communes de Lucy et Frémery + l'achèvement de Lesse</p> <p>Montant Marché BONINI 1 657 921,20 € selon détail :</p> <p>-Tranche ferme (Lesse + Lucy) : 921 509,06 €</p> <p>-Tranche optionnelle 1 (interco. Lucy-Frémery) : 436 043,89 €</p> <p>-Tranche optionnelle 2 (Frémery) : 300 368,25 €</p> <p>Maîtrise d'œuvre : 49 952 €</p> <p>Levés topo : 22 400 €</p> <p>- Essais de pénétr. 10 000 €</p> <p>- Divers et imprévus 5 % : 84 726,86 €</p> <p>TOTAL de 1 825 000 €</p> | SEBVF / LVRD / BONINI | <p><u>Tranche ferme :</u></p> <p>1 565 ml en Fonte 125 mm</p> <p>1020 ml en Fonte 80 mm</p> <p>500 ml en Fonte 60 mm</p> <p><u>Tranche optionnelle 1 :</u></p> <p>2 680 ml en Fonte 125 mm</p> <p><u>Tranche optionnelle 2 :</u></p> <p>400 ml en Fonte 125 mm</p> <p>455 ml en Fonte 60 mm</p> | <p><u>Tranche ferme :</u></p> <p>152</p> <p><u>Tranche optionnelle n° 1 :</u></p> <p>4</p> <p><u>Tranche optionnelle n° 2 :</u></p> <p>42</p> | <p>435 434,93 €</p> <p>Décision AERM au 01/10/2020 : 501 500 € d'aide au total – reste 208 565 € d'aide à percevoir en 2022 au solde</p> <p>Pas d'aide du Département</p> <p>Travaux achevés</p> <p>A clôturer</p> |
| Opération 1019 | <p>Renouvellement des réseaux AEP – 1^{ère} tranche – Secteur Basse-Vigneulles Rural – Travaux 2022/2023</p> <p>9,860 km de conduites de distribution et 197 reprises de raccordements individuels Communes de Marange-Zondrange et Hallering</p> <p>- Etudes estimées à 127 295 €</p> <p>Maîtrise d'œuvre : 75 225 €</p> <p>Levés topo : 29 070 €</p> <p>Essais Pénétr. : 20 000 €</p> <p>Servitudes : 3 000 €</p> <p>- Marché de Travaux BONINI 2 867 522 € selon détail :</p> <p>TF : 1 671 957 € (2022 en cours)</p> <p>TO n°1 : 535 060,50 € (report 23)</p> <p>TO n°2 : 596 074,50 € (report 23)</p> <p>TO n°3 : 64 430 € (report 23)</p> <p>- Divers et imprévus : 53 183 € (report 23)</p> <p>Actualisation prix du marché : 150 000 €</p> <p>TOTAL de 3 200 000 €</p> | SEBVF / LVRD / BONINI | <p><u>Tranche ferme :</u></p> <p>900 ml en Fonte 200 mm</p> <p>4350 ml en Fonte 150 mm</p> <p>500 ml en Fonte 125 mm</p> <p>300 ml en Fonte 60 mm</p> <p><u>Tranche optionnelle 1 :</u></p> <p>1 700 ml en Fonte 125 mm</p> <p>310 ml en Fonte 60 mm</p> <p><u>Tranche optionnelle 2 :</u></p> <p>1 380 ml en Fonte 125 mm</p> <p>420 ml en Fonte 60 mm</p> | <p><u>Tranche ferme :</u></p> <p>85</p> <p><u>Tranche optionnelle n°1 :</u></p> <p>49</p> <p><u>Tranche optionnelle n°2 :</u></p> <p>63</p> | <p>1 818 273 €</p> <p>(Aide AERM : recettes 600 000 € de prévus en 2022)</p> <p>Décision AERM au 16/07/2021 : 1 070 856 € accordé en tout, donc prévoir en recette</p> <p>Pas d'aide du Département</p> <p>Rajouter 1 398 748 € en 2023 (+ rajouter 470 856 € de recettes pour les aides AERM)</p> |
| Opération 1020 | Rue Maurice de Pange à PANGE | Commune / SEBVF | <p>375 ml en Fonte 125 mm</p> <p>145 ml en Fonte 60 mm</p> | 40 | <p>130 000 € (+ 60 000 € en régie) A réduire à 80 000 € HT en 2023</p> <p>Convention de mandat à 70 822,50 € (travaux) + 2 266,32 € (maîtrise d'œuvre)</p> <p>Travaux en cours</p> |

| Commune | Zone de travaux | Maître d'Œuvre/ Entreprise | Mètres Linéaires (ml) | Raccordements | Montant prévu au BP 2022 (HT) |
|----------------|--|----------------------------|------------------------|---------------|---|
| Opération 1022 | Rue des Glandières à LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD | Commune / SEBVF | 270 ml en Fonte 100 mm | 21 | 61 115,74 €(+ 25 000 €en régie) Convention de mandat à 59 509 €(travaux) + 1 606,74 €(maîtrise d'œuvre) Travaux achevés |
| Opération 1023 | Renouvellement des réseaux AEP – 2 ^{ème} tranche – secteur Basse-Vigneulles Rural – Travaux 2025 à 2027 - Montant total Maîtrise d'œuvre LVRD : 119 720 €(2,92 %) - Levés topo : 37 000 € - Essai de pénétrométrie : 14 504,00 € | SEBVF / LVRD | 15 000 ml en Fonte | 350 | 75 000,00 € (Maîtrise d'œuvre uniquement au stade AVP/PRO pour 36 000 €+ levés topo 37 000 €) Travaux de 2025 à 2027 La demande d'aide sera faite en juin 2023 |
| Opération 1024 | Rue de la Gendarmerie à RÉMILLY | Commune / SEBVF | 100 ml en Fonte 80 mm | 7 | 22 000 €(+ 7 000 €en régie) Convention de mandat Appel d'offres en cours |
| Opération 1025 | Rue de Boulay, Rue du Stade, Rue Charles Muller, Rue de Porcellette, Rue de Saint-Avoid à LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD - Phase 1 (2022 report 2023) : 101 000 €(210 ml en Fonte 150 + 40 ml en Fonte 60 + 27 raccordements individuels) - Phase 2 (2023) : 185 000 € (390 ml en Fonte 150 + 47 raccordements individuels) - Phase 3 (2024) : 100 000 € (210 ml en Fonte 150 + 23 raccordements individuels) TOTAL de 386 000 € | Commune / SEBVF | 820 ml en Fonte 150 mm | 97 | 101 000 €(+ 5 000 €en régie) Convention de mandat A l'étude Pas de régie pour la reprise des raccordements car l'Entreprise réalisera tout jusqu'à l'ancien compteur |

Ces opérations seront examinées en détail dans le cadre du Budget 2023.

2/ Travaux envisagés en 2023 à l'initiative du SEBVF (Opérations non existantes) :

| Secteurs / Communes | Zone de travaux | Montant prévu (HT) |
|---|---|---|
| SEBVF (Divers) | | |
| / | Etablissement des zones de desserte des 85 communes du SEBVF sur 2023 et 2024 | 100 000 €(à confirmer) Report à 2024 |
| / | Equipage Mascott + mini-pelle | 80 000 € |
| Projets sous Convention de Mandat | | |
| Rémilly | Rue de la Gendarmerie | BP 2022 |
| Longeville-Lès-St-Avoid | Rue de Boulay | BP 2022 – 1^{ère} Tranche |
| Travaux d'extension (Projets communaux) | | |
| Arriance | Voie Romaine | / |
| Puzieux | Rue de Xocourt | / |
| Raville | Rue des Vergers | / |
| Travaux de requalification pouvant impacter les ouvrages du SEBVF (Projet communaux) | | |
| Bannay | Création de trottoirs | / |
| Courcelles-Chaussy | Rue des Hirondelles et Rue Saint-Jean : Création de Trottoirs | / |
| | Allée des Noisetiers : Réfection de chaussée | / |
| | Allée des Tilleuls et Rue de la Fontaine (Landonvillers) : Réfection et Aménagement | / |
| Colligny-Maizery | Rue Principale : Reprise de 24 raccords individuels | 60 000 €HT (Déjà prévu au BP 2022 en OPNI) |
| Elvange | Rue de Lorraine : 3 plateaux ralentisseurs | / |
| Harprich | Route de Landroff : Aménagement usoirs | / |
| Herny | Sécurisation zone Gare | / |
| Rémilly | Rue des Romains (portions) : Réfection – 2 plateaux ralentisseurs | / |
| Tritteling-Redlach | Rue Saint-Martin : Enfouissement des réseaux | / |
| Viviers | Rue Principale : Réfection des Trottoirs | / |
| Étude projets réseaux | | |
| Fouigny – Guinglange – Voimhaut – Vittoncourt – ZI Longeville | Assainissement (CCDUF) | / |
| Maizeroy | Enfouissement des réseaux | / |
| Étude projets Lotissement – Aménagement de zone (Info. Bureau d'Etudes) | | |
| Créhange | Bouclage Lotissement « de l'Europe » : 24 Lots | / |
| Delme | Extension du Lotissement « Les Terrasses d'Hélios » : 23 Lots | / |
| Faulquemont | Extension du Lotissement « Le Long Pré » : Lotis. MARX | / |
| Lemud – Rémilly | Extension de la ZA des 5 Épis | / |
| Pange | Nouveau Lotissement « Les Terrasses du Château de Pange » : 25 Lots | / |

IV – ÉVOLUTION DES SERVICES :

Concernant le personnel, la formation à la polyvalence s'est poursuivie en 2022 au travers des CACES et des habilitations. La prévention a aussi été privilégiée et cela malgré la pandémie de COVID-19 comme en 2020 et 2021. Le plan de formation a été respecté malgré la pandémie et la hausse conséquente des coûts de formation.

Les effectifs ont été maîtrisés au cours des sept dernières années. Ainsi de 33 Agents en 2015, ceux-ci sont passés à un effectif de 26 + 3 apprenti(e)s, au 1^{er} novembre 2022. Le recrutement d'un agent technique affecté au Service Exploitation et Maintenance a été effectué en juillet 2021 à l'issue d'un contrat d'apprentissage de 2 ans, et l'agent en charge de l'entretien des locaux, parti à la retraite au 1^{er} octobre 2021, n'a pas été remplacé. Le recours à un prestataire de service pour des tâches d'entretien des locaux a été privilégié. Un agent technique devrait être recruté en 2023 afin de remplacer un agent décédé fin 2022.

Les évolutions récemment adoptées quant à la loi NOTRÉ ont repoussé à 2026 l'échéance de prise de compétences pour les trois Communautés de Communes restantes. Pour l'instant, aucune nouvelle équipe municipale n'a pris contact avec le Syndicat à ce sujet. Certaines structures ont la conviction d'un report possible au-delà de l'échéance de 2026. Les Communes isolées ne devraient pas bénéficier d'un report au-delà de cette échéance. Les Etablissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (au nombre de trois) devraient donc anticiper cette situation.

En résumé, le Budget 2023 qu'il conviendra de voter en février prochain est un budget ambitieux marqué par la poursuite des travaux de la troisième tranche des travaux de renouvellement à six chiffres et de continuité des années précédentes en terme, d'accompagnement des travaux communaux, et du démarrage des travaux de réfection d'un nouveau réservoir. La recherche de la performance du réseau par la maîtrise du rendement demeure toujours la priorité quotidienne.

Le débat devra porter, comme en 2022, sur les moyens financiers à mettre en œuvre afin de financer les années suivantes des opérations de renouvellement conséquentes afin de maintenir le taux de renouvellement des canalisations à plus de 1 %. Le recours à des emprunts, d'une durée plus compatible avec la durée de vie des réseaux, est privilégié (Aquaprêt auprès de la Banque des Territoires sur 50 ans), couplé à la mobilisation des partenaires que sont l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et le Conseil Départemental de la Moselle. A cette fin, les études de la quatrième tranche (Arriance et Herny) ont été lancées afin de préparer pour 2023 les dépôts des dossiers de demande de subventions auprès des partenaires précités et engager les travaux en 2025.

La maîtrise du budget de fonctionnement doit demeurer une priorité quotidienne, mais l'inflation et la hausse des prix de l'Énergie et des matériaux imposent d'augmenter sensiblement le Prix de l'Eau en 2023, et ce sans visibilité pour les années suivantes.

Zones des travaux de renouvellement depuis 2019 et projetés sur les 6 prochaines années

Les données ont été recueillies sur l'année 2019. Les zones de travaux ont été identifiées via les données de la mise à jour du modèle numérique, des volumes vendus et perdus et surtout des informations relevées sur le terrain lors des interventions sur fuites ou de maintenance sur le réseau. La carte en annexe présente le rendement sur chaque secteur de facturation.

En sus du dossier de demande de subventions (Lesse-Chenois), l'autre secteur sur lequel nous souhaitons intervenir est le secteur dit « Rural » alimenté par le Réservoir sur Tour de Basse-Vigneulles (550 m³).

En préambule, il convient de rappeler notre démarche.

Jusqu'en 2009 (soit les 43 premières années de son existence), le SEBVF s'est développé pour passer de 11 à 83 communes et aujourd'hui 85 communes suite à l'extension du périmètre aux Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied, le 1^{er} novembre 2022.

Dans les années 1990 et 2000, le SEBVF et les nouvelles communes adhérentes ont bénéficié du concours financier de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et du Département de la Moselle dans le cadre des politiques d'amélioration de la qualité de l'eau distribuée et de la sécurisation de l'alimentation en eau. Ces travaux ayant été réalisés sans vision d'ensemble, hors du schéma départemental réalisé par la suite (Étude SAFEGE et Conseil Général de la Moselle), le réseau n'a pas été structuré dans les règles de l'art. De plus, si la charge est mise en œuvre par les 3 réservoirs de tête à Redlach (900 m³ sur Tour et 2 x 1500 m³ semi-enterrés), ce principe n'a pas été respecté ensuite.

Les réseaux sont maillés, l'adduction/distribution est souvent pratiquée par souci d'économie. Les refoulements ne sont pas distincts, rendant ainsi difficile le contrôle des volumes distribués vers les deux principaux secteurs. Les organes de régulation sont au nombre de **92 unités** et le nombre de réservoir (48) illustre parfaitement les conditions dans lesquelles se sont effectuées les raccordements des nouvelles communes.

Aussi, devant ce constat, l'étude AEP financé par notre Collectivité en 2011 s'imposait et a permis au-delà de l'inventaire mis à jour annuellement, de déterminer les axes d'investissement. L'impossibilité de séparer les pompes à Basse-Vigneulles entre les secteurs Est et Ouest a limité les possibilités de sécurisation de l'alimentation en eau.

Ensuite, l'urgence a été donnée à la sécurité et la qualité. Une Étude de vulnérabilité a été engagée, suivie d'un plan d'actions achevé en 2019.

La réhabilitation des réservoirs les plus dégradés a été menée à bien ces 4 dernières années, et doit se poursuivre dans les années à venir et en parallèle la pose de clôtures qui s'achève (Priorité 3 de l'Étude de vulnérabilité).

L'Étude AEP a permis une meilleure compréhension du réseau et le déploiement de compteurs de sectorisation (**au total 158**) avec un rapport à minima journalier des volumes a favorisé le suivi de son fonctionnement. Ceci a aussi abouti à améliorer la détection des fuites par une prélocalisation.

Cependant les années 2018 et 2019 ont été marquées par le doublement des fuites sur raccordements (supérieur à un taux de 2 % du nombre de raccordements). Cet évènement est apparu en même temps que la réalisation d'une Étude sur la désinfection des eaux et plus particulièrement les forages de Créhange (F602 et F605). La décision a été prise en octobre 2018 de passer au chlore gazeux en espérant constater sous trois ans une inflexion du nombre de fuites. Ce passage a nécessité d'importantes purges du réseau vu les problèmes « gustatifs » signalés par les abonnés. Les moyens consacrés à ces investissements n'ont pas permis d'engager des travaux de renouvellement, couplés à la volonté de se désendetter afin de débiter ces travaux.

Le choix qui a guidé notre programme de travaux est multicritères :

- l'âge des réseaux,
- le nombre de casses et ruptures (cf. plan général du réseau),
- les rendements (là où c'est possible),
- la nature des conduites (PVC des années 70-80 en raison du monochlorure de vinyle),
- la simplicité du fonctionnement des réseaux afin de mesurer l'effet des travaux,
- les contraintes du tracé,
- l'assurance d'un résultat avéré.

Cependant, il n'échappera pas aux techniciens les éléments suivants :

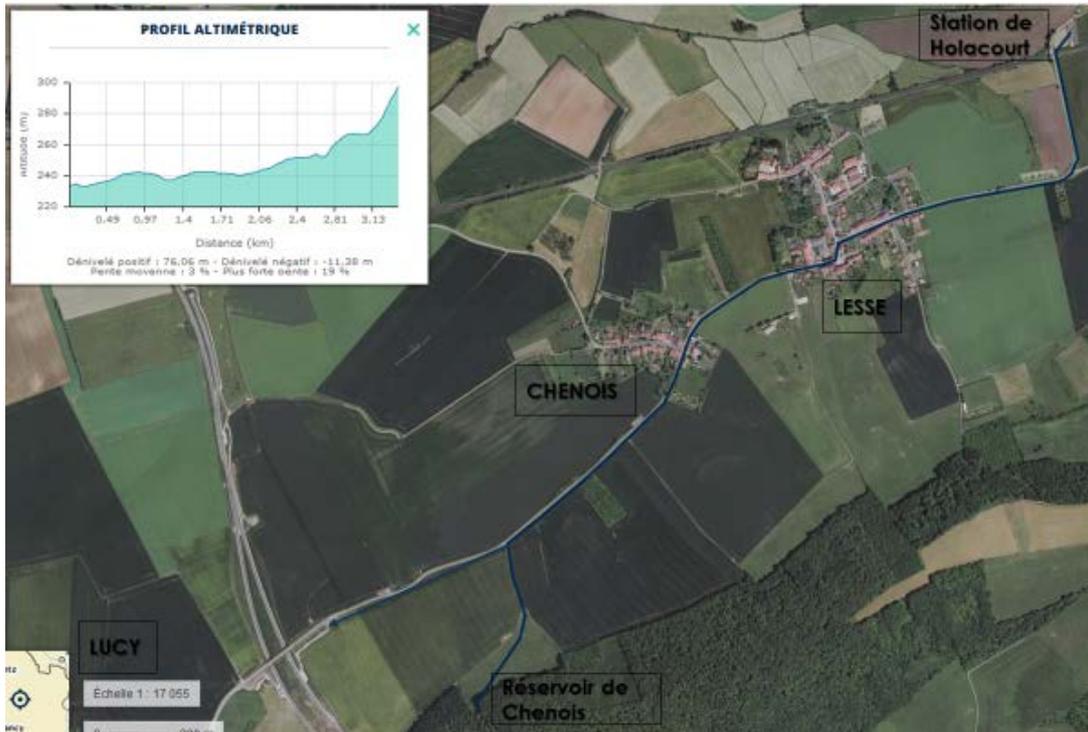
- ✓ l'ILP est de 3,14 m³/j/km en 2021. C'est donc le linéaire (695 km) qui dégrade principalement la performance du réseau ;
- ✓ l'étendue de l'aire géographique du syndicat ;
- ✓ l'inconnue d'une inflexion réelle à la baisse étendue des fuites sur branchements suite au changement de l'agent désinfectant ;
- ✓ l'importance de la valeur patrimoniale au regard de la population desservie, conséquence des choix opérés par le passé.

Afin d'améliorer la capacité d'autofinancement pour réaliser les travaux de renouvellement des réseaux à partir de 2018, le SEBVF s'est dans un premier temps désendetté pour arriver à un taux d'extinction de la dette à 2,04 ans.

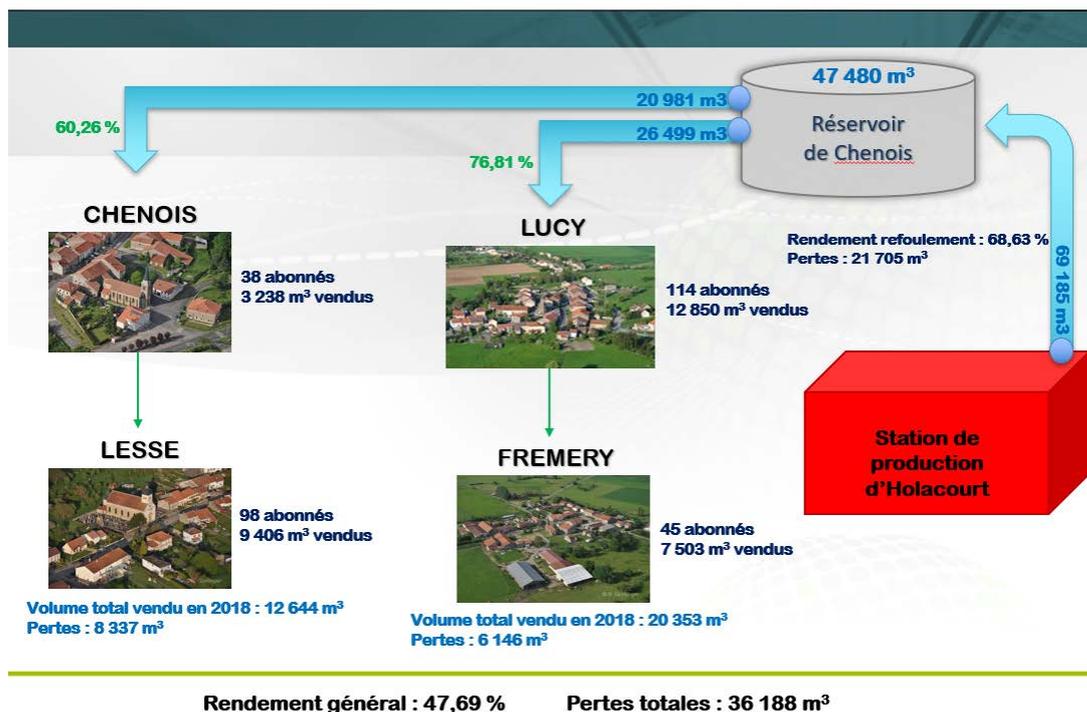
1) SECTEUR de LESSE-CHENOIS : LESSE et CHENOIS (Tranche 1)

En 2018, le SEBVF a identifié le secteur présentant le taux de fuites le plus élevé et le rendement le plus faible. De ce fait, le SEBVF a souhaité sécuriser l'alimentation en eau potable du secteur de Lesse-Chenois. En octobre 2019, nous avons engagé des travaux sur un tronçon prioritaire au niveau de la conduite de refoulement depuis la Station de Holacourt vers le Réservoir de Chenois, et profité du tracé pour renouveler la conduite principale de distribution sur une partie des Communes de Lesse et Chenois, dont le rendement était de 47 %.

Ces travaux ont fait l'objet d'un Avant-Projet/Projet sous Maîtrise d'Œuvre du Bureau d'Études LVRD.



Secteur Lesse-chenois du 20.10.2017 au 20.10.2018



Les travaux attribués à l'Entreprise BONINI ont permis de renouveler 7 570 ml de conduites principales et la reprise des 80 raccordements individuels.

Cette opération d'un montant de **1 544 000,00 €HT** est achevée et a fait l'objet d'un soutien financier d'un montant de 478 903,00 € (Agence de l'Eau Rhin-Meuse : 248 903 € + Conseil Départemental de la Moselle : 230 000 €).

Il convient de souligner que le secteur de facturation dit « LESSE-CHENOIS » composé de 13 communes pour 2 514 habitants est le seul totalement « autonome ». Un unique forage alimente une bache de 80 m³ avec 3 départs en refoulement. Il ne dispose pas d'interconnexion. L'autonomie est d'un peu plus de 24 heures selon le secteur (le plus fragile étant celui de Vatimont) et le forage est monté sur une colonne souple vu ces contraintes. Son fonctionnement est simple, et à la différence des 70 autres communes, il est aisé de corrélérer les consommations facturées aux volumes produits. Cette situation a permis de mieux déterminer le secteur à renouveler en adéquation avec le nombre de fuites enregistrées.

2) SECTEUR de LESSE-CHENOIS : LUCY-FRÉMERY-LESSE (Tranche 2)

La première tranche de travaux est apparue naturellement et afin de parfaire ces travaux, nous avons décidé d'achever le secteur pour les réseaux desservant Frémery et Lucy en 2020/2021.

Le réseau AEP est à 100 % en Fonte grise (1960-1970). Il fait l'objet de nombreuses casses surtout dans la traversée de LUCY avec de nombreux sinistres.



- 6,620 km de conduites AEP à renouveler (en Fonte 60 à 150 mm).
- 198 reprises de raccordements individuels

Les travaux attribués à l'Entreprise BONINI ont permis de renouveler 6,620 km de conduites principales et la reprise de 200 raccordements individuels.

Cette opération d'un montant de **1 830 000,00 €HT** s'est achevée début 2022. Le Conseil Départemental de la Moselle a fait savoir qu'aucune aide financière ne sera pas accordée sur cette opération. L'aide de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse s'élève à 501 500 €

3) SECTEUR de BASSE-VIGNEULLES RURAL : Départ FOULIGNY – MARANGE-ZONDRANGE

Le réseau AEP à 95 % en PVC collé (avant 1970) a fait l'objet de nombreuses interventions de curage pour retirer les dépôts de calcaire accumulés avant les années 2000 (date de création de la Station de Décarbonatation). La conduite présente de nombreux raccords posés lors des curages (tous les 50 à 100 mètres), fragilisant ainsi le réseau. L'objectif est de travailler depuis le départ complet du réservoir de Basse-Vigneulles, pour renforcer la sectorisation, et ainsi mieux suivre l'efficacité des travaux. Le rendement est de l'ordre de 58,65 %.



3.1) MARANGE-ZONDRANGE – HALLERING (tranche 1)

3.1.1) Tranche 2022 :

3.1.1.1) Intercommunale Réservoir sur Tour de Basse-Vigneulles (550 m3) - entrée de Marange-Zondrange :

Les travaux consistent au renouvellement du réseau existant qui traverse les champs par une nouvelle conduite AEP le long des voies circulables, sur un linéaire de 3 015 ml se répartissant ainsi :

- 890 ml en Fonte 200 mm,
- 1 760 ml en Fonte 150 mm (vers Marange),
- 850 ml en Fonte 150 mm (vers Fouligny jusqu'au regard béton existant).



Un regard de comptage de sectorisation permettra de compter les volumes qui partent vers Fouligny et ceux vers Marange-Zondrange.

3.1.1.2) Commune de MARANGE-ZONDRANGE :

Partie MARANGE



| | Linéaire des conduites (ml) | Type de conduite à poser | Nombre de reprises de raccords |
|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Rue de la Forêt | 300 | Fonte 150 mm | 5 |
| Rue Nationale RD 603 | 710 | Fonte 150 mm | 22 |
| Rue des Mésanges | 145 | Fonte 125 mm | 7 |
| Rue de Hallering RD103N | 663 | Fonte 150 mm | 20 |
| Rue du Ruisseau | 210 + 125 | Fonte 125 mm | 15 |
| Rue de Zondrange RD103N bis | 190 | Fonte 125 mm | 9 |
| Rue du Ruisseau | 85 | Fonte 60 mm | 5 |
| Rue du Ruisseau | 55 | Fonte 60 mm | 2 |
| Total MARANGE | 2 483 | / | 85 |

Un regard de sectorisation sera installé à la sortie de Marange vers Hallering, afin de comptabiliser les volumes sur la commune de Hallering

Un second regard de sectorisation est déjà en place à la sortie de Marange vers Zondrange, afin de comptabiliser les volumes sur la Commune de Zondrange. Il conviendra de se raccorder sur ce regard.

3.1.2) Tranche 2023 :

3.1.2.1) Partie ZONDRANGE



| | Linéaire des conduites (ml) | Type de Conduite à poser | Nombre de reprises de raccords |
|--|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Rue Principale | 335 | Fonte 125 mm | 26 |
| Rue Principale (remontée vers Marange) | 90 | Fonte 125 mm | 4 |
| Rue de l'Etang | 55 | Fonte 125 mm | 1 |
| Rue Principale (chemin vers Bionville) | 235 | Fonte 60 mm | 9 |
| Rue de la Noblesse | 130 | Fonte 60 mm | 9 |
| Total ZONDRANGE | 845 | / | 49 |

Soit un total de 160 abonnés (340 habitants) sur la Commune de Marange-Zondrange.

3.1.2.2) Intercommunale Marange-Zondrange - Zondrange :

Les travaux consistent au renouvellement de la conduite AEP entre la sortie de Marange et l'entrée de Zondrange, sur 850 ml en Fonte 125 mm, le long de la RD 103N bis.



3.1.2.3) Commune de Hallering :



| | Linéaire des conduites (ml) | Type de Conduite à poser | Nombre de reprises de raccordements |
|--|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Rue Principale (depuis sortie Marange) | 1340 | Fonte 150 mm | 49 |
| Rue de la Colline | 125 | Fonte 60 mm | 4 |
| Impasse de l'Ecole | 160 | Fonte 60 mm | 6 |
| Impasse du Moulin | 145 | Fonte 60 mm | 4 |
| Total HALLERING | 1 770 | / | 63 |

Les travaux comprennent la reprise de 63 raccordements individuels situés sur la Commune de Hallering.

3.1.3) Synthèse générale des travaux projetés :

| | Linéaire des conduites (ml) | Type de Conduite à poser | Nombre de reprises de raccordements |
|---|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Intercommunale Réservoir Basse-Vigneulles – vers Marange et Fouligny | | | |
| Intercommunale Réservoir Basse-Vigneulles – entrée de Marange | 890 | Fonte 200 mm | / |
| Intercommunale Réservoir Basse-Vigneulles – entrée de Marange | 1760 | Fonte 150 mm | / |
| Intercommunale Réservoir Basse-Vigneulles - vers Fouligny | 850 | Fonte 150 mm | / |
| TOTAL Intercommunale Réservoir Basse-Vigneulles – vers Marange et Fouligny | 3 500 | / | / |
| MARANGE | | | |
| Rue de la Forêt | 300 | Fonte 150 mm | 5 |
| Rue Nationale RD603 | 710 | Fonte 150 mm | 22 |
| Rue des Mésanges | 145 | Fonte 125 mm | 7 |
| Rue de Hallering RD103N | 663 | Fonte 150 mm | 20 |
| Rue du Ruisseau | 210 + 125 | Fonte 125 mm | 15 |
| Rue de Zondrange RD103N bis | 190 | Fonte 125 mm | 9 |
| Rue du Ruisseau | 85 | Fonte 60 mm | 5 |
| Rue du Ruisseau | 55 | Fonte 60 mm | 2 |
| Total MARANGE | 2 483 | / | 85 |
| ZONDRANGE | | | |
| Rue Principale | 335 | Fonte 125 mm | 26 |
| Rue Principale (remontée vers Marange) | 90 | Fonte 125 mm | 4 |
| Rue de l'Etang | 55 | Fonte 125 mm | 1 |
| Rue Principale (chemin vers Bionville) | 235 | Fonte 60 mm | 9 |
| Rue de la Noblesse | 130 | Fonte 60 mm | 9 |
| Total ZONDRANGE | 845 | / | 49 |
| Intercommunale Marange vers Zondrange | 850 | Fonte 125 mm | |
| HALLERING | | | |
| Rue Principale (depuis sortie Marange) | 1 340 | Fonte 150 mm | 49 |
| Rue de la Colline | 125 | Fonte 60 mm | 4 |
| Impasse de l'Ecole | 160 | Fonte 60 mm | 6 |
| Impasse du Moulin | 145 | Fonte 60 mm | 4 |
| Total HALLERING | 1 770 | / | 63 |
| TOTAL TRAVAUX | 9 448 | | 197 |

Les travaux attribués à l'Entreprise BONINI ont débuté en février 2022 et vont permettre de renouveler 9,448 km de conduites principales par la pose de 9,86 km de conduites en Fonte et la reprise de 197 raccordements individuels sur les années et exercices budgétaires de 2022 et 2023.

Cette opération d'un montant de **3 050 000,00 €HT** a débuté en février 2022 et s'achèvera fin 2023 (2 exercices budgétaires). Le Conseil Départemental de la Moselle n'a pas accordé d'aide financière. L'aide de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse s'élève à 1 070 856 €

3.2) DÉPART vers ARRIANCE

Le réseau de distribution AEP est à 100 % en PVC collé (avant 1970) avec un rendement de réseau de 63,4 %. Tout comme le départ vers Marange-Zondrange, ce secteur a également subi des « curages » afin de retirer le calcaire accumulé.

Les travaux projetés vont permettre le renouvellement de 15,2 km de conduites principales et de 335 raccordements individuels.

3.2.1) Commune d'Arriance :

Les travaux consistent au renouvellement du réseau de distribution existant par une nouvelle conduite AEP, sur un linéaire de 2 722 ml se répartissant ainsi :

| | Linéaire des conduites (ml) | Type de Conduite à poser | Nombre de reprises de raccordements |
|--|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Route de Many (en venant du Réservoir) + Rue Principale et route de Chanville (vers terrain de Foot) | 633 | Fonte 150 mm | / |
| Rue Principale vers Herny | 791 | Fonte 125 mm | / |
| Rue de l'Etang | 852 | Fonte 125 mm | / |
| Lotissement Le Stock | 127 | Fonte 100 mm | / |
| Lotissement Le Stock | 116 | Fonte 60 mm | |
| Lotissement Le Stock | 58 | Fonte 60 mm | |
| Rue Voie Romaine | 145 | Fonte 125 mm | / |
| Total ARRIANCE | 2 722 | | 105 |

Un regard de sectorisation sera installé à l'entrée de la Commune de Arriance en venant du Réservoir de Mainvillers afin de comptabiliser les volumes distribués sur la Commune de Arriance.



3.2.2) Intercommunale entre Arriance et le Réservoir de Mainvillers :

Les travaux consistent au renouvellement de la conduite d'eau potable de l'intercommunale depuis le Réservoir de Mainvillers jusqu'à l'entrée de la Commune d'Arriance, sur 2 360 ml en Fonte Ø150 mm, et le renouvellement de la conduite d'alimentation du Réservoir de Mainvillers sur 2 970 ml en Fonte Ø125 mm (depuis l'entrée de Arriance en venant de Hémilly). Les fouilles seront communes aux deux conduites. Concernant le tronçon situé dans le village, celui-ci sera posé en commun avec la conduite de distribution.

Un regard de sectorisation sera posé au croisement de la RD 70 et du chemin d'exploitation, permettant de compter les volumes mis en distribution sur les deux départs (Arriance et Hery).

Un second regard de sectorisation sera également installé sur la conduite d'alimentation du Réservoir de Mainvillers, au niveau de l'entrée d'Arriance (en venant de Hémilly).



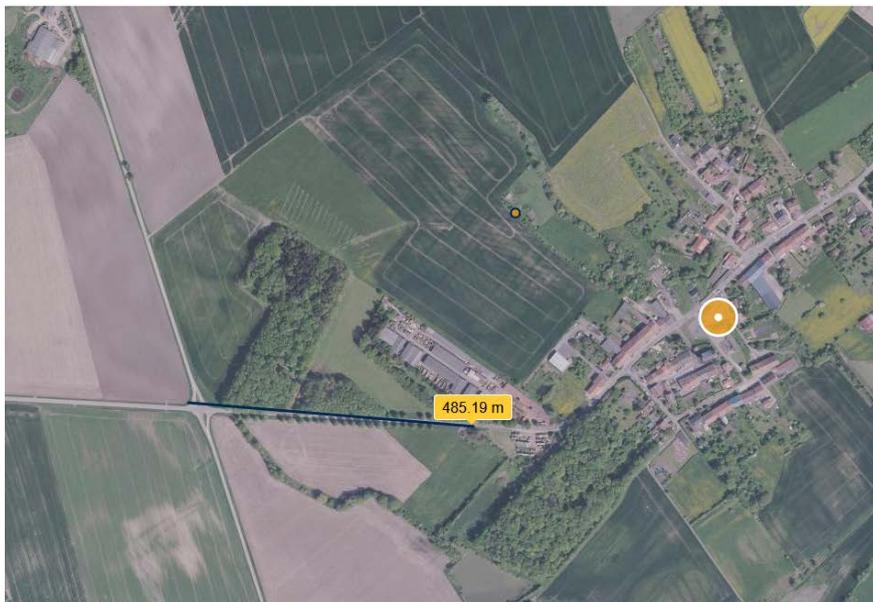
3.2.3) Intercommunale Réservoir de Mainvillers à Hery :

Les travaux consistent au renouvellement de la conduite d'eau potable de l'intercommunale depuis le croisement de la Route Départementale n° 70 et le chemin d'exploitation menant au Réservoir jusqu'à l'entrée d'Hery, sur 2 390 ml en Fonte Ø150 mm. Un regard de sectorisation sera installé au carrefour d'Arriance / Many, permettant de compter l'eau vers les Communes de Many et Hery.



3.2.4) Intercommunale Carrefour d'Arriance/Many, jusqu'à Many :

Les travaux consistent au renouvellement de la conduite d'eau potable de l'intercommunale depuis le croisement de la Route Départementale n° 70 jusqu'au regard de sectorisation de la Commune de Many (en face de la scierie), sur 485 ml en Fonte Ø150 mm.



3.2.5) Commune d'Herny :

Les travaux consistent au renouvellement du réseau de distribution existant par une nouvelle conduite AEP, sur un linéaire de 4 243 ml se répartissant ainsi :

| | Linéaire des conduites (ml) | Type de Conduite à poser | Nombre de reprises de raccordements |
|---------------------------|------------------------------------|---------------------------------|--|
| Rue Principale | 1 020 | Fonte 150 mm | 68 |
| Rue du Gué | 156 | Fonte 60 mm | 4 |
| Route de Vatimont | 790 | Fonte 125 mm | 27 |
| Rue du Foyer | 83 + 88 | Fonte 60 mm | 4 |
| Impasse d'Hernicourt | 373 | Fonte 125 mm | 25 |
| Rue de l'Etang | 410 | Fonte 80 mm | 26 |
| Rue de l'Etang | 84 | Fonte 60 mm | |
| Rue de la Gare | 698 | Fonte 125 mm | 53 |
| Rue de Seutry | 310 | Fonte 80 mm | 18 |
| Impasse de la Grande Haie | 175 | Fonte 60 mm | 4 |
| Rue du Sentier de Many | 56 | Fonte 60 mm | 1 |
| Total HERNY | 4 243 | | 230 |



Un regard de sectorisation sera installé à l'entrée d'Herny afin de comptabiliser les volumes distribués sur cette Commune.

3.2.6) Synthèse générale des travaux projetés :

| Désignation | Linéaire des conduites (ml) | Type de conduite à poser | Nombre de reprises de raccordements |
|--|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| ARRIANCE | | | |
| Route de Many (en venant du Réservoir) + Rue Principale et route de Chanville (vers terrain de Foot) | 633 | Fonte 150 mm | / |
| Rue Principale vers Herny | 791 | Fonte 125 mm | / |
| Rue de l'Etang | 852 | Fonte 125 mm | / |
| Lotissement Le Stock | 127 | Fonte 100 mm | / |
| Lotissement Le Stock | 116 | Fonte 60 mm | |
| Lotissement Le Stock | 58 | Fonte 60 mm | |
| Rue Voie Romaine | 145 | Fonte 125 mm | / |
| Total ARRIANCE | 2 722 | | 105 |
| Intercommunale conduite d'alimentation du Réservoir de Mainvillers | | | |
| | 2 970 | Fonte 125 mm | / |
| Intercommunale conduite de distribution vers Arriance | | | |
| | 2 360 | Fonte 150 mm | / |
| Intercommunale conduite de distribution vers Herny | | | |
| | 2 390 | Fonte 150 mm | / |

| Désignation | Linéaire des conduites (ml) | Type de conduite à poser | Nombre de reprises de raccords |
|--|-----------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Intercommunale conduite de distribution vers Many | | | |
| | 485 | Fonte 150 mm | / |
| HERNY | | | |
| Rue Principale | 1 020 | Fonte 150 mm | 68 |
| Rue du Gué | 156 | Fonte 60 mm | 4 |
| Route de Vatimont | 790 | Fonte 125 mm | 27 |
| Rue du Foyer | 83 + 88 | Fonte 60 mm | 4 |
| Impasse d'Hernicourt | 373 | Fonte 125 mm | 25 |
| Rue de l'Etang | 410 | Fonte 80 mm | 26 |
| Rue de l'Etang | 84 | Fonte 60 mm | |
| Rue de la Gare | 698 | Fonte 125 mm | 53 |
| Rue de Seutry | 310 | Fonte 80 mm | 18 |
| Impasse de la Grande Haie | 175 | Fonte 60 mm | 4 |
| Rue du Sentier de Many | 56 | Fonte 60 mm | 1 |
| Total HERNY | 4 243 | | 230 |
| TOTAL TRAVAUX | 15 170 | | 335 |

Les études d'Avant-Projet sont achevées, ainsi les premières estimations aboutissent à un montant de travaux de l'ordre de **4 330 000 €HT**, travaux qui seront réalisés sur 3 exercices budgétaires proposés comme suit :

- 2024 : Réservoir de Mainvillers à Arriance (tout le village) : **1 840 000 €HT**.
 - o Avec regard de sectorisation en bas du château d'eau.
- 2025 : Depuis le carrefour du réservoir de Mainvillers – les Intercommunales de Herny et Many : **865 000 €HT**.
 - o Avec regard sectorisation Herny
- 2026 : Tout le Village d'Herny : **1 625 000 €HT**.

L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse a fait savoir que le dossier de demande de subvention ne devra pas être déposé avant **mai 2023** pour des travaux dont le démarrage n'est prévu que début 2024.

Les aides financières ne seraient plus que de 20 % du montant éligible soit environs **866 000 €**

Le montant total de l'opération est estimé à **4 600 000 €HT (valeur septembre 2022)**.

Hiérarchisation des travaux de renouvellement des réseaux

| Désignation | Montant estimé des opérations (HT) | Année prévisionnelle de réalisation des travaux |
|--|------------------------------------|---|
| SECTEUR LESSE-CHENOIS : LESSE-CHENOIS (Tranche 1 en cours d'achèvement) | 1 544 000 € | 2020 (achevés) |
| SECTEUR LESSE-CHENOIS : LUCY-FREMERY (Tranche 2) | 1 830 000 € | 2021 (achevés) |
| SECTEUR BASSE-VIGNEULLES : DEPART FOULIGNY (Tranche 1) sur 2 exercices budgétaires | 3 050 000 € | 2022/2023 (en cours) |
| SECTEUR BASSE-VIGNEULLES : DEPART ARRIANCE (tranche 2) sur 3 exercices budgétaires | 4 600 000 € | 2024/2025/2026 (prévus) |
| MONTANT TOTAL (€HT) | 11 024 000 € | / |

Hiérarchisation des travaux de réhabilitation des réservoirs

Après avoir réalisé les travaux prioritaires (travaux 2016-2019 des 5 réservoirs) et en fonction des désordres constatés des chiffrages de la remise en état ont été effectués.

| Désignation | Montant estimé des opérations (HT) (valeur 2020) | Année prévisionnelle de réalisation des travaux |
|------------------------------------|--|---|
| RÉSERVOIR D'AUBE | 110 000 € | 2021 (achevés) |
| RÉSERVOIR DE MALAUCOURT-SUR-SEILLE | 140 000 € | 2021 (achevés) |
| RÉSERVOIR DE SORBÉY | 230 000 € | 2022 (achevés) |
| RÉSERVOIR DE CHENOIS | 160 000 € | 2022 (achevés) |
| RÉSERVOIR DE DONJEUX (*) | 176 000 € | 2023 (prévus) |
| RESERVOIR DE LES ÉTANGS | 260 000 € | 2023 (envisagés) |
| RÉSERVOIR DE GUESSLING-HÉMERING | 177 000 € | 2024 |
| RÉSERVOIR D'ARRIANCE | 105 000 € | 2025 |
| RÉSERVOIR DE VIVIERS | 115 000 € | 2025 |
| RÉSERVOIR D'HARPRICH | 100 000 € | 2026 |
| RÉSERVOIR D'ADELANGE | 85 000 € | 2026 |
| RÉSERVOIR DE VILLER | 65 000 € | 2026 |
| MONTANT TOTAL (€HT) | 1 723 000 € | / |

(*) Marché en cours attribué à RÉSINA

Montant global estimé des travaux prioritaires à réaliser sur la période 2020 – 2026

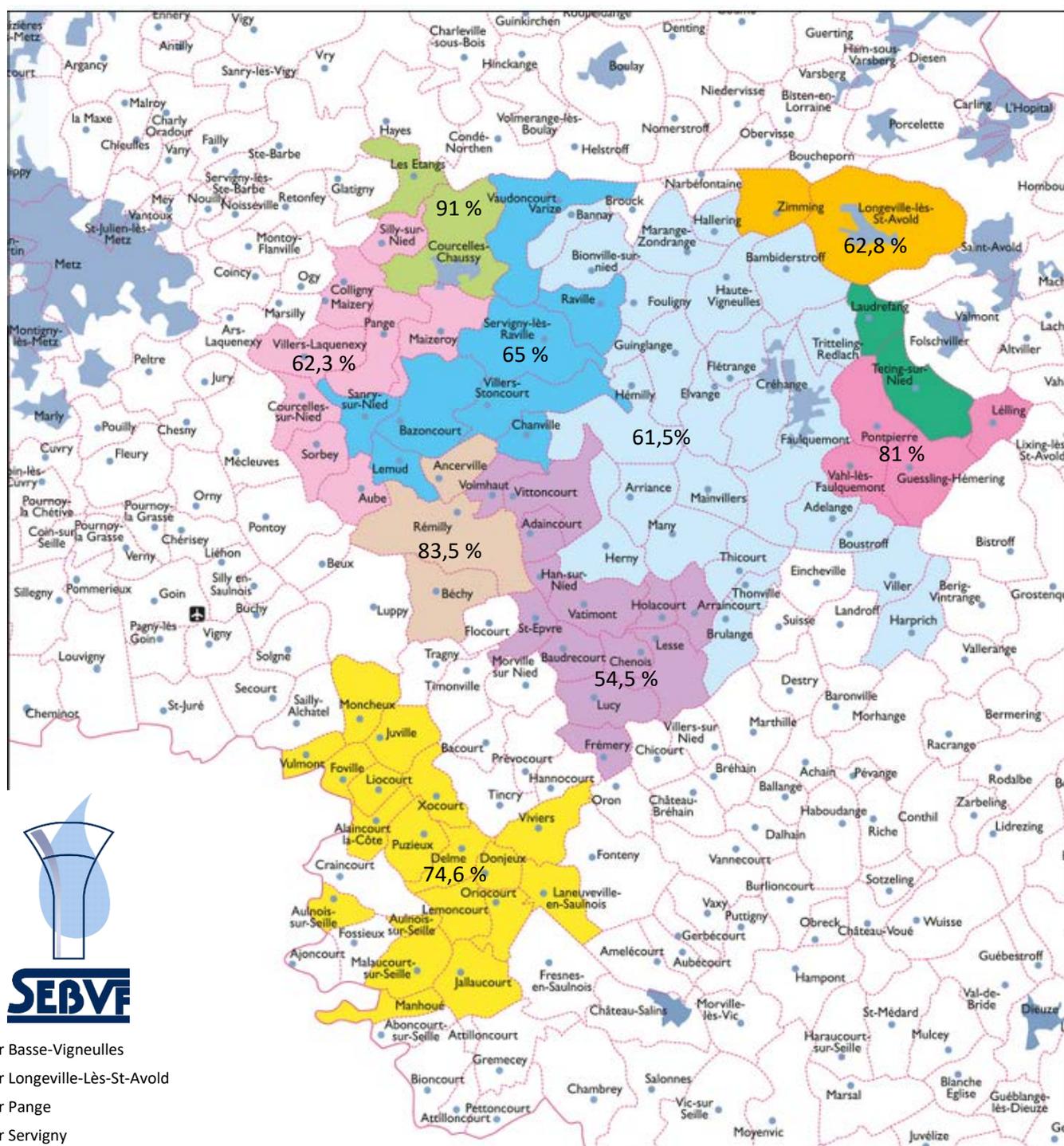
| Année de réalisation | Montant total des opérations prévues par an (HT) |
|-----------------------------|---|
| Année 2020 | 1 544 000 € |
| Année 2021 | 2 208 000 € |
| Année 2022 | 2 256 000 € |
| Année 2023 | 1 620 000 € |
| Année 2024 | 2 017 000 € |
| Année 2025 | 1 227 000 € |
| Année 2026 | 1 875 000 € |
| TOTAL | 12 747 000 € |

Montant global estimé des travaux à réaliser sur l'exercice 2023

Le tableau ci-dessous présente une liste arrêtée au 13.09.2022 des besoins en crédits pour 2023 pour la partie Investissement.

| | |
|---|--------------------|
| Réhabilitation des réservoirs | 485 000 € |
| Renouvellement des réseaux - partie Zondrange et Hallering (complément à 2022) | 1 184 300 € |
| Renouvellement des réseaux (Rue de Boulay à Longeville-Lès-St-Avoid – 2 ^{ème} Tranche) | 185 000 € |
| Etudes (zones de desserte) | 100 000 € |
| Travaux divers (bâtiments, regards, petits aménagements dans les réservoirs) | 90 000 € |
| Télégestion/sectorisation | 20 000 € |
| Station Décarbo (divers) | 25 000 € |
| Forages/pompages | 30 000 € |
| Véhicules (Trafic + Mascott + Mini-pelle) | 170 000 € |
| Compteurs | 160 000 € |
| Petits Matériels divers | 20 000 € |
| TOTAL (€HT) | 2 469 300 € |

CARTE des Communes du SEBVF avec rendements par secteurs



- Secteur Basse-Vigneulles
- Secteur Longeville-lès-St-Avold
- Secteur Pange
- Secteur Servigny
- Secteur Courcelles-Chaussy
- Secteur Guessling-Hémering
- Secteur Delme
- Secteur Rémilly
- Secteur Lesse-Chenois
- Secteur Tétting-sur-Nied

Photos de certains sites à réaliser ou réalisés sur la période 2021 - 2024

1. Réservoir de Aube (2021)

Avant :



Après :



2. Réservoir de Malaucourt-sur-Seille (2021)

Avant :



Après :



3. Réservoir de Sorbey (2022)

Avant :



Après :



4. Réservoir de Chenois (2022)

Avant :



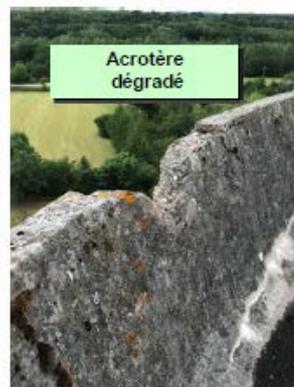
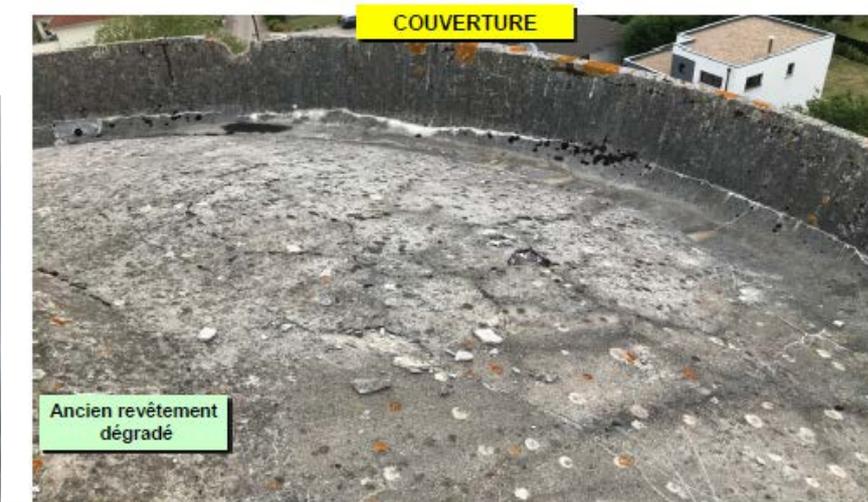
Après :



5. Réservoir de Donjeux (prévu en 2023)



6. Réservoir de Les Etangs (prévu en 2024)



DISCUSSION : --

DÉCISION :

Les Délégués présents prennent ACTE du Débat d'Orientation Budgétaire 2023 (7 Contre).

POINT N° 2.2 –Prix de l'eau 2023

Le SEBVF est confronté, comme beaucoup de collectivités, à une augmentation significative des prix des fournitures depuis le début de l'année 2022 en sus de celles inhérentes au COVID en 2020 et 2021.

En 2020 lors de la réunion du Comité syndical, les membres ont décidé d'augmenter le prix de l'eau de 4 cents/m³ sur les 3 tranches et de fixer l'abonnement à 64,80 €HT/an. Le Comité s'était engagé à maintenir ces prix en 2022 ce qui a également été respecté, bien que l'augmentation de la fourniture en électricité pour 2022 et 2023 était déjà connue (+ 214 000 €).

Ces augmentations constatées en 2022, et prévues en 2023, pèsent très lourd sur le prix de l'eau de l'année 2023.

Les augmentations listées ci-dessous mettent à mal la trésorerie et la capacité d'investissement du SEBVF en 2022 et 2023 :

| Désignation | Surcoûts |
|--|---------------------|
| Fourniture en électricité (contrats de + 36 kvA) | 214 000,00 € |
| Chaux (Décarbo) | 36 000,00 € |
| Chlorure ferrique (Décarbo) | 2 350,00 € |
| Polymères (Décarbo) | 1 320,00 € |
| Laitier/calcaire (surcoût carburant) | 4 000,00 € |
| Pièces AEP LOT 1 (PVC + 17 %) | 5 100,00 € |
| Pièces AEP LOT 2 (laiton + 15 %) | 6 000,00 € |
| Pièces AEP LOT 3 (fonte + 20 %) | 22 000,00 € |
| Nettoyage des réservoirs / hydrocurage de la station | 1 012,00 € |
| Entretien des espaces verts | 743,00 € |
| Interventions sur fuites/enrobés/pavages | 12 600,00 € |
| L'augmentation du point d'indice des fonctionnaires (+ 3,5 %) | 20 000,00 € |
| Soit un total TOTAL de : | 325 125,00 € |
| TOTAL ramené en 2022 avec bouclier sur le prix de l'électricité à : | 219 125,00 € |

En effet, le Gouvernement a mis un volume plus important d'électricité au tarif de l'ARENH, conduisant à une réduction de 1,985 cents €/kWh pour l'année 2022, et cela dès le 1^{er} janvier 2022. Ceci représente un gain de 80 000 €(sur la base de 4 049 000 kWh/an).

Il faut aussi rajouter que le Gouvernement, par l'adoption d'un décret, a baissé le prix de la CSPE de 22,5 €/MWh à 0,5 €/MWh dès le 1^{er} février 2022 (janvier exclu). Le SEBVF bénéficiait déjà d'un taux intermédiaire de 7,5 €/MWh.

Donc la CSPE passant de 7,5 €/MWh à 0,5 €/MWh, une baisse de 7 €/MWh est constatée, donc un gain de 28 343 € (7 € x 4 049 MWh).

Par conséquent, ces augmentations des coûts de l'électricité atteignent approximativement les 108 000 €HT en 2022 au lieu des 214 000 €HT prévisibles en 2023.

En 2023, aucune disposition n'est arrêtée à cette heure concernant ces deux dispositions du Gouvernement relatives aux tarifs de l'électricité. Donc pour 2023, les augmentations listées ci-dessus sont évaluées à 325 125 €HT (valeur mi-novembre 2022).

Tendance du marché de l'électricité en 2024/2025 :

Pour les années 2024 et 2025, le SEBVF n'a pas encore fixé les prix de l'électricité. Un accord-cadre couvre cette période, mais le marché subséquent depuis l'attribution de l'accord-cadre fin avril 2022, n'a pas été attribué. Les prix de l'électricité étaient trop élevés avec une échéance de décision lointaine.

Les prix proposés à fin avril 2022 étaient de :

- 2024 : 638 053,01 €HT/an (sur la base d'un prix marché ce jour-là de 185,4 €/MWh) au lieu de 130 €/MWh en 2022
- 2025 : 670 742,68 €HT/an (sur la base d'un prix marché ce jour-là de 157,5 €/MWh) au lieu de 130 €/MWh en 2022

Avec les prix du 23.08.2022 (prix marché 2023 à 800 €/MWh), le prix proposé est de :

- 2024 : 1 693 053 €HT/an (contre 420 000 €HT/an en 2022 et en 2023 mais aussi contre 206 000 €HT/an en 2021)
- 2025 : 1 388 742 €HT/an (contre 420 000 €HT en 2022 et en 2023 mais aussi contre 206 000 €HT/an en 2021)

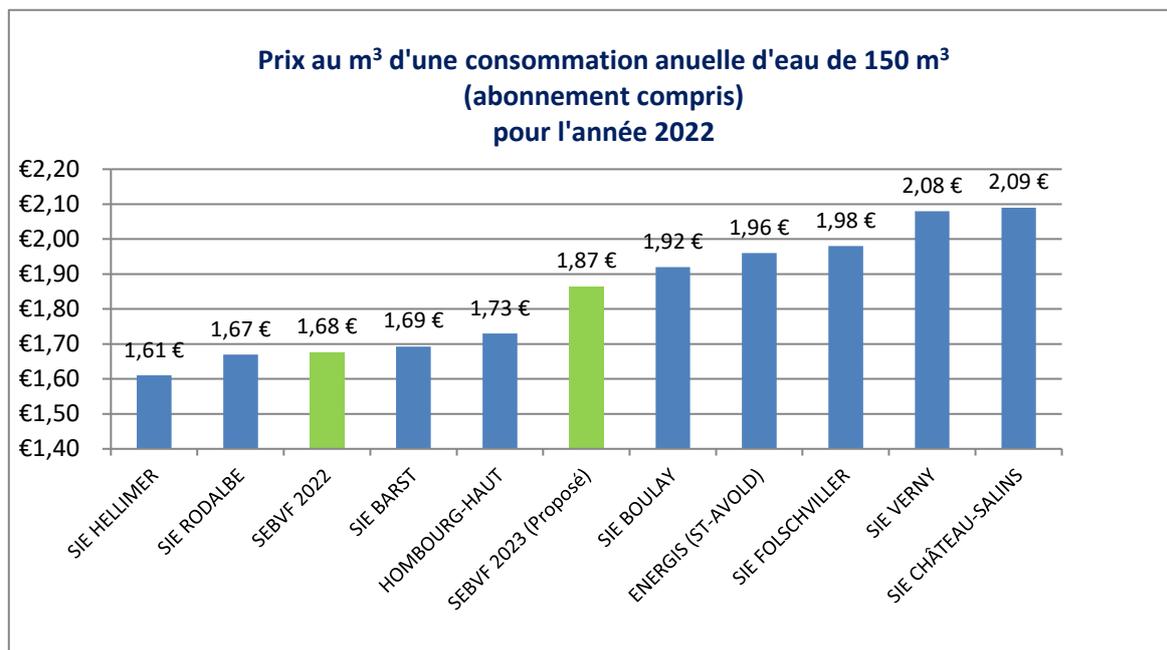
Avec les prix du 21.11.2022 (en 2024 : 274 €HT/MWh et en 2025 : 188 €HT/MWh, le prix proposé est de :

- 2024 : 997 053 €HT/an (contre 420 000 €HT/an en 2022 et en 2023 mais aussi contre 206 000 €HT/an en 2021) –
- 2025 : 793 742 €HT/an (contre 420 000 €HT en 2022 et en 2023 mais aussi contre 206 000 €HT/an en 2021)

Le SEBVF doit fixer les prix de l'électricité de 2024 et 2025 avant le 31 décembre 2023. Il ne reste plus qu'à espérer une baisse des prix tout en n'excluant pas le risque d'une augmentation supplémentaire des tarifs de l'électricité. En effet, un sommet de 1 100 €/MWh a déjà été atteint.

Conséquences :

Les prix au mètre cube (avec abonnement) des collectivités voisines pour l'année 2022 figurent ci-dessous.



Si le prix de l'eau du SEBVF a toujours été une préoccupation de tous les instants, les hausses et augmentations qui ont été portées à votre connaissance, sans que celles-ci soient exhaustives, imposent une révision conséquente du prix de l'eau du SEBVF.

Le doublement fin 2021 du prix de l'électricité n'a pas été répercuté sur le prix de l'eau en 2022. Le choix a été fait de l'absorber sans revenir sur la décision de juin 2020 d'une hausse en 2021 et 2022 de 4 centimes par mètre cube sur les 3 tranches.

Au moment d'examiner le prix de l'eau 2023, différentes simulations ont été réalisées afin de générer des nouvelles recettes à hauteur de 220 000 € à près de 1 500 000 €. Cette dernière somme considérable correspond à la valeur actuelle de l'augmentation du prix de l'électricité à un tarif de 800 €HT de MWh. Le tarif de l'énergie électrique devant être contractualisé fin 2023 pour 2024 et 2025.

J'ai donc choisi de réaliser deux réunions du Bureau Syndical le 04.10.2022 et le 24.11.2022 afin de préparer le Comité Syndical fixé au 08.12.2022.

Le SEBVF devra communiquer auprès des abonnés sur cette hausse en apportant les raisons de celle-ci et faire le choix d'une augmentation qui n'obère pas l'avenir tout en répondant au maintien actuel d'un même niveau de service.

Aussi je vous propose, afin de générer une recette d'environ 445 000 €, d'appliquer une hausse de 14 centimes sur les tranches 1 et 2 et 9 centimes sur la tranche 3 et une augmentation moyenne de 11,26 % sur l'abonnement au 01.01.2023, selon la grille tarifaire ci-après, applicable pour les facturations émises à compter du 1^{er} janvier 2023.

A titre informatif, pour un foyer consommant 150 m³ par an, cette hausse tarifaire correspond à une augmentation annuelle d'environ 30 €TTC de leur facture d'eau.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Sur avis favorable du Bureau Syndical du 22.11.2022,

Le Comité, après en avoir délibéré, à la majorité, (3 abstentions et 10 contre),

ADOPTE les tarifs suivants applicables pour les facturations émises à compter du 1^{er} janvier 2023.

| | 2023 |
|---|-----------------|
| Tarif eau HT/m3 (par rôle et par tranche) | |
| De 0 à 20 m3 | 1,33 € |
| De 21 à 375 m3 | 1,42 € |
| Au-delà de 376 m3 | 0,91 € |
| Abonnement HT (par an) pour les compteurs de diam. 15 à 40 mm | |
| Code 1 – diam. 15 mm | 72,09 € |
| Code 2 – diam. 20/25 mm | 80,43 € |
| Code 3 – diam. 30 mm | 96,65 € |
| Code 4 – diam. 40 mm | 125,42 € |
| Abonnement HT (par an) pour les compteurs de diam. 50 à 200 mm | |
| Code 5 – diam. 50/60/65 mm | 316,92 € |
| Code 6 – diam. 80 mm | 356,50 € |
| Code 7 – diam. 100 mm | 475,38 € |
| Code 8 – diam. 150 mm | 633,83 € |
| Code 9 – diam. 200 mm | 792,25 € |
| Surtaxe Agence HT (pour mémoire) | |
| Agence de l'Eau Rhin Meuse | 0,072 € |

POINT N° 2.3 – Bordereau de prix syndical 2023

En 2021, suite à un appel d'offres, les fournisseurs de pièces pour les réseaux AEP ont appliqué une hausse moyenne pondérée de 18 % se répartissant ainsi :

- Lot n° 1 : Conduites PVC/PEHD/Accessoires AEP : + 17 % pour un volume annuel d'environ 30 000,00 €HT (Société VHM).
- Lot n° 2 : Petites pièces de raccord AEP : + 15 % pour un volume annuel d'environ 40 000,00 €HT (Société AVK France).
- Lot n° 3 : Grosses pièces pour réseaux AEP : + 20 % pour un volume annuel d'environ 110 000,00 €HT (Société AVK France).

Il convient de noter que la Société AVK France maintient ses prix sur les 4 ans du marché et que la Société VHM est susceptible d'appliquer une augmentation annuelle de ses tarifs.

L'augmentation réelle des prix des fournitures de la Société VHM est de 12,3 % sur le fondement des articles R2194-5 du Code de la Commande Publique (circonstances imprévisibles).

Concernant, les marchés de travaux neufs, étant donné que les prix des fournitures ont augmentés, les Entreprises titulaires du marché de travaux ont également répondu au marché de travaux avec des augmentations de l'ordre de 14 % par rapport à 2021.

De ce fait, il avait été décidé en 2021 de répercuter ces hausses sur le bordereau de prix syndical de :

- 8 % en 2022,
- 3 % ensuite sur 2023, 2024 et 2025.

Les prestations non stipulées au présent Bordereau de Prix feront toujours l'objet d'un devis établi comme suit : prix public de fournisseur majoré de 15 %.

Par conséquent le nouveau Bordereau de Prix 2023 avec la hausse de 3 % est présenté en Annexe 1.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Sur avis favorable du Bureau Syndical du 22.11.2022,

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE le Bordereau de Prix qui sera applicable au 01.01.2023.

POINT N° 2.4 – Affectation du Résultat d'Exploitation 2021 (Délibération modificative)

Cette délibération annule et remplace la délibération du Comité du mardi 7 Juin 2022.

Le cadre comptable de type M49 fait obligation d'affecter le résultat d'exploitation dès le vote du Compte Administratif de l'année écoulée. Ce dispositif remplace le prélèvement sur ressources ordinaires.

Le résultat de l'exercice est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exploitation de l'exercice. L'affectation de ce résultat est destinée :

* soit à financer les charges d'exploitation inscrites au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant,

* soit à financer des mesures d'investissement.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à affecter le résultat d'exploitation 2021 d'un montant de 2 150 098,16 € comme suit :

| | |
|--|-----------------------|
| * Affectation complémentaire en réserves | 1 344 279,52 € |
| Compte 1068 – BP 2022 (recettes investissement) | |
| y/c restes à réaliser dépenses/recettes d'investissement | |
| (délib. du 07.06.2022 : 499 782,77 € déficit d'investissement 2021 | |
| + 844 496,75 € RAR 2021) | |
| * Affectation à l'excédent reporté | 805 818,64 € |
| Compte 002 – BP 2022 (recettes fonctionnement) | |
| (délib. du 07.06.2022 : 1 650 315,39 € excédent initial BP 2022 – 844 496,75 € | |
| RAR 2021) | |

Il est tenu compte de ces montants dans la DM1/2022 ci-dessous.

POINT N° 2.5 – Décision Modificative N° 1/2022

Le Budget 2022 voté le 03.02.2022 doit être complété de certaines modifications tant en fonctionnement qu'en investissement.

| EXPLOITATION | | | | |
|-------------------------------|---|---|--|--|
| Article Budgétaire | Libellé | BP 2022 (Comité du 03.02.2022) | DM N° 1/2022 (Comité du 08.12.2022) | RESULTAT BP + DM 1 2022 |
| DEPENSES | | | | |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 1 394 000,00 € | - 844 481,36 € | 549 518,64 € |
| 6061 | Fournitures non stockables (EDF,...) | 555 000,00 € | - 105 000,00 € | 450 000,00 € |
| 6066 | Carburant | 40 000,00 € | + 5 000,00 € | 45 000,00 € |
| 60682 | Habillement | 5 000,00 € | + 1 000,00 € | 6 000,00 € |
| 6135 | Locations mobilières | 20 000,00 € | + 12 000,00 € | 32 000,00 € |
| 615230 | Entretien voies et réseaux (stock) | 30 000,00 € | + 13 000,00 € | 43 000,00 € |
| 615231 | Entretien voies et réseaux (Raccordements en externe) | 287 000,00 € | + 40 000,00 € | 327 000,00 € |
| 615232 | Entretien voies et réseaux (Fournitures pièces dans marché) | 207 000,00 € | + 40 000,00 € | 247 000,00 € |
| 615233 | Entretien voies et réseaux (Fournitures matériaux dans marché) | 22 000,00 € | + 10 000,00 € | 32 000,00 € |
| 615283 | Produits de traitement Station de Décarbonatation | 130 000,00 € | + 10 000,00 € | 140 000,00 € |
| 61562 | Maintenances d'équipements Electromécaniques | 45 000,00 € | + 15 000,00 € | 60 000,00 € |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 50 000,00 € | + 10 000,00 € | 60 000,00 € |
| 6156 | Maintenances informatiques | 30 000,00 € | + 10 000,00 € | 40 000,00 € |
| 61561 | Maintenances diverses | 75 000,00 € | + 15 000,00 € | 90 000,00 € |
| 6161 | Primes d'assurances multirisques | 48 000,00 € | + 10 000,00 € | 58 000,00 € |
| 648 | Autres charges du personnel | 4 000,00 € | + 10 000,00 € | 14 000,00 € |
| 701249 | Redevance pour pollution d'origine domestique | 686 000,00 € | + 7 000,00 € | 693 000,00 € |
| 706129 | Redevance pour modernisation des réseaux | 374 000,00 € | + 7 000,00 € | 381 000,00 € |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 25 000,00 € | + 15 500,00 € | 40 500,00 € |
| 6542 | Créances éteintes | 20 000,00 € | + 15 000,00 € | 35 000,00 € |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 5 000,00 € | + 5 000,00 € | 10 000,00 € |
| 6811 | Dotations aux amortissements | 1 300 000,00 € | - 260 500,00 € | 1 039 500,00 € |
| 6817 | Provisions pour créances douteuses | 0,00 € | + 80 000,00 € | 80 000,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | | - 879 481,36 € | |

| EXPLOITATION | | | | |
|-------------------------------|--|---|--|--|
| Article Budgétaire | Libellé | BP 2022 (Comité du 03.02.2022) | DM N° 1/2022 (Comité du 08.12.2022) | RESULTAT BP + DM 1 2022 |
| RECETTES | | | | |
| 002 | Excédent antérieur reporté | 1 650 300,00 € | - 844 481,36 € | 805 818,64 € |
| 704 | Travaux pour particuliers | 210 000,00 € | + 17 000,00 € | 227 000,00 € |
| 7041 | Travaux Communes du SEBVF | 22 000,00 € | + 13 000,00 € | 35 000,00 € |
| 7068 | Autres prestations de services (Pose compteurs) | 40 000,00 € | + 8 000,00 € | 48 000,00 € |
| 7588 | Autres produits | 5 000,00 € | + 7 000,00 € | 12 000,00 € |
| 64198 | Autres remboursements | 12 000,00 € | + 20 000,00 € | 32 000,00 € |
| 6459 | Remboursements de charges de Sécurité Sociale et Prévoyance | 0,00 € | + 2 000,00 € | 2 000,00 € |
| 722 | Travaux en régie | 127 000,00 € | - 102 000,00 € | 25 000,00 € |
| | TOTAL RECETTES | | - 879 481,36 € | |

| INVESTISSEMENT | | | | |
|-------------------------------|---|---|--|--|
| Article Budgétaire | Libellé | BP 2022 (Comité du 03.02.2022) | DM N° 1/2022 (Comité du 08.12.2022) | RESULTAT BP + DM 1 2022 |
| DEPENSES | | | | |
| 001-OPFI | Déficit investissement reporté | 499 783,00 € | - 0,23 € | 499 782,77 € |
| 2315-OPFI | Travaux en régie | 127 000,00 € | - 102 000,00 € | 25 000,00 € |
| 21531-OPNI | Installations matériel et outillage technique | 30 000,00 € | + 60 000,00 € | 90 000,00 € |
| 2182-OPNI | Acquisition matériel de transport | 20 000,00 € | + 15 000,00 € | 35 000,00 € |
| 2313-OPNI | Travaux neufs de bâtiments | 30 615,02 € | + 10 000,00 € | 40 615,02 € |
| 231351-OPNI | Installations matériel et outillage technique | 0,00 € | + 1 000,00 € | 1 000,00 € |
| 2315-OPNI | Travaux voies et réseaux (dont Extensions pour les Communes) | 250 000,00 € | - 50 000,00 € | 200 000,00 € |
| 23151-OPNI | Installations matériel et outillage technique | 234 904,49 € | - 30 000,00 € | 204 904,49 € |
| 2313-1001 | Travaux neufs de bâtiments Réhabilitation des Réservoirs | 583 853,03 € | - 42 484,61 € | 541 368,42 € |
| 2315-1019 | Travaux voies et réseaux Secteur BV Rural MARANGE-ZGE et HALLERING | 1 818 273,00 € | - 70 000,00 € | 1 748 273,00 € |
| 2315-1020 | Travaux voies et réseaux (PANGE) Rue Maurice de Pange – Impasse des Bouleaux – Impasse des Chênes | 130 000,00 € | - 50 000,00 € | 80 000,00 € |
| 2315-1023 | Travaux voies et réseaux Secteur BV Rural ARRIANCE – HERNY | 75 000,00 € | - 2 000,00 € | 73 000,00 € |
| TOTAL DEPENSES | | | - 260 484,84 € | |

| INVESTISSEMENT | | | | |
|-------------------------------|---|---|--|--|
| Article Budgétaire | Libellé | BP 2022 (Comité du 03.02.2022) | DM N° 1/2022 (Comité du 08.12.2022) | RESULTAT BP + DM 1 2022 |
| RECETTES | | | | |
| 021-OPFI | Virement de la section d'exploitation | 1 394 000,00 € | - 844 481,36 € | 549 518,64 € |
| 1068-OPFI | Affectation excédent N-1 (dont RAR 2021) | 499 783,00 € | 844 496,52 € | 1 344 279,52 € |
| 281531-OPFI | Amortissements inst techniques mat. outil. indust. | 1 300 000,00 € | - 260 500,00 € | 1 039 500,00 € |
| TOTAL RECETTES | | | - 260 484,84 € | |

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTE la Décision Modificative N° 1/2022.

POINT N° 2.6 – Engagement des investissements pour 2023

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à engager, liquider et mandater en 2023 les dépenses d'investissement dans les limites définies ci-dessous :

| Comptes | Libellé | BP 2022 + DM1 | 25 % |
|----------------|---|--------------------------|--------------------|
| 2031 | Frais d'études | 5 000,00 € | 1 250,00 € |
| | S/total chapitre 20 | 5 000,00 € | 1 250,00 € |
| 2111 | Acquisition de terrains | 2 000,00 € | 500,00 € |
| 21531 | Instal. Mat. et Outil. Techn. réseaux AEP | 90 000,00 € | 22 500,00 € |
| 2154 | Acquisition matériel et outillage | 17 925,41 € | 4 481,35 € |
| 21561 | Matériel spécifique distribution eau | 153 893,50 € | 38 473,38 € |
| 2181 | Installations générales-Agencement et Aménagement | 2 000,00 € | 500,00 € |
| 2182 | Acquisition matériel de transport | 35 000,00 € | 8 750,00 € |
| 2183 | Acquisition mat. informatique + bureaux | 22 055,30 € | 5 513,83 € |
| 2184 | Acquisition mobilier | 6 000,00 € | 1 500,00 € |
| | S/total chapitre 21 | 328 874,21 € | 82 218,56 € |

| Comptes | Libellé | BP 2022 + DM1 | 25 % |
|----------------|---|--------------------------|---------------------|
| 2313 | Travaux neufs de bâtiments | 581 983,44 € | 145 495,86 € |
| 2315 | Travaux de voies et réseaux | 2 832 518,00 € | 708 129,50 € |
| 23151 | Instal. matériel et outillage technique | 243 636,49 € | 60 909,12 € |
| 231351 | Instal. matériel et outillage technique | 1 000,00 € | 250,00 € |
| | S/total chapitre 23 | 3 659 137,93 € | 914 784,48 € |
| | TOTAL chapitres 20 - 21 et 23 | 3 993 012,14 € | 998 253,04 € |

Les crédits seront bien entendu repris lors de l'élaboration du Budget Primitif 2023.

POINT N° 2.7 – Convention d'achat d'eau à la CASAS pour l'alimentation en eau des Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied

Le 1^{er} novembre 2022 et dans un souci de cohérence territoriale, le SEBVF est devenu le gestionnaire de la distribution d'eau potable sur les deux Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied.

Ces deux Communes étaient jusqu'alors membres du Syndicat Intercommunal des Eaux (SIE) de Folschviller dissous, et alimentées par l'eau de forage aujourd'hui propriété de la Communauté d'Agglomération de Saint-Avold Synergie (CASAS).

La CASAS s'est, en effet, substituée au SIE de Folschviller pour les Communes de Folschviller et Valmont.

Une convention de vente en gros d'eau potable a été établie afin de définir les conditions de cet achat d'eau. Le Conseil Communautaire l'a approuvé le 15.11.2022.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Le Comité, après en avoir, délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la convention d'achat en gros d'eau potable à la CASAS (en Annexe 2).

POINT N° 2.8 – Convention portant sur les conditions de recouvrement des produits locaux

Le Service de Gestion Comptable de SAINT-AVOLD nous a transmis un modèle de convention (dont copie en Annexe 3) concernant les conditions de recouvrement des produits locaux.

La convention se fixe comme objectif de renforcer les relations de travail existant entre les services de l'ordonnateur et ceux du comptable dans le but d'améliorer le recouvrement des produits locaux et de mettre en œuvre la sélectivité de l'action en recouvrement. Afin d'y parvenir, un véritable partenariat doit se développer, fondé sur l'implication de l'ensemble des acteurs et de leurs services.

En séance du 19.10.2021, le Bureau m'avait autorisé à signer une convention portant sur les conditions de recouvrement des produits locaux avec la Trésorerie de FAULQUEMONT.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Le Comité, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à signer la convention et les documents correspondants avec le Service de Gestion Comptable de SAINT-AVOLD.

POINT N° 2.9 – Synthèse sur les impayés

Le tableau en Annexe 4 fait apparaître l'état des impayés avec les données nouvelles au 15.11.2022.

Le montant des impayés, hormis l'exercice en cours, fait apparaître une somme constante voisine d'un peu plus de 580 000 €uros ces trois dernières années.

Ceci est la confirmation de l'importance de traiter rapidement les situations d'impayés afin d'éviter que les abonnés se retrouvent dans une situation inextricable.

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Les Membres du Comité prennent acte de la synthèse sur les impayés au 15.11.2022.

III – POINTS ADOPTES au BUREAU du 04.10.2022

A – Extension du périmètre syndical du SEBVF aux Communes de Laudrefang et Téting-sur-Nied, en raison de leur retrait du SIE de FOLSCHVILLER : *information* aux membres du Bureau concernant l'évolution de ce dossier.

B – Autorisation d'ester en justice – Sinistre FOULIGNY Chemin des Romains : *autorisation* de mandater la SCP HEMZELLE&DAVIDSON, Avocats au Barreau de Metz 53, Rue du Roi Albert 57070 METZ, aux fins de défendre en justice et de représenter le SEBVF devant le Tribunal Judiciaire de Metz l'opposant à Monsieur A. R. entre autres parties ainsi qu'à tous autres accédits.

C – Indemnisation d’exploitants agricoles pour dégâts aux cultures Commune de CHANVILLE : autorisation de mandater la somme de 50 € à Monsieur V. H. de VITTONCOURT (compte budgétaire 678 Budget Primitif 2022).

D – Convention de mandat de principe Commune de REMILLY Rue de la Gendarmerie : autorisation de valider le projet de convention de mandat de principe et prend acte du démarrage des travaux au 1^{er} trimestre 2023.

E – Convention de mandat de principe Commune de LONGEVILLE-Lès-ST-AVOLD Rue de Boulay : autorisation de valider le projet de convention de mandat de principe et prend acte du démarrage des travaux au 1^{er} semestre 2023 (Mars 2023).

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Les Membres du Comité prennent acte des décisions prises par le Bureau du 04.10.2022.

IV – POINTS ADOPTÉS au BUREAU du 22.11.2022

A – Avenant à la convention régissant la fonction d’inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels confiée au Centre de Gestion de la Moselle : autorisation de signer l’avenant à la convention régissant la fonction d’inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels confiées au Centre de Gestion de la Moselle, de prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaires au financement de cette mission.

B – Médiation Préalable Obligatoire : délibération confiant au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Moselle la mission de Médiateur et engageant la Collectivité dans le processus de la Médiation Préalable Obligatoire (MPO) : autorisation de donner habilitation au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Moselle à exercer la mission de Médiateur et d’engager la Collectivité dans le processus de médiation préalable obligatoire, de signer la convention, de prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaire au financement de cette mission.

C – Contrat d’assurances des risques statutaires CDG57 – Révision des taux à compter du 1^{er} janvier 2023 : acceptation des nouvelles conditions tarifaires concernant le contrat d’assurance contre les risques financiers liés à la protection sociale statutaire des agents affiliés à la CNRACL sur la base de la franchise choisie à l’origine du contrat, à savoir une franchise ferme de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire au nouveau taux de 5,53 % et des agents affiliés à l’IRCANTEC sur la base de la franchise choisie à l’origine du contrat, à savoir une franchise ferme de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire au nouveau taux de 1,80 %, de signer le contrat d’assurance, les convention en résultant et tout acte y afférent, de signer les documents s’y rapportant et de prévoir les crédits nécessaires au budget pour le paiement des primes et de la contribution à la mission supplémentaire à caractère facultatif du Centre de Gestion.

D – Prise en charge de la visite médicale permis poids lourds : acceptation de la prise en charge financière des frais de l’examen médical prévu par le Code de la Route pour les Agents du SEBVF.

E – Créances éteintes : autorisation de mandater la somme de 34 855,18 € au compte 6542, créances éteintes.

F – Admissions en non-valeur : autorisation de mandater la somme de 40 282,53 € au compte 6541, admissions en non-valeur.

G – Autorisation d’engager les procédures des marchés pour l’année 2023 : autorisation d’engager les procédures des marchés et accords-cadres figurant en Annexe, et de signer les marchés et accords-cadres, et toutes pièces s’y affèrent.

H – Marchés attribués : information concernant les marchés publics attribués, aux membres du Bureau Syndical :

- **ACCORD-CADRE n° 2022-161-F/MAPA :**
Fourniture de produits de traitement pour l’usine de Décarbonatation de Basse-Vigneulles.

LOT 1 : Chaux éteinte ou hydratée

Montant Minimum : 30 000,00 €HT

Montant Maximum : 100 000,00 €HT

Le marché a été attribué à la Société LHOIST (55 - Carrières et fours à chaux de Dugny) pour une année à compter du 1^{er} juillet 2022.

LOT 2 : Chlorure ferrique

Montant Minimum : 8 000,00 €HT

Montant Maximum : 20 000,00 €HT

Le marché a été attribué à la Société BRENNTAG (54) pour une année à compter du 1^{er} juillet 2022.

LOT 3 : Polymères

Montant Minimum : 2 500,00 €HT

Montant Maximum : 10 000,00 €HT

Le marché a été attribué à la Société ADIPAP (78) pour une année à compter du 1^{er} juillet 2022.

- **ACCORD-CADRE n° 2022-162-S/MAPA :**
Maintenance et dépannage d’équipements électromécaniques d’automatisme, de télégestion et de supervision

1^{ère} période (du 07.11.2022 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 20 000,00 €HT

Montant Maximum : 78 000,00 €HT

2^{ème} période (du 01.01.2024 au 31.12.2024) :

Montant Minimum : 20 000,00 €HT

Montant Maximum : 68 000,00 €HT

3^{ème} période (du 01.01.2025 au 31.12.2025) :

Montant Minimum : 20 000,00 €HT

Montant Maximum : 68 000,00 €HT

La durée du marché est d’un an renouvelable 2 fois, soit 38 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société des Eaux de l’Est de Creutzwald.

➤ **MARCHÉ n° 2022-163-S/MAPA :**
Entretien des espaces verts du SEBVF

La durée du marché est d'un an renouvelable 3 fois, soit 48 mois au total.

LOT 1 : Secteur de Faulquemont

Montant : 11 500,00 €HT

Le marché a été attribué à la Société SCHABO de Many.

LOT 2 : Secteur de Delme

Montant : 9 700,00 €HT

Le marché a été attribué à la Société SAS BERTRAND de Solgne.

LOT 3 : Secteur de Pange

Montant : 8 777,90 €HT

Le marché a été attribué à la Société JARDIN SERVICE de Chémery-Lès-Faulquemont.

➤ **ACCORD-CADRE n° 2022-164-S/MAPA :**
Contrôles techniques tous types

1^{ère} période (du 01.01.2023 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 2 000,00 €HT

Montant Maximum : 8 000,00 €HT

Périodes suivantes :

Montant Minimum : 2 000,00 €HT

Montant Maximum : 8 000,00 €HT

La durée du marché est d'un an renouvelable 3 fois, soit 48 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société DEKRA INSPECTION de Peltre.

➤ **ACCORD-CADRE n° 2022-165-S/MAPA :**
Prestation de nettoyage par hydrocurage haute pression à la station de décarbonatation de Basse-Vigneulles, des réservoirs, y compris désinfection

LOT 1 : Prestations de nettoyage par hydrocurage Haute Pression à la station de décarbonatation de Basse-Vigneulles

1^{ère} période (du 01.01.2023 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 5 000,00 €HT

Montant Maximum : 20 000,00 €HT

Périodes suivantes :

Montant Minimum : 5 000,00 €HT

Montant Maximum : 20 000,00 €HT

La durée du marché est d'un an renouvelable 2 fois, soit 36 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société MALEZIEUX de Woippy.

LOT 2 : Prestations de nettoyage par hydrocurage Haute Pression des réservoirs, y/c désinfection

1^{ère} période (du 01.01.2023 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 10 000,00 €HT

Montant Maximum : 50 000,00 €HT

Périodes suivantes :

Montant Minimum : 20 000,00 €HT

Montant Maximum : 50 000,00 €HT

La durée du marché est d'un an renouvelable 2 fois, soit 36 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société MALEZIEUX de Woippy.

➤ **ACCORD-CADRE n° 2022-166-S/MAPA :
Prestations de détection de fuites par méthode corrélative et acoustique**

1^{ère} période (du 01.01.2023 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 10 000,00 €HT

Montant Maximum : 40 000,00 €HT

Périodes suivantes :

Montant Minimum : 10 000,00 €HT

Montant Maximum : 40 000,00 €HT

La durée du marché est d'un an renouvelable 3 fois, soit 48 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société EST DETECTION RESEAUX de Plesnois.

➤ **ACCORD-CADRE n° 2022-167-S/MAPA :
Prestations de nettoyage et entretien des locaux (Siège du SEBVF)**

1^{ère} période (du 01.01.2023 au 31.12.2023) :

Montant Minimum : 15 000,00 €HT

Montant Maximum : 35 000,00 €HT

Périodes suivantes :

Montant Minimum : 15 000,00 €HT

Montant Maximum : 35 000,00 €HT

La durée du marché est d'un an renouvelable 3 fois, soit 48 mois au total.

Le marché a été attribué à la Société AF PROPRETÉ SERVICES SAS (54 - Ludres).

Le montant de la part fixe est de 21 810 €HT/an.

I – Le Schéma de Distribution d'Eau Potable (SDEP) : Une information a été délivrée aux membres du Bureau sur les échéances relatives au Schéma de Distribution d'Eau Potable (SDEP).

J – Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) : *Une information* a été délivrée aux membres du Bureau sur les échéances relatives au Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE).

DISCUSSION : --

DÉCISION :

Les Membres du Comité prennent acte des décisions prises par le Bureau du 22.11.2022.

V - DIVERS

ANNEXE 1

Bordereau des Prix Unitaires pour travaux d'extension ou nouveau réseau AEP, pose de poteau d'incendie et raccordements particuliers

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|--------------------------------------|--|----------------|-------------------------|
| Procédures administratives | | | |
| FA | Forfait administratif | | |
| FA1 | Extension de réseaux, installation et repli de chantier, signalisation, frais d'études et obtention des permissions de voirie | Forfait | 535,00 € |
| FA2 | Raccordement particulier, installation et repli de chantier comprenant signalisation, préparation et obtention des DICT et des permissions de voirie, essai, javellisation, rinçage | Forfait | 215,00 € |
| FA3 | Etablissement de devis | Forfait | 100,00 € |
| FA4 | Mutation : changement d'abonné (payé par l'abonné entrant) | Forfait | 20,00 € |
| FA5 | Gestion des amorces | Forfait | 215,00 € |
| FA6 | Mise à disposition d'un ensemble mobile de comptage et de disconnection | Caution | 535,00 € |
| FA7 | Frais forfaitaires pour relève manuelle une fois par an suite à refus de la mise en place de compteur équipé d'un dispositif de relève à distance | Forfait | 30,00 € |
| Travaux de pose de réseau AEP | | | |
| 1 | Fouilles, enrobage, remblais | | |
| 1.01 | Dégagement (terrassment manuel) de conduite existante pour raccord | Forfait | 258,05 € |
| 1.02 | Terrassements mécaniques en tranchée sans roche | m ³ | 35,25 € |
| 1.03 | Plus-value pour utilisation de brise roche | m ³ | 42,85 € |
| 1.04 | Plus-value pour longement de câble ou conduite | ml | 6,30 € |
| 1.05 | Croisement de canalisation ou ouvrage | U | 52,90 € |
| 1.06 | Évacuation des déblais non réutilisés | m ³ | 15,05 € |
| 1.07 | Remise en place des déblais réutilisables | m ³ | 7,60 € |
| 1.08 | Enrobage en sable y compris compactage | m ³ | 42,85 € |
| 1.09 | Enrobage en calcaire 6/15 y compris compactage | m ³ | 56,70 € |
| 1.10 | Remblais en sable | m ³ | 32,80 € |
| 1.11 | Remblais en calcaire 6/15 | m ³ | 51,70 € |
| 1.12 | Remblais en laitier 0/31,5 | m ³ | 51,70 € |
| 1.13 | Plus-value pour compactage des remblais qualité Q3 | m ³ | 6,30 € |
| 2 | Réfections | | |
| 2.01 | Réfection de chaussée ou trottoirs en enrobés 100 kg/m ² y compris découpe à la scie, démolition de chaussée existante, structure de chaussée sur 0,30 m en calcaire ou laitier ou concassé, enrobés et compactages | m ² | 42,85 € |
| 2.02 | Réfection de chaussée ou trottoirs en enrobés 120 kg/m ² y compris découpe à la scie, démolition de chaussée existante, structure de chaussée sur 0,30 m en calcaire ou laitier ou concassé, enrobés et compactages | m ² | 46,65 € |
| 2.03 | Réfection de chaussée ou trottoirs en enrobés 150 kg/m ² y compris découpe à la scie, démolition de chaussée existante, structure de chaussée sur 0,30 m en calcaire ou laitier ou concassé, enrobés et compactages | m ² | 49,15 € |
| 2.04 | Réfection de chaussée ou trottoirs en bicouche gravillonné y compris découpe à la scie, démolition de chaussée existante, structure de chaussée sur 0,30 m en calcaire ou laitier ou concassé, enrobés et compactages | m ² | 35,25 € |
| 2.05 | Grave bitume ou équivalent sur 10cm d'épaisseur | m ² | 40,00 € |
| 2.06 | Réfection talus et accotements | m ² | 10,05 € |
| 2.07 | Dépose de dalle ou pavé pour réemploi et repose | m ² | 43,70 € |
| 2.08 | Dépose de bordure pour réemploi et repose | ml | 49,15 € |
| 3 | Fourniture et pose de tuyau PVC série pression | | |
| 3.01 | Fourniture et pose de tuyau PVC série pression 16 bars | | |
| 3.01.1 | Diamètre 54/63 | m | 16,50 € |
| 3.01.2 | Diamètre 64/75 | m | 17,75 € |
| 3.01.3 | Diamètre 77/90 | m | 21,55 € |
| 3.01.4 | Diamètre 94/110 | m | 31,65 € |
| 3.01.5 | Diamètre 106/125 | m | 36,60 € |
| 3.01.6 | Diamètre 121/140 | m | 41,70 € |
| 3.01.7 | Diamètre 141/160 | m | 49,35 € |
| 3.01.8 | Diamètre 176/200 | m | 75,85 € |

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|---------|---|-------|-------------------------|
| 4 | Fourniture et pose de tuyau fonte standard | | sur devis |
| 5 | Plus-value pour calorifugeage de conduite | | sur devis |
| 6 | Fourniture et pose de grillage avertisseur détectable bleu | m | 3,70 € |
| 7 | Organe de régulation ou de protection | | |
| 7.01 | Fourniture et pose d'une vanne de purge DN 60 avec sortie PEHD sous BAC, hors réduction sur conduite, comprenant terrassements, remblaiements, raccords | U | 556,20 € |
| 7.02 | Fourniture et pose d'une ventouse DN 60 type VANNAIR, y compris raccords, terrassements et remblaiements, hors regard béton et tampon articulé | U | 1 259,25 € |
| 7.03 | Fourniture et pose d'un regard de 1000mm pour ventouse avec échelons et avec tampon 600mm, y compris terrassement et remblaiement (hauteur 1,3m) | U | 1 724,20 € |
| 8 | Pièces de raccords et robinetterie | | |
| 8.01 | Fourniture et pose d'un té 3 brides avec boulonnerie inox | | |
| 8.01.1 | Diamètre 60/65 | U | 108,85 € |
| 8.01.2 | Diamètre 80 | U | 132,90 € |
| 8.01.3 | Diamètre 100 | U | 139,20 € |
| 8.01.4 | Diamètre 125 | U | 182,25 € |
| 8.01.5 | Diamètre 150 | U | 226,45 € |
| 8.01.6 | Diamètre 200 | U | 344,10 € |
| 8.01.7 | Diamètre 250 | U | 671,80 € |
| 8.02 | Fourniture et pose d'un robinet-vanne FSH à opercule caoutchouc comprenant tube allonge, tige de vanne, garniture de route 9 kg ou volant de manœuvre | | |
| 8.02.1 | Diamètre 40 | U | 265,70 € |
| 8.02.2 | Diamètre 60 | U | 339,00 € |
| 8.02.3 | Diamètre 65 | U | 339,00 € |
| 8.02.4 | Diamètre 80 | U | 392,30 € |
| 8.02.5 | Diamètre 100 | U | 478,25 € |
| 8.02.6 | Diamètre 125 | U | 823,50 € |
| 8.02.7 | Diamètre 150 | U | 870,35 € |
| 8.02.8 | Diamètre 200 | U | 1 487,55 € |
| 8.02.9 | Diamètre 250 | U | 2 523,60 € |
| 8.03 | Fourniture et pose de raccords type adaptateur à systèmes autobutés pour PVC (anciennement SR6) | | |
| 8.03.1 | Diamètre 40 | U | 69,60 € |
| 8.03.2 | Diamètre 50/63/75 | U | 94,80 € |
| 8.03.3 | Diamètre 90 | U | 113,90 € |
| 8.03.4 | Diamètre 110 | U | 126,50 € |
| 8.03.5 | Diamètre 125 | U | 196,00 € |
| 8.03.6 | Diamètre 140 | U | 202,45 € |
| 8.03.7 | Diamètre 160 | U | 221,25 € |
| 8.03.8 | Diamètre 200 | U | 360,55 € |
| 8.03.9 | Diamètre 225 | U | 379,50 € |
| 8.03.10 | Diamètre 250 | U | 600,95 € |
| 8.04 | Fourniture et pose de coudes à brides mobiles 1/4 ou 1/8 ou 1/16 ou 1/32 | | |
| 8.04.1 | Diamètre 40 | U | 69,60 € |
| 8.04.2 | Diamètre 60/65 | U | 75,85 € |
| 8.04.3 | Diamètre 80 | U | 94,80 € |
| 8.04.4 | Diamètre 100 | U | 111,25 € |
| 8.04.5 | Diamètre 125 | U | 132,90 € |
| 8.04.6 | Diamètre 150 | U | 189,85 € |
| 8.04.7 | Diamètre 200 | U | 263,10 € |
| 8.04.8 | Diamètre 250 | U | 634,90 € |
| 8.05 | Fourniture et pose de raccords adaptateurs autobutés grandes tolérance pour fonte (anciennement BE) | | |
| 8.05.1 | Diamètre 40/50 | U | 215,05 € |
| 8.05.2 | Diamètre 60 | U | 374,95 € |
| 8.05.3 | Diamètre 80 | U | 303,65 € |
| 8.05.4 | Diamètre 100 | U | 360,55 € |
| 8.05.5 | Diamètre 125 | U | 531,35 € |
| 8.05.6 | Diamètre 150 | U | 575,50 € |
| 8.05.7 | Diamètre 200 | U | 803,20 € |

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|--|--|---------|-------------------------|
| 8.06 | Fourniture et pose d'un cône réduction à brides orientables | | |
| 8.06.1 | Cône DN 60 | U | 67,15 € |
| 8.06.2 | Cône DN 80 | U | 79,75 € |
| 8.06.3 | Cône DN 100 | U | 106,25 € |
| 8.06.4 | Cône DN 125 | U | 139,20 € |
| 8.06.5 | Cône DN 150 | U | 165,75 € |
| 8.06.6 | Cône DN 200 | U | 234,10 € |
| 8.07 | Fourniture et pose de pièces de raccords à brides en fonte émaillée non listées dans le présent bordereau, compté au kg | kg | 11,35 € |
| 9 | Equipement défense incendie | | |
| 9.01 | Fourniture et pose d'une borne de puisage DN40 avec compteur sans pièces de raccordement au réseau AEP | U | 4 316,10 € |
| 9.02 | Fourniture et pose d'un poteau incendie DN 80 sans pièces de raccordement au réseau AEP | U | 3 704,30 € |
| 9.03 | Fourniture et pose d'un poteau incendie DN 100 sans pièces de raccordement au réseau AEP | U | 3 159,20 € |
| 9.04 | Fourniture et pose d'un poteau incendie <u>renversible</u> DN 100 sans pièces de raccordement au réseau AEP | U | 3 626,40 € |
| 9.05 | Fourniture et pose d'un poteau incendie DN 150 sans pièces de raccordement au réseau AEP | U | 5 028,05 € |
| 9.06 | Rehausse poteau incendie DN 100 hauteur 0,15 | U | 85,95 € |
| 9.07 | Rehausse poteau incendie DN 100 hauteur 0,25 | U | 112,65 € |
| 9.08 | Forfait terrassement et remblaiement pour pose PI | U | 351,50 € |
| 9.09 | Forfait terrassement et remblaiement pour pose PI y compris enrobé ou béton de propreté | U | 497,30 € |
| 10 | Travaux divers pour mise en service de nouveau réseau | | |
| 10.01 | Essai de pression à 10 bars sur conduite neuve non raccordée | Forfait | 375,95 € |
| 10.02 | Javellisation et rinçage avant raccord de nouveau réseau | Forfait | 128,75 € |
| 10.03 | Surveillance travaux extérieurs | | |
| 10.03.1 | Surveillance sur nouveau réseau (lotissement ou Permis d'Aménager jusqu'à 10 parcelles, ZI, ZAC, Viabilisations et aménagements hors PA...), vérification des travaux réalisés, validation de l'essai de pression à 10 bars | Forfait | 1 080,00 € |
| 10.03.2 | Surveillance sur nouveau réseau (lotissement ou Permis d'Aménager de 11 à 20 parcelles), vérification des travaux réalisés, validation de l'essai de pression à 10 bars | Forfait | 1 650,00 € |
| 10.03.3 | Surveillance sur nouveau réseau (lotissement ou Permis d'Aménager de 21 à 40 parcelles), vérification des travaux réalisés, validation de l'essai de pression à 10 bars | Forfait | 2 225,00 € |
| 10.03.4 | Surveillance sur nouveau réseau (lotissement ou Permis d'Aménager de 41 à 80 parcelles), vérification des travaux réalisés, validation de l'essai de pression à 10 bars | Forfait | 3 330,00 € |
| 10.03.5 | Surveillance sur nouveau réseau (lotissement ou Permis d'Aménager de plus de 80 parcelles), vérification des travaux réalisés, validation de l'essai de pression à 10 bars | Forfait | 5 550,00 € |
| 10.03.6 | Contrôle d'un lotissement (jusqu'à 10 parcelles) avant voirie définitive y compris écoute pour recherche de fuites par une société spécialisée (si réception provisoire de plus d'un an) | Forfait | 370,00 € |
| 10.03.7 | Contrôle d'un lotissement (de 11 à 20 parcelles) avant voirie définitive y compris écoute pour recherche de fuites par une société spécialisée (si réception provisoire de plus d'un an) | Forfait | 555,00 € |
| 10.03.8 | Contrôle d'un lotissement (de 21 à 40 parcelles) avant voirie définitive y compris écoute pour recherche de fuites par une société spécialisée (si réception provisoire de plus d'un an) | Forfait | 750,00 € |
| 10.03.9 | Contrôle d'un lotissement (de 41 à 80 parcelles) avant voirie définitive y compris écoute pour recherche de fuites par une société spécialisée (si réception provisoire de plus d'un an) | Forfait | 1 110,00 € |
| 10.03.10 | Contrôle d'un lotissement (au-delà de 80 parcelles) avant voirie définitive y compris écoute pour recherche de fuites par une société spécialisée (si réception provisoire de plus d'un an) | Forfait | 1 850,00 € |
| 10.03.11 | Validation de tout essai de pression à 10 bars supplémentaire à celui prévu au 10.03.1 / 10.03.2 / 10.03.3 | Forfait | 185,00 € |
| 10.04 | Vannage et/ou coupure d'eau | Forfait | 140,00 € |
| Travaux de raccordement particulier | | | |
| 11 | Fourniture et pose de raccord sur conduite | | |
| 11.01 | Pièces en diamètre 25 | U | 73,45 € |
| 11.02 | Pièces en diamètre 32 | U | 85,95 € |
| 11.03 | Pièces en diamètre 40 | U | 99,95 € |
| 11.04 | Pièces en diamètre 50 | U | 112,65 € |
| 12 | Fourniture et pose d'un dispositif de raccordement type monobloc comprenant collier de prise en charge multitours FSH avec tige de manœuvre, tube allonge et garniture de route 5 kg, mise en œuvre sur tout diamètre de conduite | U | 439,00 € |

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|-----------|--|---------|-------------------------|
| 13 | Fourniture et pose de tuyau PEHD bande bleue | | |
| 13.01 | Diamètre 14/20 | m | 5,15 € |
| 13.02 | Diamètre 19/25 | m | 6,30 € |
| 13.03 | Diamètre 26/32 | m | 7,75 € |
| 13.04 | Diamètre 31/40 | m | 8,85 € |
| 13.05 | Diamètre 38/50 | m | 14,00 € |
| 13.06 | Diamètre 48/63 | m | 18,95 € |
| 13.07 | Diamètre 58/75 | m | 26,45 € |
| 13.08 | Diamètre 70/90 | m | 30,45 € |
| 14 | Percement de mur | | |
| 14.01 | Percement de mur <0,30 m | U | 69,10 € |
| 14.02 | Percement de mur >0,30 m | U | 88,30 € |
| 15 | Fourniture et pose de pièces de raccords de comptage comprenant coupure propre, filetage éventuel | | |
| 15.01 | Batterie de raccords pour comptage diamètre 15 | U | 151,80 € |
| 15.02 | Batterie de raccords pour comptage diamètre 20 | U | 164,55 € |
| 15.03 | Batterie de raccords pour comptage diamètre 25 | U | 202,45 € |
| 15.04 | Batterie de raccords pour comptage diamètre 30 | U | 215,05 € |
| 16 | Fourniture et pose de gaine TPC bleue lisse à l'intérieur pour protection de PEHD | | |
| 16.01 | Diamètre 50 | m | 6,30 € |
| 16.02 | Diamètre 63 | m | 7,75 € |
| 16.03 | Diamètre 75 | m | 8,85 € |
| 16.04 | Diamètre 90 | m | 11,35 € |
| 17 | Main-d'œuvre et location matériel | | |
| 17.01 | Main-d'œuvre d'un ouvrier de 7h30 à 17h00 (y compris déplacement) | Heure | 56,70 € |
| 17.02 | Main-d'œuvre d'un ouvrier de 17h00 à 7h30 (y compris déplacement) | Heure | 88,15 € |
| 17.03 | Main-d'œuvre d'un ouvrier les Week-end et jours fériés (y compris déplacement) | Heure | 88,15 € |
| 17.04 | Location d'un tractopelle avec chauffeur | Heure | 93,10 € |
| 17.05 | Location d'une minipelle avec chauffeur | Heure | 79,35 € |
| 17.06 | Location d'un camion benne avec chauffeur | Heure | 71,85 € |
| 18 | Terrassements (Réalisés obligatoirement par le Syndicat des Eaux ou une entreprise titulaire d'un marché avec le SEBVF) | | |
| 18.01 | Dégagement de la conduite <u>en terrain naturel</u> pour pose du collier de raccordement comprenant terrassement, remblaiement et remise en état hors réfection de chaussée | Forfait | 289,65 € |
| 18.02 | Dégagement de la conduite <u>en chaussée ou trottoir / accotement</u> pour pose du collier de raccordement comprenant terrassement, remblaiement et remise en état avec réfection de chaussée | Forfait | 377,65 € |
| 18.03 | Terrassement en tranchée <u>en terrain naturel</u> pour conduite de raccordement comprenant terrassement, évacuation des déblais excédentaires, remblaiement en calcaire 6/15 si nécessaire et remise en place des déblais réutilisés | ml | 63,00 € |
| 18.04 | Terrassement en tranchée <u>en chaussée ou trottoir / accotement</u> pour conduite de raccordement comprenant terrassement, évacuation des déblais en décharge, remblaiement en matériaux d'apport, compactage, avec réfection des surfaces ou par fonçage pour traversée de chaussée | ml | 176,20 € |
| 18.05 | Terrassement en tranchée <u>en chaussée ou trottoir / accotement</u> pour conduite de raccordement comprenant terrassement, évacuation des déblais en décharge, remblaiement en matériaux d'apport, compactage, <u>sans</u> réfection des surfaces ou par fonçage pour traversée de chaussée | ml | 130,20 € |
| 18.06 | Traversée de fossé ou ruisseau au fond incluant détournement et épuisement de l'eau y compris terrassement et remblais des niches | | sur devis |
| 18.07 | Forage dirigé pour canalisation de raccordement y compris amenée et repli, terrassement et remblais des niches | | sur devis |
| 18.08 | Croisement de canalisation ou ouvrage | U | 52,90 € |
| 18.09 | Plus-value au prix 18.03 à 18.04 pour utilisation du brise roche | ml | 15,05 € |
| 18.10 | Plus-value au prix 18.03 pour mise en œuvre bi-couche | ml | 25,20 € |
| 18.11 | Tamponnage d'un raccordement sur conduite principale y compris terrassement, remblaiement, réfection des surfaces à l'identique, sans le vannage | Forfait | 528,65 € |
| 18.12 | Dépose ou mise à niveau d'une borne ou d'un regard de comptage y compris terrassement, remblaiement et réfection des surfaces à l'identique | Forfait | 396,50 € |
| 18.13 | Dépose ou mise à niveau d'une borne ou d'un regard de comptage sans terrassement, sans remblaiement | Forfait | 181,55 € |
| 18.14 | Mise en œuvre d'un calage (hors fourniture qui fera l'objet d'un prix public + 15 %) | Forfait | 188,95 € |

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|-----------|---|---------|-------------------------|
| 19 | Fourniture et Pose de compteurs | | |
| 19.01 | Diamètre 15 | U | 246,75 € |
| 19.02 | Diamètre 20 | U | 259,35 € |
| 19.03 | Diamètre 25 | U | 325,10 € |
| 19.04 | Diamètre 30 | U | 398,45 € |
| 19.05 | Diamètre 40 | U | 492,10 € |
| 20 | Regards et bornes de compteurs incongelables, robinet de chantier | | |
| 20.01 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur y compris terrassement, remblaiement | U | 759,00 € |
| 20.02 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur <u>sans terrassement</u> , avec remblaiement | U | 632,50 € |
| 20.03 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur avec terrassement, <u>sans remblaiement</u> | U | 632,50 € |
| 20.04 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur <u>sans terrassement</u> , <u>sans remblaiement</u> | U | 506,10 € |
| 20.05 | Fourniture et pose de borne de comptage pré-équipée pour mise en place d'un compteur y compris terrassement et remblaiement | U | 759,00 € |
| 20.06 | Fourniture et pose de borne de comptage pré-équipée pour mise en place d'un compteur <u>sans terrassement</u> , avec remblaiement | U | 632,50 € |
| 20.07 | Fourniture et pose de borne de comptage pré-équipée pour mise en place d'un compteur avec terrassement, <u>sans remblaiement</u> | U | 632,50 € |
| 20.08 | Fourniture et pose de borne de comptage pré-équipée pour mise en place d'un compteur <u>sans terrassement</u> , <u>sans remblaiement</u> | U | 506,10 € |
| 20.09 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 2 compteurs y compris terrassement, remblaiement | U | 898,15 € |
| 20.10 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 2 compteurs <u>sans terrassement</u> , avec remblaiement | U | 759,00 € |
| 20.11 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 2 compteurs avec terrassement, <u>sans remblaiement</u> | U | 759,00 € |
| 20.12 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 2 compteurs <u>sans terrassement</u> , <u>sans remblaiement</u> | U | 613,50 € |
| 20.13 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 3 ou 4 compteurs y compris terrassement, remblaiement | U | 1 416,75 € |
| 20.14 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 3 ou 4 compteurs <u>sans terrassement</u> , avec remblaiement | U | 1 284,05 € |
| 20.15 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 3 ou 4 compteurs avec terrassement, <u>sans remblaiement</u> | U | 1 284,05 € |
| 20.16 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 3 ou 4 compteurs <u>sans terrassement</u> , <u>sans remblaiement</u> | U | 1 157,40 € |
| 20.17 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 5 ou 6 compteurs y compris terrassement, remblaiement | U | 1 986,05 € |
| 20.18 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 5 ou 6 compteurs <u>sans terrassement</u> , avec remblaiement | U | 1 846,90 € |
| 20.19 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 5 ou 6 compteurs avec terrassement, <u>sans remblaiement</u> | U | 1 846,90 € |
| 20.20 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place de 5 ou 6 compteurs <u>sans terrassement</u> , <u>sans remblaiement</u> | U | 1 625,55 € |
| 20.21 | Mise à niveau de regard de comptage après 1ère mise en place, sans terrassement mécanique | U | 107,60 € |
| 20.22 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur DN 20, entrée et sortie en PEHD 20mm sans terrassement, sans remblaiement | U | 763,85 € |
| 20.23 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur DN 25, entrée et sortie en PEHD 40mm sans terrassement, sans remblaiement | U | 1 111,05 € |
| 20.24 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur DN 30, entrée et sortie en PEHD 40mm sans terrassement, sans remblaiement | U | 1 192,05 € |
| 20.25 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur DN 30, entrée et sortie en PEHD 63mm sans terrassement, sans remblaiement | U | 1 308,80 € |
| 20.26 | Fourniture et pose de regard de comptage pour mise en place d'un compteur DN 40, entrée et sortie en PEHD 63mm sans terrassement, sans remblaiement | u | 1 759,15 € |
| 20.27 | Terrassement et remblaiement pour pose d'un regard de comptage pour compteur supérieur au DN15 | Forfait | 497,65 € |
| 20.28 | Fourniture et pose d'un robinet | U | 69,60 € |
| 20.29 | Amorce en PE Ø32 mm (sans robinet de chantier) | U | 55,60 € |

| CODE | DESCRIPTIF DE LA PRESTATION | UNITE | PRIX UNITAIRE 2023 (HT) |
|-----------|---|---------|-------------------------|
| 21 | Main-d'œuvre et travaux divers | | |
| 21.01 | Dégel de conduite | Heure | 54,65 € |
| 21.02 | Fermeture et/ou ouverture d'eau avec ou sans abonnement (vanne de raccordement) | Forfait | 56,65 € |
| 21.03 | Fermeture d'eau avec ou sans dépose de compteur dans le cadre des impayés | Forfait | 56,65 € |
| 21.04 | Changement compteur DN 15 endommagé par gel ou autre sans que la responsabilité du SEBVF soit engagée y compris déplacement et intervention sur site < à 1h30 (au-delà 1h30 les positions 17.01 - 17.02 ou 17.03 seront appliquées) | U | 328,55 € |
| 21.05 | Changement compteur DN 20 endommagé par gel ou autre sans que la responsabilité du SEBVF soit engagée y compris déplacement et intervention sur site < à 1h30 (au-delà 1h30 les positions 17.01 - 17.02 ou 17.03 seront appliquées) | U | 340,95 € |
| 21.06 | Changement compteur DN 25 endommagé par gel ou autre sans que la responsabilité du SEBVF soit engagée y compris déplacement et intervention sur site < à 1h30 (au-delà 1h30 les positions 17.01 - 17.02 ou 17.03 seront appliquées) | U | 406,75 € |
| 21.07 | Changement compteur DN 30 endommagé par gel ou autre sans que la responsabilité du SEBVF soit engagée y compris déplacement et intervention sur site < à 1h30 (au-delà 1h30 les positions 17.01 - 17.02 ou 17.03 seront appliquées) | U | 479,60 € |
| 21.08 | Changement compteur DN 40 endommagé par gel ou autre sans que la responsabilité du SEBVF soit engagée y compris déplacement et intervention sur site < à 1h30 (au-delà 1h30 les positions 17.01 - 17.02 ou 17.03 seront appliquées) | U | 572,75 € |
| 21.11 | Déplacement de compteur existant | | sur devis |
| 21.12 | Pose de compteur supplémentaire | | sur devis |
| 21.13 | Ouverture d'eau sans abonnement préalable | | sur devis |
| 21.14 | Ouverture d'eau avec abonnement préalable de moins de 36 mois | Forfait | 79,30 € |
| 21.15 | Réouverture d'eau y compris repose du compteur dans le cadre des impayés | Forfait | 79,30 € |
| 21.16 | Fourniture et pose tête de robinet pour borne ou regard de comptage | U | 38,05 € |
| 21.17 | Remplacement de coiffe isolante dans borne ou regard de comptage | U | 73,10 € |
| 21.18 | Remplacement de la partie supérieure de la borne ou du regard de comptage | Forfait | 352,25 € |
| 21.19 | Dépose de compteur | Forfait | 79,30 € |
| 21.20 | Chèque de caution pour prise d'eau temporaire (sans abonnement) | Forfait | 618,00 € |
| 21.21 | Clé en laiton pour borne de comptage MAEC | U | 24,80 € |
| 22 | Etablissement de plans | | |
| 22.01 | Communes jusqu'à 2 000 habitants | Forfait | 62,85 € |
| 22.02 | Communes au-delà de 2 000 habitants | Forfait | 90,65 € |
| 23 | Intervention -Prise illégale d'eau sur hydrant ou sur réseau | | |
| 23.01 | Intervention d'un particulier sur organe du syndicat avant compteur | Forfait | 295,00 € |
| 23.02 | 1er constat de prise illégale d'eau sur hydrant ou sur réseau | Forfait | 575,00 € |
| 23.03 | 2ème constat de prise illégale d'eau sur hydrant ou sur réseau | Forfait | 1 150,00 € |
| 23.04 | 3ème constat (et au-delà) de prise illégale d'eau sur hydrant ou sur réseau | Forfait | 2 300,00 € |
| 23.05 | Expertise de compteur à la demande de l'abonné (facturé si respect des tolérances) | Forfait | 275,00 € |
| 23.06 | Amende pour absence du plombage au niveau du compteur de l'abonné | Forfait | 110,00 € |

LES PRESTATIONS NON STIPULEES AU PRESENT BORDEREAU FERONT L'OBJET D'UN DEVIS ETABLI COMME SUIV :
PRIX PUBLIC MAJORE DE 15 %

Envoyé en préfecture le 28/11/2022

Reçu en préfecture le 28/11/2022

Publié le 28/11/2022

ID : 057-200067502-20221115-CC_20221115_08-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU 15 novembre 2022

- **Conseillers élus : 78** * En exercice : 78.....
- **Présents : 48**
M. Salvatore COSCARELLA, Président,
M. Tristan ATMANIA, Secrétaire de Séance,
MM. TREUVELOT, YILDIRIM, ADIER, YAHIAOUI, BALLEVRE, WALKOWIAK, JACQUOT, FRANKE, MEKETYN, SCHULER, ZIMNY, BINTZ, RENARD, Vice-Présidents,
MM. KONIECZNY, MAYOT, Mme PILARD, M. SCHRIE, Mme BUSDON, MM. CLAISER, BISCHOFF, SEICHEPINE, FRANCK, ADRIAN, KIRCH, BALLIE, ZOR,
Mme TREDEMY, MM. MAUGLAVE, STINCO, Mme LUDMANN, Mmes AITOU, GUERRERO, M. BECK, Mme MELLARD, M. MENIERE, Mme SCHWEITZER, M. LETULLIER,
Mme BECKER-SARDEL-MANN, M. LAUER, Mme GUERRI, M. GAUDIG, Mme BETTINGER, M. HELFENSTEIN, Mme ANNECCA-BECKA, MM. BREM, TOURSCHER.
- **Absents représentés par leurs suppléants : 2**
M. Sébastien THISSE, Conseiller Communautaire (Freyboos) par M. Fabrice BISCHOFF, Suppléant ;
M. Dominique GROSS, Conseiller Communautaire (Loring) par M. Alain KIRCH, Suppléant ;
- **Absents ayant donné procuration à des membres présents : 14**
Mme Manelle NICOLAS, Conseillère Communautaire de Carling à M. Gaston ADIER, Vice-Président ;
M. Jean-Claude BOHN, Conseiller Communautaire d'Estroff à M. Antoine FRANKE, Vice-Président ;
Mme Stéphanie LATTI, Conseillère Communautaire de Folschviller à M. Philippe RENARD, Vice-Président ;
M. Claude STAUB, Conseiller Communautaire de Folschviller à M. Didier ZIMNY, Vice-Président ;
M. Sébastien CLAMME, Conseiller Communautaire de Lachambre à M. Jean-Jacques BALLEVRE, Vice-Président ;
M. René KAPFER, Conseiller Communautaire de Lelling à M. Rémy FRANCK, Conseiller Communautaire de Gueseling-Härseling ;
Mme Myriam HENCKENROGER, Conseillère Communautaire de L'Hôpital à M. Michel MAUGLAVE, Conseiller Communautaire de L'Hôpital ;
M. Jean-Paul LALLOUETTE, Conseiller Communautaire de Macheren à M. Jean MEKETYN, Vice-Président ;
M. René STENER, Conseiller Communautaire de St Avold à M. Unit YILDIRIM, Vice-Président ;
Mme Christine KLEIN-MORAWSKI, Conseillère Communautaire de St Avold à Mme Monique BETTINGER, Conseillère Communautaire de St Avold ;
M. Gérald VECCHIO, Conseiller Communautaire de St Avold à Mme Raymonde SCHWEITZER, Conseillère Communautaire de St Avold ;
M. André WIGJECZKOWSKI, Conseiller Communautaire de St Avold à M. Tristan ATMANIA, Conseiller Communautaire de St Avold ;
Mme Nathalie PILL, Conseillère Communautaire de St Avold à M. Emmanuel SCHULER, Vice-Président ;
M. Cédric MULLER, Conseiller Communautaire de Viller à M. Julien CLAISER, Conseiller Communautaire d'Eincheville ;
- **Absents excusés : 7**
M. Rémy THIS, Conseiller Communautaire de Boustroff ;
M. Roland IMHOFF, Conseiller Communautaire de Gréning ;
M. Sébastien MARET, Conseiller Communautaire de Landroff ;
Mme Irène CORDIER, Conseillère Communautaire de Macheren ;
Mme Esthéra NAJRI, Conseillère Communautaire de St Avold ;
M. Jean-Luc KLEIN, Conseiller Communautaire de Suisse ;
Mme Olga KLUCZYK-WEISS, Conseillère Communautaire de Valmont ;
- **Absents non excusés : 9**
M. Guy BORN, Conseiller Communautaire (Berig-Vintrange) ;
M. Christophe BADO, Conseiller Communautaire (Biding) ;
M. Jean DELLES, Conseiller Communautaire (Baberf) ;
M. Philippe KOEHLER, Conseiller Communautaire (Folschviller) ;
M. Laurent FILLIUNG, Conseiller Communautaire (Férmestroff) ;
M. Fabrice MAJEWSKI, Conseiller Communautaire (L'Hôpital) ;
M. Sébastien LANG, Conseiller Communautaire (Montard) ;
M. Vincent MULLER, Conseiller Communautaire (Pelt-Tengelin) ;
M. Roger PIERSON, Conseiller Communautaire (Vallerange).

Point n° 8

OBJET : Convention vente d'eau SEBVF.

Rapporteur : M. Jean-Jacques BALLEVRE, Vice-Président

Le Vice-Président,

- propose de maintenir l'alimentation en eau potable de LAUDREFANG et TETING-SUR-NIED depuis les infrastructures de FOLSCHVILLER et VALMONT

- fait lecture du projet de convention pour la fourniture d'eau au SEBVF au prix de 0.40 € HT

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le 28/11/2022
ID : 057-200067502-20221115-CC_20221115_08-DE

Le Conseil Communautaire est invité à homologuer :

- 1) la convention à intervenir avec le Syndicat des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont ;
- 2) autoriser M. le Président ou son représentant à signer tous les documents y relatifs et lui donner tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

Décision du Conseil Communautaire :

Aucune observation n'étant formulée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme
Saint-Avold, le 22 novembre 2022

Le Président,

S. COSCARELLA



Contrat de vente d'eau potable en gros

Contrat conclu entre :

a) Communauté d'Agglomération de Saint-Avoid Synergie (CASAS)

ci-après dénommé « collectivité A », représentée par **M. Salvatore COSCARELLA**
Président, autorisé par délibération en date du 15 novembre 2022
à le signer.

b) Syndicat des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont (SEBVF)

ci-après dénommé « collectivité B », représentée par **M. Pierre BLANCHARD**
Président, autorisé par délibération en date du 8 décembre 2022
à le signer.

Article 1^{er} – Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la vente en gros d'eau potable par la collectivité A à la collectivité B.

Article 2 – Provenance de l'eau

L'eau livrée à la collectivité B proviendra des ouvrages de production d'eau suivants :

- F8 et F9 situés en Forêt de Longeville-Lès-St-Avoid.
- Usine de traitement de DOURD'HAL.

Un plan de situation est joint en annexe 1. La procédure de DUP est en cours.

La collectivité A communiquera à la collectivité B, les résultats des analyses de l'eau brute prélevée pour alimenter ces ouvrages à la fréquence des analyses du suivi dans le cadre réglementaire, sous 15 jours après réception.

Article 3 – Volumes livrés

La collectivité A s'engage à livrer les volumes d'eau demandés par la collectivité B, dans la limite d'un volume de 100 000 m³ par an.

SEBVF/6138/2022/HS/NP/AT

1

Toutefois, les livraisons de la collectivité A ne pourront pas dépasser les volumes suivants :

- journaliers : 1 000 m³

Les volumes d'eau effectivement livrés seront mesurés au moyen d'un compteur placé au point de livraison indiqué à l'article 4.

Article 4 – Point de livraison

L'eau potable sera livrée au point suivant :

en limite administrative entre les Communes de Laudrefang et Tétting-sur-Nied dans un regard à construire à la charge du SEBVF sur la conduite en PVC DN 160 mm du Réservoir du Furst à Monplaisir. Plan de situation en annexe 2.

Ce point de livraison est muni de l'équipement suivant :

- compteur conforme à la réglementation relative aux instruments de mesures.

Le schéma des équipements mis en place : vannes, compteurs, système de prélèvement d'eau, est joint en annexe 3.

Pendant la durée du présent contrat, la maintenance des équipements du point de livraison, ainsi que leur remplacement lorsqu'il est nécessaire, sera assuré sous la responsabilité et aux frais de la Collectivité A.

Les agents habilités à manœuvrer les installations du point de livraison sont :

- Les agents des Services des Eaux : de la CASAS et du SEBVF.

Article 5 – Comptage de l'eau

Le compteur mentionné aux articles 3 et 4 doit être d'un type et d'un modèle conforme à la réglementation relative aux instruments de mesure. Il sera constamment maintenu dans un état permettant de garantir l'exactitude et la précision du comptage fixées par cette même réglementation.

Chacune des collectivités A et B dispose, à tout moment, de la faculté de faire procéder à la vérification du bon fonctionnement du compteur.

La collectivité A est chargée de la maintenance et du remplacement des équipements du point de livraison.

La collectivité A fait procéder à cette opération au moins une fois par an dans le cadre de la maintenance qu'elle assure en application de l'article 4. Les vérifications supplémentaires décidées par la collectivité A sont toujours réalisées à ses frais.

Lorsqu'une vérification supplémentaire est demandée par la collectivité B, le coût correspondant est mis à la charge :

- de la collectivité B si le compteur est déclaré conforme à la réglementation ;
- de la collectivité A si le compteur est déclaré non conforme à la réglementation.

Dans le cas où la non-conformité du compteur est constatée, la collectivité A doit immédiatement le réparer ou le remplacer. Le volume d'eau livré est alors évalué, pour la période de facturation en cours :

- soit en appliquant un coefficient de correction au volume indiqué par le compteur, s'il a été montré que l'erreur de mesure est de type systématique ;
- soit sur la base du volume d'eau livré pendant la période de l'année précédente, éventuellement corrigé en tenant compte de l'évolution des consommations d'eau facturées par la collectivité A à ses abonnés pour chacune des deux années ;
- soit, si aucune des deux méthodes précédentes ne peut être mise en œuvre, sur la base de toutes justifications qui seront fournies par chacune des deux collectivités.

La collectivité A réalise un relevé du compteur mensuellement. Elle adresse chacun des relevés à la collectivité B (le 5 du mois par courriel à l'adresse contact@sebv.com).

Article 6 – Pression de l'eau livrée

Pendant toutes les périodes de livraison de l'eau, la collectivité B devra assurer au point de livraison une pression comprise entre 2 et 7 bars.

Cependant, les pressions situées en dehors des limites fixées ci-dessus ne seront pas considérées comme des défaillances si elles ne persistent pas pendant plus de ½ journée

Article 7 – Qualité de l'eau livrée

Contrat d'achat/vente d'eau potable

La qualité de l'eau livrée par la collectivité A devra être à tout moment conforme à la réglementation en vigueur relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

En outre, les caractéristiques particulières suivantes, s'ajoutant à celles fixées par la réglementation précitée, devront également être respectées :

- NTU : 0,2

Le contrôle de la qualité de l'eau livrée sera effectué au moyen de prélèvements réalisés au point de livraison, selon une périodicité de mensuelle.

Ces prélèvements, ainsi que les analyses correspondant à chacun d'eux, seront exécutés sous la responsabilité et aux frais de la Collectivité A.

Chaque analyse sera de type D1.

Les résultats des analyses seront communiqués sans délai à la Collectivité B par la Collectivité A, le 5 du mois en même temps que le volume du mois écoulé.

Article 8 – Prix de l'eau livrée

Le prix de l'eau livrée comporte trois composantes :

- a) la part couvrant les charges de production et de fourniture de l'eau supportées par la collectivité A ;
- b) la participation de la collectivité A à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- c) la TVA.

Le prix de base de l'eau livrée est défini comme suit :

- part revenant à la collectivité A :

Partie proportionnelle 0,40 €/m³ HT.

- la redevance de préservation des ressources en eau sera à la charge de la collectivité A et est donc incluse dans le prix de base.

Le prix de l'eau livrée au cours de chaque période de facturation est calculé (annuellement) à partir du prix, selon les modalités suivantes :

$$T_N + T_0 \times \frac{IN}{IO}$$

T_N est le tarif de fourniture de l'eau applicable à la collectivité B, en vigueur à la date du début de la période de livraison de l'eau donnant lieu à facturation (Révision annuelle au 1^{er} janvier de l'année à venir).

T_0 est le tarif de fourniture de l'eau applicable à la collectivité B ($T_0 = 0,40$ € HT), avec une révision annuelle.

IN = Indice des Prix à la Consommation (IPC) Insee au 01/01 de l'année N

IO = Indice des Prix à la Consommation (IPC) Insee au 1^{er} janvier 2023

- Taxe à la valeur ajoutée : la TVA sera calculée au moment de chaque facturation en appliquant les dispositions fiscales en vigueur.

Article 9 – Modalités de paiement

Dès qu'un relevé du compteur a été effectué suivant la périodicité fixée à l'article 5 (mensuelle), la collectivité A établit une facture qui est adressée à la collectivité B.

Chaque facture présente un calcul détaillé des différentes composantes du prix de l'eau livrée, qui sont définies à l'article 8. Toutes justifications utiles sont fournies concernant les valeurs des indices et autres paramètres inclus dans le calcul.

La collectivité A dispose d'un délai de 30 jours francs, à compter de la date de réception de la facture, pour procéder au règlement ou pour adresser une réclamation dûment motivée à la collectivité A.

Dès l'expiration du délai, toute somme restant due porte intérêt au taux d'intérêt légal.

Article 10 – Durée

Le présent contrat est conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

Un an avant la date d'expiration, la collectivité A et la collectivité B conviennent de désigner des représentants qui se rencontreront en vue de définir les modalités de fin de contrat ainsi que, s'il y a lieu, les modalités de poursuite de la livraison de l'eau.

Article 11 – Défaillances

Afin d'assurer pendant toute la durée du présent contrat la livraison de l'eau à la collectivité B dans les conditions prévues, la collectivité A s'engage à maintenir constamment en état de fonctionnement normal les ouvrages de production de l'eau désignés à l'article 2 ainsi que les ouvrages de transport de l'eau jusqu'au point de livraison désigné à l'article 4.

En cas de défaillance de quelque nature qu'elle soit empêchant la livraison normale de l'eau (impossibilité de fournir les volumes fixés, anomalie persistance de pression, non-conformité de la qualité de l'eau), la collectivité A devra :

- a) informer immédiatement la collectivité B en lui fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible ;
- b) prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique ;
- c) remettre en état de fonctionnement, le plus rapidement possible, ses installations ;
- d) garantir la collectivité B, si celle-ci le demande parce que sa responsabilité civile est engagée vis-à-vis d'usagers de son service de distribution d'eau potable ou de tiers en raison de la défaillance.

Les alinéas c) et d) ci-dessus ne sont pas applicables lorsque l'origine de la défaillance est étrangère à la collectivité A (rupture de l'approvisionnement en produits de traitement ou en énergie nécessaire à la production de l'eau, mouvement de grève,...).

Si une défaillance dont la collectivité A est responsable se prolonge indûment, ou si les défaillances de ce type se renouvellent fréquemment, la collectivité B sera fondée à réclamer soit la résiliation du présent contrat, soit des indemnités proportionnelles au préjudice qu'elle subit.

Article 12 – Exécution du contrat

La collectivité A et la collectivité B ont le droit, chacune en ce qui la concerne, soit d'exécuter elles-mêmes les dispositions du présent contrat, soit de les faire exécuter, en tout ou en partie, par un délégué.

A la date de signature du présent contrat :

- la gestion des ouvrages de production et de transport d'eau de la collectivité A est assurée en régie.
- la responsabilité des achats d'eau destinés à la collectivité B est confiée au :
Syndicat des Eaux de Basse-Vigneulles et Faulquemont, Monsieur le Président.

L'organisation des services de la collectivité A et de la collectivité B pourra être modifiée à tout moment. Dans ce cas, la modification devra être immédiatement notifiée à l'autre cocontractant en précisant les changements qui en résultent pour l'attribution des responsabilités d'exécution du présent contrat. Ces responsabilités seront alors automatiquement transférées au nouvel organisme désigné par la collectivité compétente.

Si une délégation de l'un des services publics concernés intervient, le présent contrat devra obligatoirement être annexé au contrat de délégation, qui devra définir clairement les responsabilités du délégataire pour l'exécution des achats ou des ventes d'eau.

Article 13 – Litiges

Tout litige survenant pour l'application du présent contrat pourra être soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

Article 14 – Clauses particulières

Le Présent contrat peut être résilié à l'initiative de la Collectivité B, si celle-ci réalise avant l'échéance. Les travaux d'interconnexion avec son propre réseau. La notification devra intervenir avant le 30 juin de l'année en cours.

Dans un souci de secours mutuel, l'interconnexion pourra demeurer en cas de nécessité.

A Saint-Avold, le

A Faulquemont, le

Le Président,

Le Président,

Salvatore COSCARELLA.

Pierre BLANCHARD.

ANNEXE 3



Collectivité

CONVENTION PORTANT SUR LES CONDITIONS DE RECOUVREMENT DES PRODUITS¹ LOCAUX

La présente convention précise les domaines dans lesquels les deux partenaires que sont l'ordonnateur et son comptable assignataire peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits mis en recouvrement par la collectivité locale auprès du comptable public.

Elle s'appuie sur la « charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics », signée par la DGFIP et les associations nationales représentatives des élus locaux, dont les axes constituent des voies opérationnelles d'optimisation du recouvrement et de la qualité du service rendu aux usagers.

Elle vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.

Entre

La COLLECTIVITE
représentée par Madame, Monsieur
dans sa séance du 00/00/0000, en sa qualité d'ordonnateur

autorisé(e) par le Conseil

et

Le comptable assignataire de la collectivité XXXXX, Madame, Monsieur XXXXXXXX désigné par arrêté du 00/00/0000

a été convenu ce qui suit :

¹ hors fiscalité et dotations

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention se fixe comme objectif de renforcer les relations de travail existant entre les services de l'ordonnateur et ceux du comptable dans le but d'améliorer le recouvrement des produits locaux et de mettre en œuvre la sélectivité de l'action en recouvrement.

Afin d'y parvenir, un véritable partenariat doit se développer, fondé sur l'implication de l'ensemble des acteurs et de leurs services.

L'ordonnateur s'engage à :

- émettre les titres tout au long de l'année selon un flux régulier et dans un délai maximal de 30 jours après la constatation des droits ;
- ne pas émettre les créances de la Collectivité en dessous du seuil de 15 Euros fixé par les articles L1611-5 et D1611-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- veiller à la qualité des informations portées sur les titres de recettes et notamment :
 - la désignation précise et complète des débiteurs : civilité, nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse complète, numéro SIRET et raison sociale pour les entreprises ;
 - le respect des consignes de saisie des tiers définies dans l'annexe ci-jointe
 - la présence sur les avis des mentions obligatoires relatives à leur caractère exécutoire ;
 - le détail des éléments de liquidation et l'adjonction, si nécessaire, des pièces justificatives permettant au comptable, en application de l'article 19-1 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, de contrôler la régularité de l'autorisation de percevoir la recette ;
 - les informations permettant au débiteur de s'acquitter de sa dette par des moyens modernes de paiement et de faciliter son orientation entre les différents services (coordonnées et champ de compétence de l'ordonnateur et du comptable).
- émettre les titres de recette (rôles de cantine, de garderie et factures d'eau, d'assainissement, d'ordures ménagères...) selon un planning annuel établi en tout début d'exercice ;
- en cas de recherche infructueuse du comptable, de fournir les renseignements détenus permettant au comptable de procéder au recouvrement contentieux de la créance. Sans prétendre à l'exhaustivité, un recouvrement efficace est conditionné par la connaissance de l'employeur, du ou des comptes bancaires, de la date de naissance et de l'adresse réelle, et éventuellement du patrimoine du débiteur ;
- faciliter l'action en recouvrement du comptable par une autorisation permanente et générale de poursuites ;
- présenter au Conseil de la collectivité les demandes d'admission en non-valeur dans les meilleurs délais et de motiver les refus éventuels.

Le comptable s'engage à :

- transmettre à l'ordonnateur le relevé des recettes perçues avant émission de titres selon une périodicité fixée à
- mettre effectivement à disposition de l'ordonnateur les informations relatives à la trésorerie et à la situation du recouvrement via l'accès au portail HELIOS :
- identifier et signaler les chèques remis par les régisseurs qui s'avèrent sans provision. Ainsi, l'ordonnateur pourra émettre dans les meilleurs délais un titre de recette à l'encontre des débiteurs défaillants :
- renvoyer les avis de rejet de prélèvement faisant suite à des clôtures de comptes ou à des modifications des données bancaires, afin que l'ordonnateur puisse mettre à jour ces données d'identification bancaire s'il s'agit de prélèvement à l'initiative de l'ordonnateur et émettre un titre de recette à l'encontre des débiteurs défaillants :
- transmettre la liste des avis des sommes à payer (ASAP) que La Poste n'a pu distribuer, le cas échéant annotée de la nouvelle adresse du débiteur pour information et suite à donner quant au fichier des tiers :
- rendre compte, à chaque demande de l'ordonnateur, des poursuites exercées sur les dossiers à enjeu :
- rendre compte des difficultés de recouvrement à l'aide notamment de la transmission d'états de restes à recouvrer assortis d'une analyse circonstanciée afin que l'ordonnateur puisse être en mesure de suivre le recouvrement des produits et de donner tout renseignement utile à l'action en recouvrement. La gestion de la base tiers est une politique commune définie conjointement par l'ordonnateur et le comptable :
- respecter le calendrier d'envoi des documents de rappel et poursuites (paramétrage Hélios) :
 - une lettre de relance sera adressée à l'ensemble des débiteurs après l'expiration d'un délai de 30 ou 45 jours suivant la date d'échéance indiquée sur l'avis des sommes à payer ou à défaut sa date de prise en charge ou de postalisation :
 - une saisie administrative à tiers détenteur pourra être notifiée selon la nature des renseignements détenus après l'expiration d'un délai de 30 ou 45 jours suivant l'envoi de la lettre de relance :
 - en l'absence de tiers saisissable, une phase comminatoire pourra être exercée par huissier de justice 30 ou 45 jours après l'envoi de la lettre de relance :
 - en l'absence d'information sur un tiers détenteur potentiel ou en cas d'échec des procédures engagées, pour les seules créances à enjeu, le comptable pourra diligenter une procédure de saisie-vente 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure de payer :
 - selon le contexte, des procédures complémentaires pourront être engagées dans le respect des seuils définis dans le tableau figurant en page 4 :
- présenter chaque année, si des irrécouvrables sont constatés, des états d'admission en non-valeur.

CONJOINTEMENT, l'ordonnateur et le comptable S'ENGAGENT à :

- étudier la mise en place rapide de moyens modernes d'encaissement (Titres payables par Internet TIPI, prélèvement à l'échéance, carte bancaire) :
- étudier la possibilité de mettre en place une fiche de visite commune permettant de prendre en charge les réclamations des usagers pour le compte du comptable ou de la collectivité, et de les communiquer au service compétent :
- collaborer à l'information des usagers par des actions de communication coordonnées (messages d'information, notamment en matière de moyens modernes de paiement, sur le site internet de la collectivité : insertion des coordonnées de la trésorerie...) :
- développer la mise en place des régies de recettes en s'appuyant sur l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 relative aux régies comptables du secteur public local ainsi que sur la documentation disponible sur le site des collectivités locales. A ce titre, le regroupement des régies existantes devra être encouragé afin de diminuer les coûts de fonctionnement et de faciliter la gestion et les opérations de contrôles :
- le comptable s'engage à dispenser auprès des régisseurs de recettes et des ordonnateurs qui en feraient la demande, une formation relative à la création, l'organisation et le fonctionnement des régies comptables du secteur public local :
- l'ordonnateur et le comptable s'engagent à sécuriser le fonctionnement des régies existantes en développant les contrôles nécessaires à la réduction des risques de gestion de fait et de détournements. A ce titre, le comptable et l'ordonnateur s'informeront immédiatement en cas de découvertes d'irrégularités dans le fonctionnement de la régie et prendront rapidement les mesures nécessaires. L'ordonnateur veillera à la bonne application des mesures correctives suggérées par le comptable à l'issue de ses contrôles sur pièces et sur place.
- définir une politique de recouvrement sur les bases suivantes :

| Acte de poursuite - procédure engagée | Seuils retenus | Autorisation de poursuivre générale et permanente |
|---|----------------|---|
| Lettre de relance - | 5 € | - |
| Phase comminatoire (huissier de justice) | 5 € | - |
| SATD caf, employeur et autre tiers | 30 € | OUI |
| SATD bancaire | 30 € | OUI |
| Saisie-vente – Procédure de saisie extérieure – Indisponibilité de carte grise-SATD sur contrat d'assurance-vie | 500 € | OUI |
| Hypothèque – Mise en cause devant le JEX d'un tiers détenteur défaillant – | 1500 € | OUI |

Afin d'accélérer l'apurement comptable de certaines créances, l'ordonnateur et le comptable s'engagent également à mettre en œuvre les actions permettant :

- l'admission automatique en non-valeur des reliquats inférieurs au seuil retenu pour l'envoi d'une saisie à tiers détenteur dès l'année suivant leur émission, à défaut de facturation courante ;
- l'admission en non-valeur des créances en l'absence de recouvrement à l'issue de la phase contentieuse menée conformément aux seuils déterminés supra dans un délai maximal de 4 ans suivant leur émission ;
- la prise d'une délibération de non-valeur des créances effacées définitivement dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel ou de liquidation judiciaire, décisions liant la collectivité ;
- l'examen conjoint et au minimum annuel des créances irrécouvrables pour en tirer les enseignements et améliorer tout ou partie de la chaîne des recettes, de l'émission du titre jusqu'à son apurement.

Un bilan de l'application de cette convention sera également dressé annuellement entre l'ordonnateur et le comptable.

Suite à ce bilan, toutes dispositions existantes ou complémentaires pourront être revues ou prévues.

Le cas échéant, un avenant traduira ces modifications.

En cas de changement de comptable assignataire ou de renouvellement électoral, la présente convention est caduque. Une nouvelle convention sera signée entre les parties.

Dressé en deux originaux à _____ le _____

L'ordonnateur

Le comptable

ANNEXE 4

SYNTHESE DES IMPAYES au 15.11.2022

| | 15.03.2010 | 15.03.2011 | 15.03.2012 | 07.03.2013 | 18.03.2014 | 19.03.2015 | 15.03.2016 | 07.03.2017 | 13.07.2017 | 13.11.2017 | 15.03.2018 | 16.07.2018 | 16.11.2018 | 29.04.2019 | 15.07.2019 | 31.10.2019 | 10.02.2020 | 10.11.2020 | 15.03.2021 | 16.07.2021 | 15.11.2021 | 15.03.2022 | 13.09.2022 | 15.11.2022 | |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------|
| 1997 | 174,34 € | 72,45 € | 72,45 € | 72,45 € | 72,45 € | 72,45 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1998 | 72,15 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1999 | 180,18 € | 79,81 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2000 | 1 147,16 € | 1 147,16 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 724,14 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | 98,15 € | | | | | | | |
| 2001 | 2 194,74 € | 2 194,74 € | 1 719,50 € | 1 681,64 € | 1 681,64 € | 1 681,64 € | 1 408,74 € | 1 146,53 € | 1 139,03 € | 1 139,03 € | 248,12 € | 248,12 € | 248,12 € | 248,12 € | 248,12 € | 248,12 € | 228,91 € | 14,97 € | 5,37 € | | | | | | |
| 2002 | 4 884,60 € | 4 199,18 € | 3 971,36 € | 3 860,98 € | 3 860,98 € | 3 860,98 € | 3 835,41 € | 3 308,11 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 235,83 € | 3 068,34 € | 287,50 € | 287,50 € | 282,97 € | | | | | |
| 2003 | 14 710,04 € | 12 698,03 € | 11 461,15 € | 10 941,85 € | 8 101,32 € | 7 324,01 € | 5 733,32 € | 5 017,61 € | 4 570,82 € | 4 570,82 € | 4 563,32 € | 4 563,32 € | 4 563,32 € | 4 563,32 € | 4 563,32 € | 4 563,32 € | 4 358,74 € | 6,50 € | 0,00 € | 0,00 € | | | | | |
| 2004 | 25 709,13 € | 20 600,39 € | 20 094,86 € | 17 743,81 € | 10 522,47 € | 9 196,15 € | 6 956,45 € | 6 296,89 € | 5 355,10 € | 5 257,14 € | 4 922,78 € | 4 922,78 € | 4 922,78 € | 4 830,02 € | 4 830,02 € | 4 599,11 € | 4 482,04 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € | 4 155,13 € |
| 2005 | 55 620,18 € | 43 026,32 € | 38 479,19 € | 33 782,03 € | 15 241,34 € | 13 451,88 € | 11 169,96 € | 10 827,60 € | 9 828,43 € | 9 799,45 € | 9 713,02 € | 9 613,02 € | 9 613,02 € | 9 332,14 € | 9 332,14 € | 9 332,14 € | 9 187,19 € | 8 540,87 € | 8 540,87 € | 8 510,87 € | 7 997,96 € | 7 974,84 € | 7 974,84 € | 7 974,84 € | |
| 2006 | 78 219,79 € | 52 661,65 € | 43 222,07 € | 34 459,70 € | 28 429,11 € | 26 253,79 € | 20 362,10 € | 19 375,97 € | 15 536,27 € | 15 199,37 € | 15 062,46 € | 15 018,41 € | 15 016,79 € | 14 156,80 € | 14 156,80 € | 13 963,89 € | 13 843,05 € | 12 438,61 € | 12 017,43 € | 11 940,96 € | 11 190,75 € | 11 116,78 € | 10 755,62 € | 10 755,62 € | |
| 2007 | 143 020,43 € | 97 876,50 € | 80 846,21 € | 58 943,06 € | 50 398,77 € | 47 195,80 € | 38 073,55 € | 36 078,72 € | 32 950,93 € | 32 392,46 € | 31 904,73 € | 31 353,55 € | 30 482,54 € | 29 106,44 € | 29 105,51 € | 28 708,15 € | 28 165,83 € | 26 257,77 € | 25 485,55 € | 25 262,32 € | 22 226,72 € | 21 904,85 € | 21 812,75 € | 21 797,27 € | |
| 2008 | 216 834,00 € | 136 045,68 € | 101 941,69 € | 77 723,22 € | 56 886,27 € | 49 359,94 € | 40 590,85 € | 37 346,26 € | 33 868,10 € | 32 289,01 € | 31 360,53 € | 30 892,47 € | 30 517,85 € | 28 770,18 € | 28 770,18 € | 28 376,04 € | 27 170,34 € | 24 712,16 € | 23 759,63 € | 23 064,54 € | 21 404,52 € | 21 165,20 € | 20 481,11 € | 20 444,84 € | |
| 2009 | 320 250,30 € | 143 722,89 € | 99 829,05 € | 73 358,60 € | 51 103,30 € | 46 496,22 € | 35 171,44 € | 32 523,92 € | 30 922,31 € | 29 938,46 € | 28 282,89 € | 28 113,37 € | 27 942,24 € | 27 329,47 € | 27 322,24 € | 26 482,17 € | 25 540,88 € | 20 960,26 € | 20 081,96 € | 19 943,63 € | 19 458,37 € | 19 126,65 € | 18 537,82 € | 18 326,63 € | |
| 2010 | | 290 931,22 € | 119 214,03 € | 74 369,30 € | 55 495,77 € | 46 651,09 € | 36 748,67 € | 32 856,87 € | 30 062,30 € | 29 428,48 € | 28 473,94 € | 28 163,57 € | 27 603,61 € | 25 909,70 € | 25 879,76 € | 24 901,20 € | 23 770,82 € | 21 747,67 € | 20 735,27 € | 20 685,22 € | 20 020,64 € | 19 869,05 € | 18 901,14 € | 18 806,93 € | |
| 2011 | | | 291 670,64 € | 115 296,44 € | 69 082,02 € | 52 246,59 € | 40 290,28 € | 33 932,59 € | 31 402,86 € | 30 850,11 € | 30 211,83 € | 29 503,08 € | 29 369,43 € | 27 417,02 € | 27 382,28 € | 26 262,44 € | 25 076,22 € | 22 510,11 € | 20 848,72 € | 20 747,54 € | 19 999,61 € | 19 656,08 € | 18 700,97 € | 18 577,93 € | |
| 2012 | | | | 269 590,74 € | 108 439,81 € | 74 833,75 € | 58 254,27 € | 50 459,04 € | 46 822,48 € | 44 941,67 € | 43 846,88 € | 43 530,01 € | 43 208,55 € | 40 650,44 € | 40 278,78 € | 39 132,38 € | 37 089,90 € | 33 480,70 € | 31 645,20 € | 31 220,98 € | 30 734,58 € | 30 227,64 € | 27 871,41 € | 27 567,06 € | |
| 2013 | | | | | 256 270,77 € | 106 319,71 € | 78 364,61 € | 65 925,15 € | 60 579,90 € | 57 899,05 € | 55 055,89 € | 53 650,83 € | 52 106,96 € | 49 328,09 € | 48 834,46 € | 46 611,35 € | 44 156,11 € | 31 906,95 € | 27 437,61 € | 27 046,53 € | 25 743,91 € | 25 010,58 € | 22 497,66 € | 21 999,83 € | |
| 2014 | | | | | | 278 969,75 € | 114 422,22 € | 87 547,20 € | 78 319,64 € | 72 221,35 € | 65 482,64 € | 61 926,84 € | 59 341,57 € | 55 060,99 € | 53 694,69 € | 50 495,25 € | 43 745,66 € | 34 756,19 € | 30 579,05 € | 30 023,24 € | 29 747,68 € | 28 715,15 € | 26 100,74 € | 25 435,80 € | |
| 2015 | | | | | | | 246 452,25 € | 132 516,96 € | 112 979,57 € | 102 890,53 € | 92 106,53 € | 86 817,46 € | 82 920,75 € | 78 173,04 € | 75 875,33 € | 69 438,24 € | 62 482,39 € | 48 657,09 € | 43 895,66 € | 42 976,62 € | 40 504,63 € | 39 701,51 € | 37 155,94 € | 36 656,49 € | |
| 2016 | | | | | | | | 284 410,20 € | 151 773,36 € | 128 777,15 € | 106 748,34 € | 98 410,06 € | 90 137,14 € | 81 193,35 € | 78 130,54 € | 69 624,05 € | 61 222,23 € | 46 114,29 € | 40 471,79 € | 38 524,45 € | 36 425,38 € | 34 345,47 € | 30 464,77 € | 29 676,48 € | |
| 2017 | | | | | | | | | 189 549,53 € | 168 119,33 € | 186 302,02 € | 128 632,04 € | 110 065,62 € | 99 563,37 € | 93 941,08 € | 80 366,50 € | 68 680,98 € | 57 011,97 € | 49 732,45 € | 46 778,11 € | 43 711,44 € | 41 645,01 € | 37 166,03 € | 36 252,28 € | |
| 2018 | | | | | | | | | | | 4 723,65 € | 91 355,54 € | 173 179,91 € | 178 252,24 € | 159 251,73 € | 122 455,79 € | 95 440,27 € | 73 896,45 € | 64 946,44 € | 61 752,14 € | 56 268,96 € | 54 327,50 € | 48 545,32 € | 47 349,57 € | |
| 2019 | | | | | | | | | | | | | | 4 821,24 € | 172 728,04 € | 165 118,78 € | 271 179,00 € | 113 978,43 € | 97 308,25 € | 85 622,92 € | 77 115,68 € | 71 018,76 € | 59 462,26 € | 57 086,63 € | |
| 2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | 171 301,62 € | 240 092,51 € | 153 071,87 € | 117 272,85 € | 105 233,67 € | 81 599,46 € | 76 622,64 € | |
| 2021 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 194 304,30 € | 255 646,37 € | 236 192,11 € | 118 249,89 € | | | |
| 2022 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | * |
| TOTAUX | 863 017,04 € | 805 256,02 € | 813 246,34 € | 772 547,96 € | 716 310,16 € | 764 637,89 € | 738 558,26 € | 840 293,76 € | 839 620,60 € | 769 673,38 € | 742 343,55 € | 750 048,45 € | 794 574,18 € | 762 039,95 € | 897 659,00 € | 814 012,90 € | 848 987,05 € | 752 735,24 € | 762 026,39 € | 845 914,34 € | 840 225,18 € | 791 385,98 € | 610 432,86 € | 586 443,34 € | |
| TOTAUX Hors exercice en cours | | | | | | | | | | 601 554,05 € | | | 621 394,27 € | | | 648 894,12 € | | 581 433,62 € | | 584 578,81 € | | | 586 443,34 € | | |

* exercice en cours non communiqué (chiffre non valide car des valorisations en cours)

ANNEXE 5

Marchés Publics du SEBVF à lancer en 2023

| Numéro du marché | Nature | Procédure | Intitulé du marché | Numéro du lot | Intitulé du lot | Etat de l'appel d'offres | Titulaire | Montant € HT (année complète) | Date de Notification | Durée | Date d'échéance |
|------------------|---------|-----------|--|---------------|---------------------------|--------------------------|-----------|---------------------------------------|----------------------|--------------|-----------------|
| 2023-171-F/MAPA | FCS | MAPA | Fourniture de produits de traitement pour l'usine de décarbonatation de Basse-Vigneulles | 1 | Chaux éteinte en vrac | à lancer | | Mini : 30 000,00 Maxi : 100 000,00 | | 1 an | 1 an |
| | | | | 2 | Chlorure ferrique en vrac | | | Mini : 8 000,00 Maxi : 20 000,00 | | 1 an | 1 an |
| | | | | 3 | Polymères en poudre | | | Mini : 2 500,00 Maxi : 10 000,00 | | 1 an | 1an |
| 2023-172-S/MAPA | FCS | MAPA | Maintenance des organes de régulation | | | à lancer | | Mini : 10 000,00 Maxi : 35 000,00 | | 1 an + 3 ans | 31/12/2026 |
| 2023-173-F/MAPA | FCS | MAPA | Fourniture et livraison de matériaux de travaux publics (calcaire, laitier, sable) pour le remblais des fouilles | | | à lancer | | Mini : 8 000,00 Maxi : 22 000,00 | | 1 an + 3 ans | 31/12/2027 |
| Consultation | FCS | MAPA | Fourniture de Gaz | | | à lancer | | <25 000,00 | | 3 ans | 31/12/2026 |
| 2021-174-T/MAPA | Travaux | MAPA | Réhabilitation du réservoir de Les Etangs | | | à lancer | | >90 000,00 | | | |
| 2023-175-PI/MAPA | PI | MAPA | Etudes : Schémas de desserte | | | à lancer | | <90 000,00 | | | |